

La Commission Administrative de règlement de la Relation de travail

Rapport annuel

2016



Contenu

1.	Le rapport annuel.....	6
1.1	Dossiers traités.....	6
1.2	Analyse quant au contenu	11
	La volonté des parties	13
	Organisation du temps de travail.....	14
	Organisation du travail.....	14
	Contrôle hiérarchique	14
1.3	Evaluation sur base de l'art. 342 de la loi sur la nature de la relation de travail	15
1.4	La doctrine	16
1.5	Conclusions	17
2.	Cadre historique et juridique	18
3.	Législation	20
3.1	Loi-Programme du 27 décembre 2006	20
3.2	Arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail	29
3.3	Arrêté royal du 11 février 2013 nommant les membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail	33
3.4	Arrêté royal du 18 octobre 2013 portant démission et nomination de membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail	35
3.5	Arrêté royal du 10 février 2015 portant démission et nomination de membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail	36
3.6	Arrêté royal du 12 novembre 2015 portant démission et nomination de membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail	37
3.7	Arrêté royal du 29 avril 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature de la relation de travail entre un agent de gardiennage visé par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et son cocontractant	38
3.8	Arrêté royal du 7 juin 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution de certains travaux immobiliers.....	40
3.9	Arrêté royal du 20 juin 2013 pris en exécution de certaines dispositions de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la commission paritaire de l'agriculture ou de la commission paritaire pour les entreprises horticoles	42
3.10	Arrêté royal du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les autobus et autocars	45

3.11	Arrêté royal du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour le transport routier et la logistique pour compte de tiers.....	46
3.12	Arrêté royal du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les taxis et de la commission paritaire du transport et de la logistique, uniquement pour les activités de location de voitures avec chauffeur et de taxis collectifs.....	48
4.	Le règlement d'ordre intérieur	50
5.	Le formulaire de demande.....	54
6.	Décisions	62
6.1	Décision n° 047.....	62
	Secteur d'activité: Activités des hôpitaux généraux (NACEBEL 86.101).....	62
6.2	Décision n° 048.....	65
	Secteur d'activité: Services des traiteurs (NACEBEL 56.210)	65
6.3	Décision n° 049.....	69
	Secteur d'activité: Études de marché et sondages d'opinion (NACEBEL 73.200).....	69
6.4	Décision n° 051.....	80
	Secteur d'activité: Enseignement culturel (NACEBEL 85.520)	80
6.5	Décision n° 053.....	84
	Secteur d'activité: Associations et mouvements pour adultes (NACEBEL 94.992).....	84
6.6	Décision n° 054.....	86
	Secteur d'activité: Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé (NACEBEL 47.770).....	86
6.7	Décision n° 055.....	89
	Secteur d'activité: Transports routiers de fret, sauf services de déménagement (NACEBEL 49.410)	89
6.8	Décision n° 056.....	93
	Secteur d'activité: Enseignement de la conduite d'aéronefs et de bateaux (NACEBEL 85.532)	93
6.9	Décision n° 057.....	95
	Secteur d'activité: Services de tatouage et de piercing (NACEBEL 96.092).....	95
6.10	Décision n° 058.....	100
	Secteur d'activité: Coiffure (NACEBEL 96.021)	100
6.11	Décision n° 059.....	106

Secteur d'activité: Activités de revalidation ambulatoire (NACEBEL 86.905)	106
6.12 Décision n° 060.....	108
Secteur d'activité: Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a. (NACEBEL 82.990)	108
6.13 Décision n° 061.....	112
Secteur d'activité: Fabrication d'autres textiles techniques et industriels (NACEBEL 13.960)	112
6.14 Décision n° 062.....	115
Secteur d'activité: Commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire (NACEBEL 47.114).....	115
6.15 Décision n° 063.....	119
Secteur d'activité: Restauration à service complet (NACEBEL 56.101).....	119
6.16 Décision n° 064.....	121
Secteur d'activité: Restauration à service complet (NACEBEL 56.101).....	121
6.17 Décision n° 065.....	123
Secteur d'activité: Restauration à service complet (NACEBEL 56.101).....	123
6.18 Décision n° 066.....	125
Secteur d'activité: Activités des médecins généralistes (NACEBEL 86.210)	125
6.19 Décision n° 067.....	128
Secteur d'activité: Activités des experts-comptables et des conseils fiscaux (NACEBEL 69.201)	128
6.20 Décision n° 068.....	130
Secteur d'activité: Transport routiers de fret, sauf services de déménagement (NACEBEL 49.410)	130
6.21 Décision n° 069.....	132
Secteur d'activité: Commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté (NACEBEL 46.450)	132
6.22 Décision n° 070.....	135
Secteur d'activité: Autres transports terrestres de voyageurs n.c.a. (NACEBEL 49.390)	135
6.23 Décision n° 071.....	138
Secteur d'activité: Activités des agences de voyage (NACEBEL 79.110).....	138
6.24 Décision n° 072.....	140
Secteur d'activité: Activités de revalidation ambulatoire (NACEBEL 86.905)	140
6.25 Décision n° 073.....	143
Secteur d'activité: Etudes de marché et sondages d'opinion (NACEBEL 73.200).....	143
6.26 Décision n° 074.....	146

Secteur d'activité: Traduction et interprétation (NACEBEL 74.300).....	146
6.27 Décision n° 075.....	150
Secteur d'activité: Intermédiation en achat, vente et location de biens immobiliers (NACEBEL 68.311)	150
6.28 Décision n° 076.....	153
Secteur d'activité: Entretien corporel (NACEBEL 96.040)	153

1. Le rapport annuel

La loi sur la nature des relations de travail dispose à l'article 338, §7 que la Commission administrative de la relation de travail, désignée ci-après comme *la commission*, doit rédiger annuellement un rapport contenant sa jurisprudence.

Voici ce rapport et les décisions correspondantes pour l'année 2016. Ces décisions ont été anonymisées.

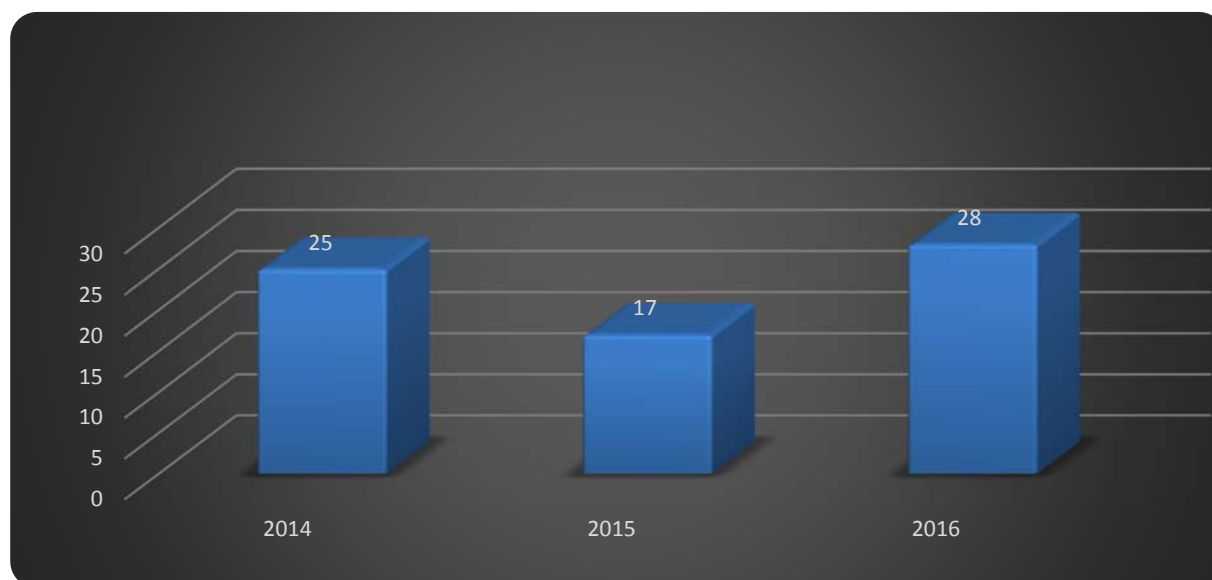
La première partie du rapport aborde les caractéristiques des dossiers traités, après quoi, la deuxième partie les analyse quant au fond.

Ensuite, vous trouverez une description de l'historique et le cadre légal, un aperçu de la législation applicable, le règlement d'ordre intérieur, le formulaire de demande et, pour terminer, les décisions intégrales de 2016.

1.1 Dossiers traités

A. Dossiers entrants

La commission a rendu 28 décisions en 2016. Il s'agit d'une hausse par rapport aux années précédentes. En 2015, 17 décisions avaient été rendues et, en 2014, elles étaient au nombre de 25.



Quatre demandes reçues fin 2016 seront traitées en 2017.

B. Mode de saisine

L'article 338, §2 de la loi sur la nature des relations de travail dispose qu'une demande de ruling peut avoir lieu de trois manières.

L'article 338, §2, alinéa premier donne tout d'abord la possibilité de soumettre des relations de travail qui existent depuis longtemps à la commission, et ce, jusqu'à un an à partir de l'entrée en vigueur de la loi ou de l'arrêté royal qui contient la liste des critères spécifiques pour un certain secteur, une certaine catégorie professionnelle ou une certaine profession. Dans ce cas, la demande doit avoir lieu à l'initiative conjointe des parties.

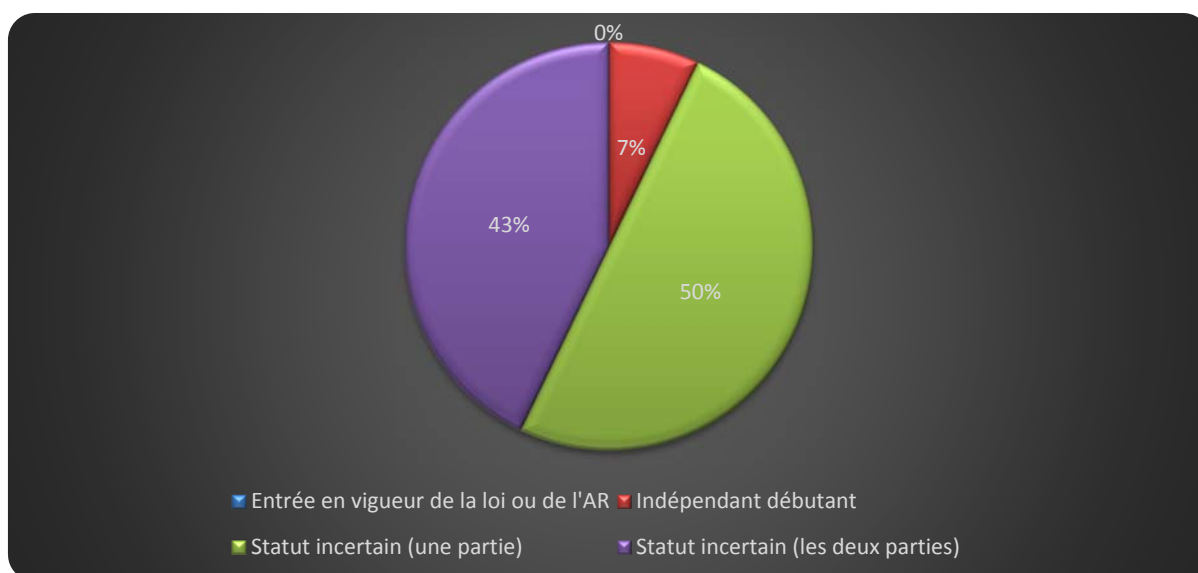
En 2016, il n'a pas pu être recouru à cette possibilité étant donné que la loi sur la nature des relations de travail et tous les arrêtés royaux promulgués étaient déjà entrés en vigueur depuis plus d'un an avant le 1^{er} janvier 2016.

Par ailleurs, un indépendant débutant qui fait une demande auprès de sa caisse d'assurances sociales peut introduire une demande dans un délai d'un an après le début de la relation de travail.

En 2016, il a été recouru deux fois à cette disposition, décrite à l'article 338, §2, alinéa deux, à savoir dans le dossier 070 et le dossier 074.

Les dossiers ont ainsi toutefois été majoritairement ouverts conformément à la troisième possibilité qu'offre l'article 338, §2. Le troisième alinéa de cet article dispose qu'une demande peut avoir lieu à l'initiative de chaque partie dans le cas d'une relation de travail (visée) dont le statut de travailleur salarié ou de travailleur indépendant est incertain, et ce, dans un délai d'un an après le début de la relation de travail.

Un dossier a été introduit sur la base de cette dernière disposition dans 26 cas. Dans 14 cas, une seule partie a pris l'initiative. Dans 12 dossiers, cette demande découlait de l'initiative conjointe des deux parties : en effet, une demande à l'initiative des deux parties est a fortiori une demande à l'initiative de « toute partie ».

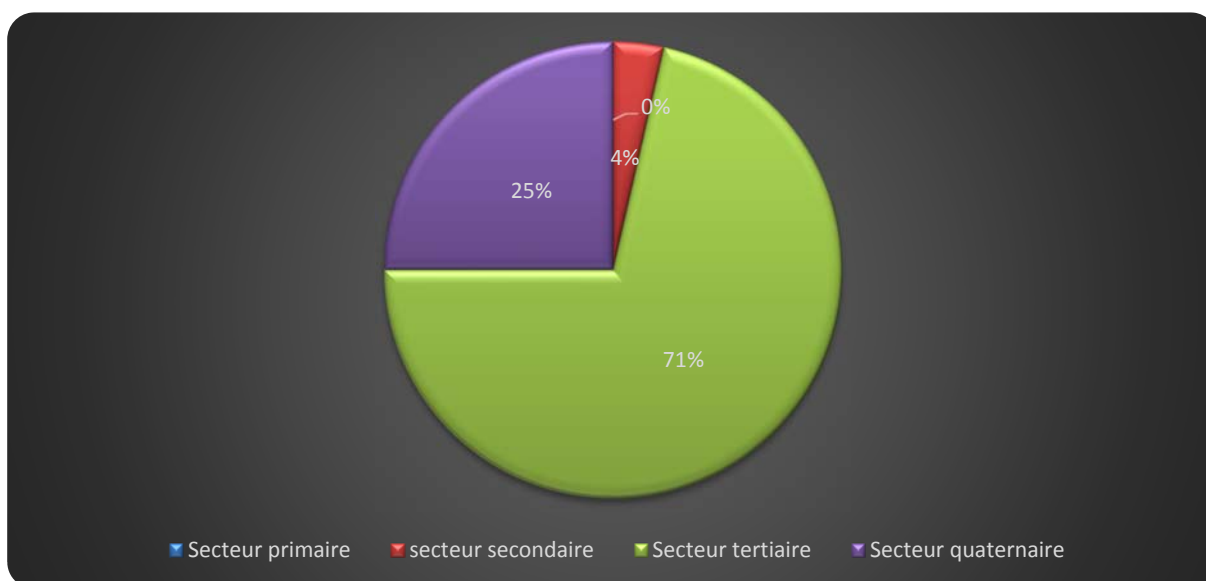


C. Secteurs d'activité concernés

En ce qui concerne les secteurs d'activité, on a constaté tout comme les années précédentes, que les demandes proviennent de secteurs d'activité très divers, allant des agences de voyage à l'enseignement culturel, en passant par le tatouage.

Il est néanmoins surprenant de constater qu'absolument aucun dossier ne concernait le secteur primaire¹ et qu'à peine un dossier concernait le secteur secondaire.

Tous les autres dossiers, à savoir 96% de l'ensemble, provenaient du secteur des services (secteurs tertiaire et quaternaire). La plus grande partie provenait des services commerciaux : le secteur tertiaire représentait 20 dossiers (71%), tandis que le secteur quaternaire représentait 7 dossiers.



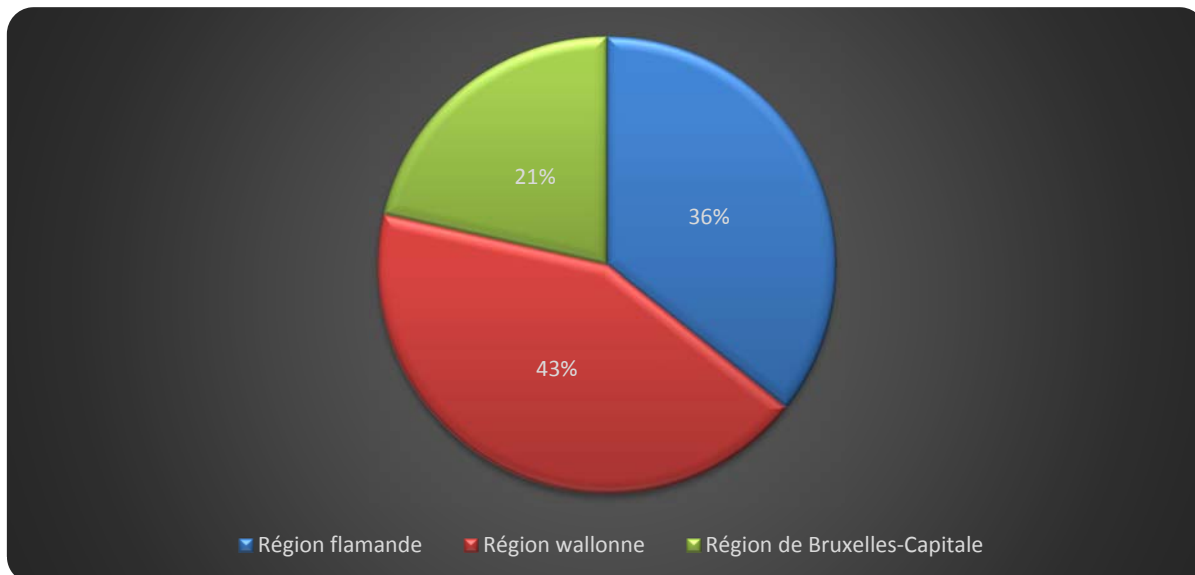
À peine trois dossiers sur 28 concernait les secteurs dits "à risques", à savoir les secteurs pour lesquels des critères spécifiques ont été définis (travaux immobiliers, gardiennage, secteur du transport, secteur du nettoyage, agriculture et horticulture). En l'occurrence, il s'agissait trois fois du secteur du transport.

Dans aucun de ces trois dossiers, il n'y a eu de confrontation effective aux critères spécifiques, soit parce qu'il s'agissait d'une relation de travail familiale (dossier 068) soit parce qu'il s'agissait d'un travailleur intellectuel (dossier 055) ou encore parce que le dossier était irrecevable (070).

¹ Le secteur primaire comprend l'agriculture et la sylviculture, la pêche et les industries extractives. Il s'agit principalement de secteurs qui se consacrent à la fourniture de produits primaires (matières premières et nourriture). Le secteur secondaire comprend l'industrie, la construction et les entreprises d'utilité publique. Il s'agit de secteurs qui se consacrent au traitement de matières premières. Le secteur tertiaire se compose des services commerciaux. Il s'agit de secteurs de services où la recherche de profits est mise en avant. Le secteur quaternaire comprend les services non commerciaux.

D. Répartition géographique des demandes

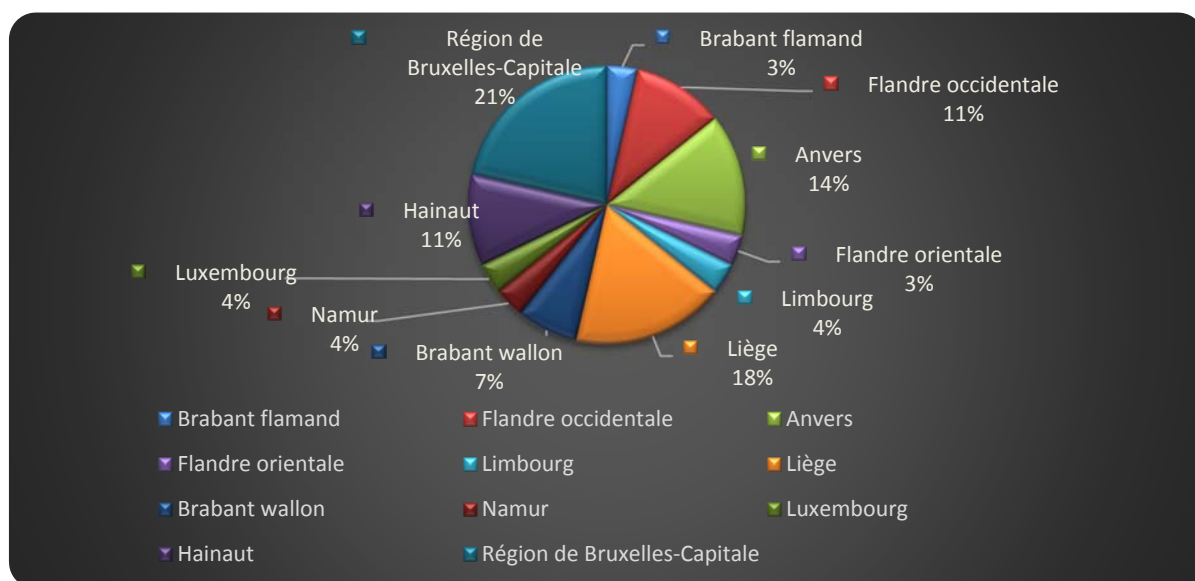
Si nous ventilons les demandes géographiquement, nous constatons que la Région wallonne vient en tête en 2016 avec 12 dossiers (43%). La Région flamande représente 10 dossiers (36%) et la Région de Bruxelles-Capitale représente 6 dossiers (21%).



En ce qui concerne la Région wallonne, Liège était clairement en tête avec 5 demandes. Le Hainaut a fourni trois dossiers et le Brabant wallon en a fourni deux. Namur et Luxembourg ont fourni chacun un dossier.

En Région flamande, 4 dossiers provenaient d'Anvers. La Flandre orientale a fourni 3 demandes. La Flandre occidentale, le Limbourg et le Brabant flamand ont chacun fourni une demande.

6 demandes provenaient de la Région de Bruxelles-Capitale, dont 3 du même entrepreneur.



Ensuite, on peut observer que la chambre française a dû traiter plus de dossiers que la chambre néerlandaise en 2016. Cette répartition a lieu en fonction de la langue dans laquelle la demande a été faite.

Au total, 18 demandes ont été traitées par la chambre française et 10 par la chambre néerlandaise.

La chambre française a traité tous les dossiers de la Région wallonne (12 dossiers), ainsi que toutes les demandes de la Région de Bruxelles-Capitale, étant donné qu'elles étaient toutes en français en 2016.

La chambre néerlandaise a traité tous les dossiers des provinces de Flandre orientale, de Flandre occidentale, du Limbourg, du Brabant flamand et d'Anvers (10 au total).



E. Durée de traitement des demandes

En ce qui concerne la durée de traitement, nous pouvons indiquer que, dans tous les cas, à une demande près, les décisions ont été prises dans les délais légaux, tels que prévus à l'article 12 de l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission administrative de règlement de la relation de travail.

Ce délai se monte à trois mois. S'il apparaît que des renseignements complémentaires sont nécessaires pour pouvoir juger, ce délai est prolongé du nombre de jours qui séparent la demande et la réception de cette information.

Des questions complémentaires ont été posées par écrit, avant de traiter le dossier en séance, pour la majorité des demandes.

Dans le dossier 058, ce délai a été dépassé parce que le demandeur lui-même avait demandé un report de traitement. Dans le dossier 061, il y a eu un dépassement d'une quinzaine de jours en raison des vacances d'été.

1.2 Analyse quant au contenu

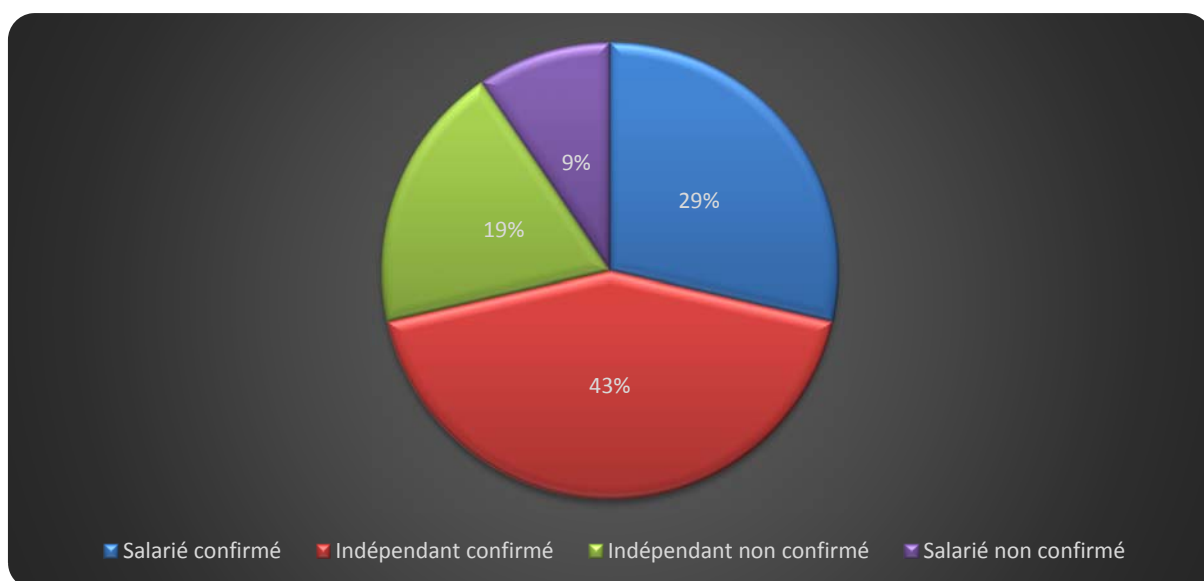
A. Généralités

7 dossiers sur 28 ont été jugés irrecevables.

Dans 8 dossiers, il a été conclu à l'existence d'une relation de travail de type salarié, par requalification dans deux de ces dossiers.

Dans 13 dossiers, il a été conclu à l'existence d'une relation de travail de type indépendant, par requalification dans quatre de ces dossiers.

	Total	Dossiers
Qualification de salarié confirmée	6	056, 059, 061, 066, 068 et 071
Qualification d'indépendant confirmée	9	051, 053, 055, 057, 060, 067, 069, 073 et 074
Décision indépendant ; demande de salarié non confirmée	4	054, 058, 062 et 075
Décision salarié ; demande d'indépendant non confirmée	2	048 et 049



Il est frappant de constater que 9 dossiers concernaient une relation de travail entre conjoints ou cohabitants légaux. Dans tous ces dossiers, les parties elles-mêmes ont qualifié leur relation de travail de relation entre un employeur et un travailleur salarié.

Cette situation semble résulter de la décision du gouvernement Michel de dispenser un employeur, pour une durée indéterminée, à partir du 1^{er} janvier 2016, de cotisations sociales² pour le premier collaborateur qu'il engage durant la période 2016-2020.

Cette réduction groupe cible semble en avoir motivé certains à engager comme travailleur salarié leur partenaire qui était auparavant conjoint aidant dans le régime des travailleurs indépendants.

La commission a confirmé cette qualification dans 5 cas. Dans deux cas, la commission n'a pas approuvé la qualification de travailleur salarié et a procédé à une requalification. Dans deux cas, les demandeurs ont omis de répondre aux questions complémentaires posées par la commission. Etant donné que ces questions avaient trait à des éléments essentiels, une décision d'irrecevabilité a été prise dans les deux cas.

B. Irrecevabilité

Au cours des années précédentes, les décisions d'irrecevabilité ont joué un rôle de premier plan. Cette tendance s'est inversée en 2016. À peine 7 décisions sur un total de 28 étaient encore des demandes irrecevables, dont 3 dans des dossiers parallèles. Toutes les décisions d'irrecevabilité résultent de dossiers incomplets, car les demandeurs ont introduit une demande sommaire et, ensuite, n'ont plus répondu aux demandes d'explications complémentaires.

Il n'y a donc pas de décision pour irrecevabilité en raison

- d'un dépassement du délai
- d'une enquête ou procédure pendante ou clôturée
- d'une demande dans le cadre d'une relation de travail à laquelle il a été mis fin
- d'une demande hypothétique
- d'une demande par un tiers qui n'est pas partie à la relation de travail. (Dans le dossier 070, il y a néanmoins eu une demande par l'intermédiaire d'un secrétariat social sans qu'il puisse être établi clairement de quel demandeur il s'agissait, mais lorsque des questions ont été posées à cet égard, elles sont restées sans réponse. Dès lors, une décision de « dossier incomplet » a été prise. Par ailleurs, nous pouvons observer qu'entre-temps, la Commission administrative a eu une discussion fructueuse avec l'Union des secrétariats sociaux : l'accessibilité de la commission y a été abordée en détail et son fonctionnement a été expliqué. L'Union souhaite promouvoir activement le fonctionnement de la commission auprès de ses membres.)

La baisse du nombre de dossiers irrecevables indique que la commission a gagné en notoriété.

Néanmoins, il y avait encore deux dossiers (060 pour la chambre néerlandaise et 067 pour la chambre française) dans lesquels la demande concernait le rapport entre deux sociétés. Une relation de travail peut uniquement être engagée par une personne physique ; il a toutefois été vérifié si la société ne cachait pas de relation de travail, qui aurait pu impliquer une simulation. Une évaluation à la lumière des critères généraux de la loi sur les relations de travail a été menée. Il n'y a pas été constaté de simulation d'une relation de travail déguisée. Ce faisant, une suite utile a été donnée à la demande.

² Loi relative aux mesures concernant le renforcement de la création d'emplois et du pouvoir d'achat, M.B. du 30 décembre 2015, mise en œuvre par l'arrêté royal du 26 janvier 2016 modifiant l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, en vue d'étendre la réduction groupes cible premiers engagements, M.B. du 2 février 2016

C. L'évaluation du fond des demandes

En 2016, la Commission administrative a également évalué toutes les demandes à la lumière des critères généraux. Les critères spécifiques concernant les présomptions n'ont pas été abordés.

Comme indiqué au point 1.1.C., trois dossiers ont été introduits dans le secteur du transport. Néanmoins, la présomption de l'A.R. du 29 octobre 2013³ n'a pas pu être appliquée, soit parce qu'il s'agissait d'une relation de travail familiale (dossier 068), soit parce qu'il s'agissait d'un travailleur intellectuel (dossier 055) ou parce que le dossier était irrecevable (070).

La volonté des parties

Contrairement aux années précédentes, en 2016, il n'y a pas eu de dossier où les demandeurs ne faisaient pas de choix clair en ce qui concerne la relation de travail qu'ils visaient. Il était toujours indiqué si le demandeur prenait comme point de départ une relation de travail en tant que travailleur salarié ou en tant que travailleur indépendant.

Le dossier de langue néerlandaise 048 était très particulier à cet égard, car le demandeur, chef cuisinier dans une brasserie, souhaitait plus de liberté pour pouvoir développer sa propre activité et, par conséquent, voulait passer dans le régime des indépendants. L'exploitant, quant à lui, était en faveur d'un maintien du régime des salariés, sans quoi il ne serait plus certain de la disponibilité de son cuisinier, qui était essentielle à ses yeux. Etant donné qu'il n'y avait aucun changement dans l'exercice réel des activités, la demande de régime indépendant a été rejetée.

Dans le dossier de langue néerlandaise 051, il a fallu tenir compte de l'article 3,1° de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (loi ONSS). Selon cette disposition, l'application de la loi ONSS est étendue aux personnes qui, en qualité de mandataires et contre rémunération autre que le logement et la nourriture, consacrent leur principale activité à la gestion ou à la direction journalières des associations et organisations qui ne se livrent pas à des opérations industrielles ou commerciales et qui ne cherchent pas à procurer à leurs membres un gain matériel. Cette disposition a été prise sur la base de l'article 2, §1^{er}, 1° de la loi ONSS. Etant donné que l'article 332 de la loi sur la nature de la relation de travail dispose clairement qu'en cas de requalification d'une relation de travail, il ne peut être porté préjudice à cette disposition, il convenait de vérifier d'abord si elle s'appliquait en l'espèce. Il est apparu que ce n'était pas le cas parce que la gestion quotidienne n'était pas la principale activité du demandeur.

Nous pouvons relever que l'art. 30 de la loi-programme du 25 décembre 2016 (MB du 29 décembre 2016) insère un art. 2/2 nouveau dans la loi ONSS, selon lequel l'application de la loi est étendue aux personnes qui effectuent des activités qui ressortent du champ d'application de la commission paritaire pour le nettoyage, sauf si celles-ci peuvent démontrer qu'elles ne travaillent pas habituellement et principalement pour un seul cocontractant et qu'elles exécutent lesdites activités à l'aide de leur propre matériel et facturent pour leur propre compte. Par-là, l'intention était clairement de rencontrer la demande de la commission paritaire du nettoyage (121) d'ajouter dans la loi-ONSS une présomption réfragable plutôt que de préciser des critères par arrêté royal dans le cadre de la loi sur la nature de la relation de travail (4). Dans l'Exposé des Motifs, il a été référé à la possibilité pour les partenaires sociaux du secteur de définir des critères spécifiques (5), mais il a été perdu de vue que ces critères figurent déjà dans la présomption légale

³ AR du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exercice des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les taxis et de la commission paritaire du transport et de la logistique, uniquement pour les activités de location de véhicules avec chauffeur et de taxis collectifs, MB du 26 novembre 2013

réfragable de la loi sur la nature de la relation de travail, elle-même. Finalement, ce n'est pas une présomption réfragable qui a été inscrite dans la loi-ONSS, mais contrairement à ce que suggèrent l'Exposé des Motifs, une extension du champ d'application de la loi. Ainsi, subsiste la question de savoir comment l'extension du champ d'application de la loi-ONSS se combine avec la présomption réfragable de l'article 337/2 de la loi sur la nature de la relation de travail, qui prévoit des critères légaux spécifiques pour le secteur du nettoyage.

Organisation du temps de travail

En 2016, les critères d'évaluation étaient les mêmes que ceux des années précédentes :

- Choix des tâches et des heures de travail : (048, 049, 051, 053, 054, 055, 056, 057, 058, 062, 066, 071, 073 et 074)
- Justification de maladie : (049, 062 et 074)
- Choix et justification des vacances : (048, 055, 057, 062 et 074)
- Contrôle de l'emploi du temps : (049)

Organisation du travail

En 2016, les critères d'évaluation étaient les mêmes que ceux des années précédentes :

- Possibilités de choix quant au contenu du travail et possibilité de refuser : (048, 049, 051, 060, 061, 069, 074 et 075)
- Nature des modalités convenues : (048, 057 et 074)
- Rapportage : (049 et 073)
- Règles de conduite ou objectifs imposés : (049, 056, 058 et 062)
- Prise en charge des coûts et le paiement du salaire : (056, 057, 072 et 074)
- Mode de paiement : (055 et 073)
- Travail avec matériel propre : (057)
- Règles propres dans le secteur: (059)
- Comparaison avec relation de travail antérieure : (048, 049, 053, 055, 060 et 071)

Contrôle hiérarchique

En 2016, les critères d'évaluation étaient les mêmes que ceux des années précédentes :

- Possibilité d'infliger une sanction : (048)
- Existence de moyens de contrôle : (049 – digitale, 051, 050, 060 et 073)
- Réprimandes et évaluations : (049)
- Nature du rapportage : (053 et 073)
- Impossibilité d'un contrôle au sein de la société : (054, 062 et 075)

L'évaluation des critères n'a pas lieu de manière quantitative, mais de manière qualitative. Il convient de répéter que la Commission administrative doit juger sur la base des éléments qui sont invoqués par le demandeur. À cet égard, nous pouvons une nouvelle fois attirer l'attention sur l'art. 338 § 4 de la loi sur la nature de la relation de travail, qui est repris dans chaque décision. De ce fait, la décision est seulement contraignante à condition que les éléments relatifs à la qualification de la relation de travail qui ont été fournis par les parties aient été donnés d'une manière complète et correcte. Dans le cas contraire, la décision est réputée n'avoir jamais existé. Les institutions de la sécurité sociales restent donc autorisées à procéder à un contrôle du maintien des éléments qui ont motivé la décision de la commission administrative⁴.

⁴ L'art. 338 §4 mentionne erronément la « chambre administrative » au lieu de la « commission administrative ».

1.3 Evaluation sur base de l'art. 342 de la loi sur la nature de la relation de travail

Le rapport annuel 2015 fait référence à l'évaluation qui a été menée sur la base de l'art. 342 de la loi sur la nature de la relation de travail par le Conseil national du travail (CNT) et le Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises, ainsi qu'au rapport du Comité général de Gestion pour le statut social des travailleurs indépendants.

Dans l'avis n° 1.970 du CNT du 26 janvier 2016⁵, les commissions paritaires ont été invitées par le biais du service public compétent à donner leurs conclusions sur les critères généraux et spécifiques. Il y a été donné suite dans le rapport n° 101 du CNT du 22 novembre 2016. Il est intéressant que les annexes contiennent un relevé complet des conclusions des commissions paritaires.

Le CNT exprime sa préférence pour une approche sectorielle, car elle permet aux secteurs d'élaborer une proposition sur mesure. Il ressort néanmoins de l'enquête des commissions paritaires que de nombreux secteurs⁶ estiment suffisante l'évaluation au moyen de critères généraux et qu'ils ont peu besoin de critères spécifiques, voire pas du tout. Ceci va parfois aussi de pair avec la remarque selon laquelle, dans le secteur concerné, le problème de la fausse indépendance n'est pas estimé si aigu. Dans les commissions paritaires 118, 124, 149.01 et 317, les critères généraux et spécifiques sont même décrits comme trop lourds et, dès lors, une révision est demandée en collaboration avec les services d'inspection concernés.

La référence aux critères généraux correspond à la pratique de la commission qui, jusqu'à présent, s'est toujours basée sur les critères généraux (voir 1.2.C).

Les commissions paritaires 139, 315.02 et 326 insistent sur une politique de mise en œuvre plus forte⁷. Dans ce cadre, l'attention est de nouveau attirée sur la lutte contre le dumping social transfrontalier.

Le CNT se joint aux remarques des commissions paritaires 226 et 331 qui ont proposé des critères spécifiques sans qu'ils soient transposés en réglementation sous la forme d'arrêtés royaux. La sous-commission paritaire du transport routier et logistique pour compte de tiers (140.03) se plaint de ce que les critères spécifiques qu'elle a proposés n'ont pas été repris intégralement dans l'arrêté royal du 29 octobre 2013⁸.

Dans ses rapports annuels successifs, la Commission administrative a systématiquement avancé des recommandations d'amélioration de son fonctionnement, confirmées dans l'évaluation du CNT et du CGG. Sur ce point aussi, les initiatives d'adaptation de la réglementation faisaient défaut, bien qu'il puisse en découler une plus grande efficacité et une plus grande notoriété de la commission. Jusqu'à présent, aucune suite n'a été donnée non plus à la recommandation du rapport annuel 2014⁹ de pallier aux lacunes du champ d'application de l'AR du 20 juin 2013 pour le secteur agricole et horticole en raison de la non-concordance avec le ressort de la commission paritaire n° 145 concernée. Pourtant, la doctrine n'a pas manqué de souligner régulièrement cette absurdité.

⁵ Déjà examiné dans le rapport annuel 2015, p. 13

⁶ Commissions paritaires 102.06, 105, 106.03, 109, 110, 113.04, 118, 119, 120, 127, 129, 130, 214, 215, 221, 222, 224, 301, 315, 318, 322.02 et 326.

⁷ Voir rapport annuel 2015, p.13 et la remarque selon laquelle, sur ce point, la Commission administrative n'est pas l'instrument approprié en raison du caractère de ruling. Néanmoins, un suivi par les services d'inspection est souhaitable en l'occurrence également, vu l'art. 338 §4 de la loi sur la nature de la relation de travail (à ce propos, voir 1.2 in fine)

⁸ Voir note de bas de page 3

⁹ Rapport annuel 2014, p. 13 et p. 16

1.4 La doctrine

Les rapports annuels 2014 et 2015 faisaient état d'un intérêt croissant de la doctrine pour le fonctionnement de la Commission administrative.

En 2016 également, plusieurs contributions intéressantes ont été publiées ; nous souhaitons les mentionner :

- K. NEVENS et K. SCHAPIRA, « Analyse critique de la présomption concernant la nature de la relation de travail (Chapitre V/1 de la loi sur les relations de travail », *TSR 2016/1*, 87-130
- P. VANHAVERBEKE et L. MIDOL, « La requalification de la relation de travail : examen de la jurisprudence récente et des décisions de la Commission administrative », in *Droit du travail tous azimuts*, H. MORMONT(ed.), Commission université-palais, Larcier, 2016, p. 371-407.

1.5 Conclusions

En 2016, il y a eu une hausse du nombre de dossiers bien que l'article 338, §2, alinéa premier de la loi sur la nature de la relation de travail n'ait pas pu être appliqué étant donné l'absence de nouvelle réglementation ; le nombre de demandes irrecevables a baissé et s'est limité aux demandeurs qui n'ont pas répondu aux questions complémentaires de la commission. Les demandeurs ont indiqué clairement la nature de la relation de travail qu'ils avaient choisie.

Ce qui indique que la méthode et le fonctionnement de la commission sont mieux connus. Néanmoins, la commission continue d'essayer en interne d'encore augmenter sa notoriété, entre autres, par des annonces sur les sites web des instances publiques concernées. L'engagement de l'Union des secrétariats sociaux de mieux faire connaître le fonctionnement de la commission est également très apprécié.

La commission s'est également efforcée de simplifier son langage et ses formulaires de demande. Cet aspect est inscrit dans le règlement d'ordre intérieur. Par conséquent, l'accord des ministres concernés sera nécessaire. Les nouveaux textes seront soumis début 2017.

Nous insistons conjointement avec le CNT (voir 1.3) pour que les recommandations, qui étaient déjà exprimées dans le rapport annuel 2013, soient transposées en textes légaux ou réglementaires. À cet égard, nous insistons aussi pour qu'une demande puisse avoir lieu électroniquement. Ce n'est pas possible pour le moment parce que les art. 7, 9 et 10 de l'AR du 11 février 2013 relatif au fonctionnement de la Commission¹⁰ prévoient l'introduction d'une demande par lettre recommandée lorsque la demande n'est pas déposée sur place, au siège de la commission.

La commission a réalisé les améliorations qu'elle pouvait mettre en œuvre de manière indépendante. Ainsi, la commission pose régulièrement des questions complémentaires pour clarifier la demande ; les décisions sont suffisamment élaborées en fait. Lorsque c'est nécessaire, les demandeurs sont invités.

Les recommandations des rapports annuels précédents sont donc maintenues, dans la mesure où elles nécessitent des adaptations de la réglementation. Étant donné que la première évaluation par le Conseil national du travail (CNT) et le Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises est terminée, ces adaptations peuvent être mises en œuvre.

Comme les autres années, la Commission administrative a uniquement procédé en 2016 à des évaluations en fonction des critères généraux. Ses décisions n'ont pas non plus été contestées en 2016 devant les tribunaux du travail.

Bruxelles, le 31 mars 2017

Pour la Commission Administrative de règlement de la relation de travail,

Ses présidents

Jean-François Neven
Premier Président
Président Chambre française

Lieven Lenaerts
Président Chambre néerlandaise

¹⁰ MB du 21 février 2013, 2^e éd.

2. Cadre historique et juridique

La distinction entre une occupation en qualité de travailleur salarié et une occupation en qualité de travailleur indépendant a reposé pendant des années sur un critère vague, à savoir l'existence ou non d'un lien de subordination. La Cour de cassation a recherché des critères distinctifs plus précis. A partir de 2002, elle a apporté un nouvel éclairage avec ses arrêts dits « arrêts sur la qualification » selon lesquels une requalification n'est possible qu'en présence d'éléments incompatibles avec la qualification choisie par les parties.

Le législateur a repris ce principe dans le titre XIII de la Loi-programme (I) du 27 décembre 2006 (MB 28 décembre 2006, 3^e édition) dénommée ci-après *Loi sur les relations de travail*.

La liberté des parties de choisir le type de relation de travail a ainsi été retenue comme élément déterminant pour autant que la relation de travail choisie corresponde à la situation de fait, évaluée sur la base de critères généraux et spécifiques.

Ces critères généraux sont:

- la volonté des parties telle qu'exprimée dans le contrat
- la liberté d'organiser son temps de travail
- la liberté d'organiser son travail
- la possibilité d'exercer un contrôle hiérarchique.

Des critères spécifiques pouvaient être adoptés pour un ou plusieurs secteurs, une ou plusieurs profession(s) ou une ou plusieurs catégorie(s) de professions. Le Roi pouvait fixer ces critères après avoir demandé l'avis d'une chambre normative de la Commission de règlement de la relation de travail. Cette Commission devait également compter une division administrative avec plusieurs chambres pouvant prendre des décisions sur des situations concrètes, dans le cadre d'un '*ruling*'.

La Commission n'a pas été créée sous cette forme.

Le régime a été modifié par la loi du 25 août 2012 modifiant le Titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, en ce qui concerne la nature des relations de travail (MB 11 septembre 2012).

La *Commission de règlement de la relation de travail*, avec ses chambres normative et administrative, a été remplacée par une *Commission Administrative de règlement de la relation de travail* à plusieurs chambres (dénommée ci-après *Commission Administrative*)

Les critères généraux ont été maintenus, le Roi pouvant toutefois définir des critères spécifiques après avoir demandé l'avis de plusieurs organes compétents pour les travailleurs salariés et indépendants. Si ces avis ne sont pas unanimes, le Roi exerce son pouvoir réglementaire par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Une présomption réfragable de contrat de travail ou de relation de travail indépendante a été introduite pour 4 secteurs (construction/travaux immobiliers, gardiennage, transport et nettoyage), selon que parmi un ensemble de 9 critères, plus ou moins de la moitié sont remplis.

Les articles relatifs à la Commission Administrative sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Deux arrêtés royaux ont ensuite été adoptés le 11 février 2013 :

- L'AR relatif à la composition et au fonctionnement des chambres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail (*MB* 21 février 2013, 2^e édition) .
- L'AR nommant les membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail (*MB* 21 février 2013, 2^e édition)

En vertu de l'art. 6, §1, cinquième alinéa, de l'AR du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission Administrative, la Commission devait tout d'abord élaborer un règlement d'ordre intérieur fixant notamment les dates des séances et le délai dans lequel l'ordre du jour est communiqué aux membres. Ce règlement devait être soumis à l'approbation des Ministres compétents pour les Affaires sociales, l'Emploi et les Classes moyennes.

La Commission a procédé à l'élaboration de ce règlement.

Les articles 7 à 10 de l'arrêté relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission Administrative, fixent le mode d'introduction des demandes auprès de la Commission et les mentions requises.

Dans ce cadre, la Commission Administrative a élaboré un modèle de formulaire de demande standard et obligatoire.

Après approbation de ces documents par les Ministres compétents le formulaire de demande a été publié sur les sites web du SPF Sécurité sociale et des instances concernées.

La Commission Administrative est ainsi devenue effectivement opérationnelle.

On signalera l'adoption de plusieurs arrêtés royaux fixant des critères spécifiques pour l'application de la présomption dans les 4 secteurs précités ainsi que pour le secteur de l'agriculture et de l'horticulture :

- AR du 29 avril 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail entre un agent de gardiennage visé par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et son cocontractant, *MB* 14 mai 2013
- AR du 7 juin 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution de certains travaux immobiliers, *MB* 25 juin 2013
- AR du 20 juin 2013 pris en exécution de certaines dispositions de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la commission paritaire de l'agriculture ou de la commission paritaire pour les entreprises horticoles, *MB* 28 juin 2013
- AR du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exercice des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les taxis et de la commission paritaire du transport et de la logistique, uniquement pour les activités de location de véhicules avec chauffeur et de taxis collectifs, *MB* 26 novembre 2013
- AR du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exercice des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour le transport routier et la logistique pour compte de tiers, *MB* 26 novembre 2013
- AR du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exercice des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les autobus et autocars, *MB* 26 novembre 2013.

Finalement la composition de la Commission était changée par les AR du 18 octobre 2013, du 10 février 2015 et du 12 novembre 2015.

3. Législation

3.1 Loi-Programme du 27 décembre 2006

TITRE XIII. - Nature des relations de travail

CHAPITRE 1er. - Dispositions générales

Art. 328. Pour l'application du présent titre, il y a lieu d'entendre par :

1° " loi du 27 juin 1969 " : loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

2° " arrêté royal n° 38 " : arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants;

3° " loi du 29 juin 1981 " : loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

4° " institutions de sécurité sociale " : institutions chargées de l'application des législations en matière de sécurité sociale, ainsi que tous les services chargés du contrôle de cette application;

5° " relation de travail " : collaboration professionnelle portant sur la prestation d'un travail par une partie en qualité soit de travailleur salarié, soit de travailleur indépendant, étant entendu qu'il y a lieu d'entendre:

a) par " travailleur salarié " : la personne qui s'engage dans un contrat de travail à fournir, contre rémunération, un travail sous l'autorité de l'autre partie au contrat, l'employeur;

b) par " travailleur indépendant " : la personne physique qui exerce une activité professionnelle en dehors d'un lien d'autorité visé sous a) et qui n'est pas engagée dans les liens d'un statut.

CHAPITRE II. - Commission Administrative de règlement de la relation de travail

Art. 329. § 1er. Une Commission Administrative de la relation de travail est instituée avec plusieurs chambres.

§ 2. Les Chambres de la Commission Administrative visées au paragraphe premier sont chacune composées d'un nombre égal de membres désignés sur proposition du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions parmi le personnel de son administration ou de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, d'une part, et de membres désignés sur la proposition des Ministres qui ont les Affaires sociales et l'Emploi dans leurs attributions parmi les membres du personnel de leurs administrations ou de l'Office national de Sécurité sociale d'autre part. Chaque chambre est présidée par un magistrat professionnel.

§ 3. Aucun membre des Chambres ne peut exercer la fonction de fonctionnaire qui relève de l'autorité des Ministres ayant dans leurs attributions les Affaires sociales, les Classes moyennes et l'Emploi, et qui est chargé de surveiller le respect de l'application des législations en matière de sécurité sociale et de droit du travail.

§ 4. Les membres des Chambres sont nommés par le Roi.

§ 5. Le Roi détermine la composition et le fonctionnement de la Commission Administrative.

§ 6. La Commission Administrative peut décider d'entendre des experts du ou des secteurs concernés ou de la ou des professions concernées.

Art. 330.

<Abrogé par L [2012-08-25/07](#)>

CHAPITRE III. - Principes

Art. 331. Sans pouvoir contrevenir à l'ordre public, aux bonnes mœurs et aux lois impératives, les parties choisissent librement la nature de leur relation de travail, dont l'exécution effective doit être en concordance avec la nature de la relation. La priorité est à donner à la qualification qui se révèle de l'exercice effectif si celle-ci exclut la qualification juridique choisie par les parties.

Art. 332. Soit lorsque l'exécution de la relation de travail laisse apparaître la réunion de suffisamment d'éléments incompatibles avec la qualification donnée par les parties à la relation de travail, appréciés conformément aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, soit lorsque la qualification donnée par les parties à la relation de travail ne correspond pas à la nature de la relation de travail présumée, conformément au chapitre V/1 et que cette présomption n'est pas renversée, il y aura une requalification de la relation de travail et application du régime de sécurité sociale correspondant, sans préjudice toutefois des dispositions suivantes :

1) l'article 2, § 1er, 1° et 3°, de la loi du 27 juin 1969, l'article 2, § 1er, 1° et 3°, de la loi du 29 juin 1981 et l'article 3, §§ 1er et 2, de l'arrêté royal n° 38, ainsi que toute disposition prise sur la base de ces dispositions;

2) de manière générale, toute disposition légale ou réglementaire imposant ou présumant de manière irréfragable l'exercice d'une profession ou d'une activité déterminée en qualité de travailleur indépendant ou de travailleur salarié au sens de la présente loi.

Les éléments visés à l'alinéa 1er sont appréciés sur la base des critères généraux tels que définis à l'article 333 et, le cas échéant, des critères spécifiques d'ordre juridique ou socio-économique déterminés conformément à la procédure d'avis du chapitre V.

CHAPITRE IV. - Les critères généraux

Art. 333. § 1er. Les critères généraux dont il est question à l'article précédent et qui permettent d'apprécier l'existence ou l'absence du lien d'autorité sont :

- la volonté des parties telle qu'exprimée dans leur convention, pour autant que cette dernière soit exécutée conformément aux dispositions de l'article 331;
- la liberté d'organisation du temps de travail;
- la liberté d'organisation du travail;
- la possibilité d'exercer un contrôle hiérarchique.

§ 2. Sans préjudice des dispositions visées à l'article 332, les contraintes inhérentes à l'exercice d'une profession qui sont imposées par ou en vertu d'une loi, ne peuvent être prises en considération pour apprécier la nature d'une relation de travail.

§ 3. Les éléments suivants sont, à eux seuls, impuissants à qualifier adéquatement la relation de travail :

- l'intitulé de la convention;
- l'inscription auprès d'un organisme de sécurité sociale;

- l'inscription à la Banque-Carrefour des entreprises;
- l'inscription auprès de l'administration de la T.V.A.;
- la manière dont les revenus sont déclarés à l'administration fiscale.

CHAPITRE V. - Les critères spécifiques

Section 1re.

<Abrogé par L [2012-08-25/07](#)>

Art. 334. § 1er. Le Roi peut établir une liste de critères spécifiques propres à un ou plusieurs secteurs, à une ou plusieurs professions, à une ou plusieurs catégories de professions ou à une ou plusieurs activités professionnelles qu'il détermine. Cette liste complète les critères visés à l'article 333.

§ 2. Ces critères spécifiques ne peuvent consister qu'en des éléments relatifs à la présence ou l'absence d'un lien d'autorité. Ils ne peuvent déroger aux critères déterminés à l'article 333 et ne doivent pas nécessairement consister en un des éléments du § 3.

§ 3. Cette liste de critères spécifiques peut comporter notamment des éléments d'ordres socio-économique et juridique suivant :

- la responsabilité et le pouvoir de décision sur les moyens financiers afin de maintenir la rentabilité de l'entreprise;
- la garantie de paiement périodique d'une rémunération;
- l'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre et la participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise;
- la possibilité d'engager du personnel ou se faire remplacer;
- se présenter comme une entreprise à l'égard du cocontractant et des tiers;
- travailler dans ses propres locaux et/ou avec du matériel propre.

§ 4. En cas de concours entre des critères par secteur, des critères par profession, et/ou des critères par catégorie d'une profession, les derniers cités priment sur les précédents.

Section 2.

<Abrogé par L [2012-08-25/07](#)>

Art. 335. Le Roi ne peut exercer la compétence qui Lui a été reconnue par l'article 334 qu'après avis :

1) du Comité de direction du Bureau fédéral d'orientation du Service d'information et de recherche sociale, tel que prévu à l'article 6 du Code pénal social,

2) des commissions ou sous-commissions paritaires compétentes. Cet avis est donné par le Conseil national du Travail lorsque plusieurs commissions paritaires sont compétentes. A défaut d'une commission ou sous-commission paritaire compétente ou effective, cet avis est donné par le Conseil national du travail,

3) du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., qui ne rend son avis qu'après avoir consulté les secteurs et professions concernés, et s'il existe, l'ordre ou l'institut professionnel établi par la loi pour la profession concernée.

Ces trois organes donnent leurs avis dans un délai de quatre mois après la demande faite par le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions, le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions ou le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions.

Si, dans le délai imparti, aucun avis conforme et unanime n'est remis, le Roi ne peut établir des critères spécifiques pour le ou les secteurs, la ou les professions, la ou les catégories de professions ou la ou les activités professionnelles concernés que par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. "

Les ministres visés à l'alinéa 2 peuvent demander aux organes visés à l'alinéa 1er de donner leurs avis soit de leur propre initiative soit à la demande des commissions ou sous-commissions paritaires compétentes,

du Conseil national du Travail, du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E. ou des organisations qui y sont représentées.

Si les ministres compétents reçoivent simultanément plusieurs demandes visant à solliciter l'avis des organes mentionnés à l'alinéa 1er, ils établissent un calendrier pour l'introduction des demandes d'avis en question.

Section 3.

<Abrogé par L [2012-08-25/07](#)>

Art. 336.

<Abrogé par L [2012-08-25/07](#)>

Section 4.

<Abrogé par L [2012-08-25/07](#)>

Art. 337.

<Abrogé par L [2012-08-25/07](#)>

Chapitre V/1. Présomption concernant la nature de la relation de travail

Art. 337/1. § 1er. Ce chapitre est applicable aux relations de travail qui se situent dans le cadre suivant :
1° l'exécution des activités énumérées à l'article 20, § 2, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée;

2° l'exercice de l'activité consistant à effectuer pour le compte de tiers, toutes sortes de surveillance et/ ou des services de garde;

3° le transport de choses et ou personnes pour le compte de tiers, à l'exception des services d'ambulance et le transport de personnes avec un handicap;

4° Les activités qui ressortent du champ d'application de la commission paritaire pour le nettoyage, qui ne sont pas déjà visées au 1°.

§ 2. La liste prévue au paragraphe 1er peut être élargie par le Roi après avoir demandé l'avis:
1) du Comité de direction du Bureau fédéral d'orientation du Service d'information et de recherche sociale, tel que prévu à l'article 6 du Code pénal social,

2) des commissions ou sous-commissions paritaires compétentes. Cet avis est donné par le Conseil national du Travail lorsque plusieurs commissions paritaires sont compétentes. A défaut d'une commission ou sous-commission paritaire compétente ou effective, cet avis est donné par le Conseil national du Travail,

3) du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., qui ne rend son avis qu'après avoir consulté les secteurs et professions concernés, et s'il existe, l'ordre ou l'institut professionnel établi par la loi pour la profession concernée.

Ces trois organes doivent donner leurs avis dans un délai de quatre mois après la demande faite par le Ministre chargé de l'Emploi, le Ministre des Affaires sociales ou le Ministre compétent pour les Classes moyennes.

Si, dans le délai imparti, aucun avis conforme et unanime n'a été remis, le Roi ne peut reprendre dans le

champ d'application de ce chapitre le ou les secteurs, la ou les professions, la ou les catégories de professions ou la ou les activités professionnelles concernés que par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Les ministres visés à l'alinéa 2 peuvent demander aux organes visés à l'alinéa 1er de donner leurs avis soit de leur propre initiative soit à la demande des commissions ou sous-commissions paritaires compétentes, du Conseil national du Travail, du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., ou des organisations qui y sont représentées.

Si les ministres compétents reçoivent simultanément plusieurs demandes visant à solliciter l'avis des organes mentionnés à l'alinéa 1er, ils établissent un calendrier pour l'introduction des demandes d'avis en question.

§ 3. Ce chapitre n'est pas applicable aux relations de travail familiales.

Par relations de travail familiales, on entend :

- a) les relations de travail entre des parents et des alliés jusqu'au troisième degré inclus et entre des cohabitants légaux au sens de la loi du 23 novembre 1998 instaurant la cohabitation légale;
- b) les relations de travail entre une société et une personne physique, celle-ci étant un parent ou un allié jusqu'au troisième degré inclus ou un cohabitant légal soit de celui qui à lui seul, soit de ceux qui ensemble détiennent plus de 50 pour cent des actions de la société en question.

Art. 337/2. § 1er. Les relations de travail visées à l'article 337/1, sont présumées jusqu'à preuve du contraire, être exécutées dans les liens d'un contrat de travail, lorsque de l'analyse de la relation de travail il apparaît que plus de la moitié des critères suivants sont remplis:

a) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,
- à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise;

b) défaut dans le chef de l'exécutant des travaux, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise dans le chef de l'exécutant des travaux;

c) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de tout pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

d) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés;

e) défaut d'une obligation de résultats concernant le travail convenu;

f) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soient les résultats de l'entreprise ou le volume des prestations fournies dans le chef de l'exécutant des travaux;

g) ne pas être soi-même l'employeur de personnel recruté personnellement et librement ou ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer pour l'exécution du travail convenu;

h) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes ou de son cocontractant ou travailler principalement ou habituellement pour un seul cocontractant;

i) travailler dans des locaux dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire ou avec du matériel mis à sa disposition, financé ou garanti par le cocontractant.

§ 2. Lorsqu'il apparaît que plus de la moitié des critères, visés au paragraphe 1er ne sont pas remplis, la relation de travail est présumée de manière réfragable être un contrat d'indépendant.

Cette présomption peut être renversée par toutes voies de droit et notamment sur la base des critères généraux fixés dans la présente loi.

§ 3. Le Roi peut, selon la même procédure que celle prévue à l'article 335, prévoir des critères spécifiques propres à un ou plusieurs secteurs, une ou plusieurs professions, une ou plusieurs catégories de professions ou à une ou plusieurs activités professionnelles qu'il détermine, et qui remplacent ou complètent les critères visés au paragraphe 1er.

Ces critères doivent contenir des éléments qui ont un rapport avec une dépendance socio-économique ou une subordination juridique.

CHAPITRE VI. Les décisions relatives à la qualification de la relation de travail par la Commission Administrative

Art. 338. § 1er. Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée. Ces décisions produisent leurs effets pour une durée de 3 ans dans les cas visés au § 2, alinéas 2 et 3.

§ 2. Ces décisions sont rendues à l'initiative conjointe de l'ensemble des parties à la relation de travail, lorsque les parties saisissent la chambre compétente de la commission administrative dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi ou de l'arrêté royal visé aux articles 334, 337/1 ou 337/2 pour autant qu'il soit applicable à la relation de travail concernée. Ces décisions peuvent également être rendues à l'initiative d'une seule partie à la relation de travail, dans le cas où celle-ci commence une activité professionnelle de travailleur indépendant et en fait la demande lors de son affiliation à une caisse d'assurances sociales visée à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38, et ceci soit au moment de l'affiliation soit dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail.

Ces décisions peuvent enfin être rendues à l'initiative de toute partie à une relation de travail ou à une relation de travail envisagée dont le statut de travailleur salarié ou de travailleur indépendant est incertain, et qui en fait la demande directement à la commission administrative, soit préalablement au début de la relation de travail soit dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail.

Dans ce cadre, les règles et modalités de la mission des caisses d'assurances sociales visées à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38 seront arrêtées par le Roi.

§ 3. Aucune décision ne peut être donnée :

1° lorsqu'au moment de l'introduction de la demande, les services compétents des institutions de sécurité sociale ont ouvert une enquête ou une instruction pénale a été ouverte concernant la nature de la relation de travail;

2° lorsqu'une juridiction du travail a été saisie ou s'est déjà prononcée sur la nature de la relation de travail concernée.

§ 4. Ces décisions lient les institutions représentées au sein de la commission administrative ainsi que les caisses d'assurances sociales visées à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38, sauf :

1° lorsque les conditions relatives à l'exécution de la relation de travail et sur lesquelles la décision s'est fondée sont modifiées. Dans ce cas, la décision ne produit plus ses effets à partir du jour de la modification de ces conditions;

2° lorsqu'il apparaît que les éléments à la qualification de la relation de travail qui ont été fournis par les parties l'ont été de manière incomplète ou inexacte. Dans ce cas, la décision est censée n'avoir jamais existé.

Les institutions de sécurité sociale demeurent donc habilitées à procéder à un contrôle du maintien des éléments ayant fondé la décision de la chambre administrative.

§ 5. Un recours contre ces décisions peut être introduit devant les juridictions du travail par les parties dans le mois suivant sa notification à celles-ci par lettre recommandée à la poste.

La décision devient définitive si aucun recours n'est introduit.

Cette action en justice s'entend de la première instance, de l'instance d'appel et de l'instance en cassation.

§ 6. La partie qui a obtenu une décision de la chambre compétente de la commission administrative dans les conditions prévues par le présent article peut obtenir une nouvelle décision de cette dernière.

§ 7. Chaque année, la commission administrative établit un rapport reprenant sa jurisprudence.

CHAPITRE VII. - Dispositions finales

Art. 339. Le présent titre est applicable sans préjudice du pouvoir souverain des cours et tribunaux d'apprécier la nature d'une relation de travail déterminée, compte tenu des critères généraux, et, le cas échéant des critères spécifiques et/ou de la présomption prévue au chapitre V/1.

Lorsqu'une institution de sécurité sociale conteste la nature d'une relation de travail, elle est tenue de consulter préalablement la jurisprudence de la commission administrative visée à l'article 329.

Art. 340. § 1er. Dans les hypothèses de requalification de la relation de travail visées au § 6, la rectification des cotisations de sécurité sociale dues s'appliquera pour la période antérieure à la requalification depuis l'entrée en vigueur, le cas échéant, de l'arrêté royal visé à l'article 334, 337/1 et 337/2 applicable à la relation de travail concernée et compte tenu du délai de prescription de l'article 42 de la loi du 27 juin 1969 et de l'article 16 de l'arrêté royal n° 38.

§ 2. En cas de requalification en relation de travail salariée, par dérogation aux dispositions du chapitre IV de la loi du 27 juin 1969, et sans préjudice de l'application du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés, la rectification ne portera que sur les cotisations proprement dites, à l'exclusion des majorations, intérêts et autres frais ou sanctions prévues au chapitre IV de ladite loi, et sous déduction des cotisations dues durant cette période à l'organisme percepteur de cotisations de sécurité sociale des travailleurs indépendants.

De même, dans ces hypothèses, les cotisations dues durant la période antérieure à la requalification à l'organisme percepteur de cotisations de sécurité sociale des travailleurs indépendants, demeurent acquises et ne pourront être récupérées par le travailleur dont la relation de travail a été requalifiée. Sans préjudice des barèmes salariaux, la rémunération mensuelle du travailleur salarié, hors cotisations patronales de sécurité sociale et avant déduction du précompte professionnel, est réputée être égale à la moyenne mensuelle des revenus attribués en tant que travailleur indépendant et diminuée de la moyenne

mensuelle des cotisations de sécurité sociale dues à l'organisme percepteur des cotisations de sécurité sociale des travailleurs indépendants.

§ 3. En cas de requalification en relation de travail indépendante, par dérogation aux dispositions de l'arrêté royal n° 38, et sans préjudice de l'application du régime de sécurité sociale des travailleurs indépendants, la rectification ne portera que sur les cotisations proprement dites, à l'exclusion des majorations et intérêts, et sous déduction des cotisations personnelles dues durant cette période à l'Office national de sécurité sociale des travailleurs salariés.

De même, dans ces hypothèses, les cotisations personnelles dues durant la période antérieure à la requalification à l'Office national de sécurité sociale des travailleurs salariés, demeurent acquises et ne pourront être récupérées ni par le travailleur dont la relation de travail a été requalifiée, ni par son ancien employeur.

§ 4. Annuellement et pour la première fois l'année suivant l'année d'entrée en vigueur du présent article, un décompte global est établi conjointement par l'ONSS-gestion globale et la gestion financière globale du statut social des travailleurs indépendants. Le montant de ce décompte est transféré d'une gestion globale à l'autre avant la fin de l'année où le décompte est établi.

Le décompte visé au précédent alinéa repose sur les principes suivants : les cotisations dues durant la période antérieure à la requalification par le travailleur dont la relation de travail a été requalifiée doivent être reversées à l'autre gestion globale, diminuées du montant des prestations effectivement octroyées au travailleur durant la même période.

Le Roi arrête le mode de calcul et les modalités de détermination de ce décompte global.

§ 5. Dans les hypothèses de requalification de la relation de travail visées au § 6, aucune sanction pénale n'est applicable.

§ 6. Les hypothèses visées par le présent article sont les suivantes :

- affiliation volontaire de l'employeur auprès de l'Office national de sécurité sociale lorsque cette affiliation prend cours au plus tard à l'expiration du délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi ou par les arrêtés royaux prévus dans les articles 334, 337/1 et 337/2 applicables à la relation de travail concernée;

- saisine de la chambre compétente de la section administrative par toutes les parties à la relation de travail, dans les conditions définies à l'article 338, § 2, alinéa 1er, lorsque les parties se conforment à la décision rendue dans un délai de 6 mois.

Art. 341. Lorsque, dans le cas visé à l'article 338, § 2, alinéa 2, la Commission constate une inadéquation entre une relation de travail et la qualification donnée par les parties à la relation de travail, la requalification ne vaut que pour l'avenir.

Art. 342. Le présent titre fera l'objet d'une évaluation par le Conseil National du Travail et le Conseil Supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises deux ans après son entrée en vigueur.

CHAPITRE VIII. - Entrée en vigueur

Art. 343. Le présent titre entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au

Moniteur belge, à l'exception des articles 329, 337/2, § 1er en 2, 338, 339, 341 qui entrent en vigueur le 1er janvier 2013.

En ce qui concerne les articles 329, 337/2, §§ 1er en 2, 338, 339, 341, le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er.

3.2 Arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail

Article 1er. La Commission Administrative de règlement de la relation de travail prévue par l'article 329, § 1er de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, ci-après dénommée "Commission Administrative", est instituée auprès du Service public fédéral (SPF) Sécurité sociale.

Art. 2. § 1er. Conformément à l'article 329, § 2, alinéa 1er de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, chacune des chambres de la Commission Administrative est composée, outre le président :

1° d'au moins deux membres désignés sur proposition du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions, parmi les membres du personnel de la Direction générale Indépendants du SPF Sécurité sociale ou parmi les membres du personnel de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;

2° d'au moins deux membres désignés sur proposition des ministres qui ont les Affaires Sociales et l'Emploi dans leurs attributions, parmi les membres du personnel de la Direction générale Politique sociale du SPF Sécurité sociale, parmi les membres du personnel du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale ou parmi les membres du personnel de l'Office national de sécurité sociale.

Chacune des chambres de la Commission Administrative est présidée par un magistrat désigné par le Ministre de la Justice.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre visé au § 1er, 1°, il peut être remplacé par un autre membre provenant de l'institution ou de la direction générale visée au § 1er, 1°.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre visé au § 1er, 2°, il peut être remplacé par un autre membre provenant de l'institution ou de la direction générale visée au § 1er, 2°.

En cas d'absence ou d'empêchement du président d'une chambre, la présidence peut être assumée par le président d'une autre chambre.

Art. 3. § 1er. Les présidents et les membres sont nommés pour un mandat renouvelable de six ans.

Les membres sont nommés pour l'ensemble des chambres.

§ 2. Il peut être mis fin au mandat s'il est constaté que les membres visés au paragraphe précédent n'ont pas assisté à plusieurs reprises, et ce sans justification, aux réunions de la Commission Administrative.

Les membres, visés à l'article 2, § 1er, 1° et 2°, cessent de faire partie de la Commission administrative lors de la cessation de leurs fonctions administratives. Ils restent toutefois en place jusqu'à ce qu'un nouveau membre de la Commission Administrative soit nommé.

Art. 4. Le secrétariat et le greffe des chambres de la Commission administrative sont assurés par des fonctionnaires du SPF Sécurité sociale.

Art. 5. Il est accordé aux présidents un jeton de présence de 100 euros par participation à une séance d'une durée d'au moins 3 heures.

Les présidents ont droit au remboursement des frais de parcours, aux conditions fixées par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Pour l'application de l'alinéa précédent, les présidents sont assimilés aux fonctionnaires de niveau A.

Art. 6. § 1er. Le président arrête l'ordre du jour des séances.

Le président est chargé de :

1° veiller à l'unité des décisions;

2° veiller à la bonne exécution de l'article 12;

3° transmettre annuellement un rapport d'activités aux ministres compétents.

Les présidents élisent parmi eux, pour un terme de trois ans, un premier président.

Le premier président est chargé de :

1° répartir les affaires entre les chambres;

2° veiller à l'unité des décisions;

3° veiller à la bonne exécution de l'article 12;

4° transmettre annuellement un rapport d'activités aux ministres compétents.

La Commission Administrative élabore un règlement d'ordre intérieur qui fixe notamment les dates des séances et le délai dans lequel l'ordre du jour est communiqué aux membres. Ce règlement est soumis à l'approbation des ministres ayant les Affaires sociales, l'Emploi et les Classes moyennes dans leurs attributions.

§ 2. Les séances des chambres de la Commission Administrative ne sont pas publiques.

Ces chambres statuent sur pièces après avoir entendu, le cas échéant, la ou les parties à la relation de travail, soit à la demande de la majorité des membres ou du Président, soit à la demande expresse de l'une ou l'autre des parties.

Les parties peuvent, le cas échéant, se faire représenter par un avocat ou par toute autre personne de leur choix qui dispose d'un mandat écrit.

Si des informations supplémentaires s'avèrent nécessaires pour statuer, le président de chaque chambre peut, de sa propre initiative, les solliciter.

§ 3. Les chambres délibèrent valablement à la majorité des membres présents ou représentés, pour autant que la majorité des membres présents ou représentés visés à l'article 2, § 1er, 1° et 2°, se prononcent favorablement.

Le président ne prend pas part au vote, sauf en cas de parité des voix.

Art. 7. Pour garantir le bon fonctionnement de la Commission Administrative, il est demandé, pour les demandes visées à l'article 338, § 2, alinéa 1er de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 :

1° d'introduire la demande au greffe de la section administrative, soit par dépôt d'une requête sur place, soit par lettre recommandée, dans le délai prévu audit article;

2° de mentionner dans la demande les données suivantes :

a) le nom, le prénom, le domicile et, le cas échéant, le numéro de registre national des parties à la relation de travail;

b) l'objet de la demande;

c) le secteur d'activité et la profession concernés;

3° de joindre à la demande tous documents pouvant servir à qualifier la relation de travail et précisant notamment les conditions relatives à l'exécution de celle-ci;

4° de faire signer la demande par toutes les parties à la relation de travail.

Art. 8. § 1er. Pour garantir le bon fonctionnement de la Commission Administrative, il est demandé, pour les demandes visées à l'article 338, § 2, alinéa 2 de la loi-programme précitée :

1° d'introduire la demande auprès d'une caisse d'assurances sociales en même temps que la déclaration d'affiliation;

2° de mentionner dans la demande les données suivantes :

a) le nom, le prénom, le domicile et, le cas échéant, le numéro de registre national des parties à la relation de travail;

b) l'objet de la demande;

c) le secteur d'activité et la profession concernés;

3° de joindre à la demande tous documents pouvant servir à qualifier la relation de travail et précisant notamment les conditions relatives à l'exécution de celle-ci;

4° de signer la demande.

§ 2. Le demandeur peut solliciter l'aide de la caisse d'assurances sociales concernée pour rédiger la demande visée au § 1er ou obtenir des informations sur les critères généraux ou spécifiques qui permettent d'apprécier l'existence ou l'absence d'un lien d'autorité.

§ 3. Dès que la demande est conforme aux modalités visées au § 1er, la caisse d'assurances sociales la transmet au greffe de la Commission Administrative, accompagnée d'une copie de la déclaration d'affiliation dûment complétée.

Art. 9. Pour garantir le bon fonctionnement de la Commission Administrative, il est demandé, pour les demandes visées à l'article 338, § 2, alinéa 3 de la loi-programme précitée :

1° d'introduire la demande au greffe de la Commission Administrative, soit par dépôt d'une requête sur place, soit par lettre recommandée;

2° de mentionner dans la demande les données suivantes :

- a) le nom, le prénom, le domicile et, le cas échéant, le numéro de registre national du demandeur;
- b) l'objet de la demande;
- c) le secteur d'activité et la profession concernés;

3° de joindre à la demande tous documents pouvant servir à qualifier la relation de travail et précisant notamment les conditions relatives à l'exécution de celle-ci;

4° de signer la demande.

Art. 10. Pour garantir le bon fonctionnement de la Commission Administrative, il est demandé, pour les demandes visées à l'article 338, § 6, de la loi-programme précitée :

1° d'introduire la demande au greffe de la Commission Administrative, soit par dépôt d'une requête sur place, soit par lettre recommandée;

2° de mentionner dans la demande les données suivantes :

- a) le nom, le prénom, le domicile et, le cas échéant, le numéro de registre national du demandeur;
- b) l'objet et la raison de la demande;
- c) les modifications apportées à la relation de travail;

3° de joindre à la demande tous documents pouvant servir à qualifier la relation de travail et précisant notamment les conditions relatives à l'exécution de celle-ci;

4° de signer la demande.

Art. 11. Le greffe dresse une liste de toutes les demandes visées aux articles 8 à 10 du présent arrêté. Une copie de cette liste est transmise au moins une fois par trimestre aux services de l'ONSS, de l'INASTI, du SPF Sécurité sociale et du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

Art. 12. Les décisions de la Commission Administrative sont prises dans les trois mois suivant la date d'introduction de la demande. Ce délai est prolongé, le cas échéant, du nombre de jours entre la date de la demande de documents supplémentaires dont question à l'article 6, § 2, alinéa 4 du présent arrêté, et la date de réception de ces documents.

Toutefois, pour les demandes visées à l'article 8, du présent arrêté, le délai de trois mois ne commence à courir que le jour où le greffe les reçoit de la caisse d'assurances sociales concernée.

Art. 13. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.3 Arrêté royal du 11 février 2013 nommant les membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail

Article 1^{er}. Les personnes suivantes sont nommées comme membres francophones de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail :

a) comme président : M. Jean-François Neven, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles;

b) comme membres effectifs :

Mme Marie-Hélène Vrielinck comme représentant de l'Office National de Sécurité sociale;

M. Julien Bartholomé comme représentant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

M. Christian Dekeyser comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Indépendants;

Mme Muriel Galerin comme représentant de l'Institut National d'assurances sociales pour Travailleurs indépendants;

c) comme suppléants : M. Ylber Zejnullahu comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Politique sociale;

Mme Anne-Cécile Schreuer comme représentant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

M. Frédéric Sauvage comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Indépendants;

M. Vincent Franquet comme représentant de l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.

Art. 2. Les personnes suivantes sont nommées comme membres néerlandophones de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail :

a) comme président : M. Lieven Lenaerts, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles;

a) comme membres effectifs :

Mme Pascale Mylemans comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Politique sociale;

M. Chris Vanlaere comme représentant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

M. Sven Vanhuyse comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Indépendants;

M. Erwin Tavernier comme représentant de l'Institut national d'assurances sociales pour Travailleurs indépendants;

b) comme suppléants :

M. Wim Brouckaert comme représentant de l'Office national de Sécurité sociale;

Mme Sarah Depuydt comme représentant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

M. Wim De Booser comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Indépendants;

M. Joseph Morren comme représentant de l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.

Art. 3. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a la Justice dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.4 Arrêté royal du 18 octobre 2013 portant démission et nomination de membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail

Article 1^{er}. Démission de son mandat de membre effectif néerlandophone de la Commission administrative de règlement de la relation de travail est accordée à M. Chris Vanlaere.

Art. 2. Est nommé à titre de membre effectif néerlandophone de la même Commission, Mme Sarah Depuydt, comme représentant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, en remplacement de M. Chris Vanlaere.

Art. 3. Démission de son mandat de membre suppléant néerlandophone de la même Commission est accordée à Mme Sarah Depuydt.

Art. 4. Est nommé à titre de membre suppléant néerlandophone de la même Commission, M. Brecht Stalmans, comme représentant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, en remplacement de Mme Sarah Depuydt.

Art. 5. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions, le ministre qui a la Justice dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.5 Arrêté royal du 10 février 2015 portant démission et nomination de membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail

Article 1^{er}. Démission de son mandat de membre suppléant francophone de la Commission administrative de règlement de la relation de travail est accordée à Mme Anne-Cécile Schreuer.

Art. 2. Est nommée à titre de membre suppléant francophone de la même Commission, Mme Anne Zimmermann, comme représentante du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, en remplacement de Mme Anne-Cécile Schreuer dont elle achève le mandat.

Art. 3. Démission de son mandat de membre effectif francophone de la Commission administrative de règlement de la relation de travail est accordée à Mme Muriel Galerin.

Art. 4. Est nommée à titre de membre effectif francophone de la même Commission, Mme Doris Mulombe-Mwanza, comme représentante de l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants, en remplacement de Mme Muriel Galerin dont elle achève le mandat.

Art. 5. Démission de son mandat de membre suppléant francophone de la Commission administrative de règlement de la relation de travail est accordée à M. Frédéric Sauvage.

Art. 6. Sont nommées à titre de membres suppléants francophones de la même Commission, Mmes Mathilde Henkinbrant et Géraldine Elfathi, comme représentantes du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Indépendants, en remplacement de M. Frédéric Sauvage dont elles achèvent le mandat.

Art. 7. Démission de son mandat de membre suppléant néerlandophone de la Commission administrative de règlement de la relation de travail est accordée à M. Brecht Stalmans.

Art. 8. Est nommé à titre de membre suppléant néerlandophone de la même Commission, M. Chris Vanlaere comme représentant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, en remplacement de M. Brecht Stalmans dont il achève le mandat.

Art. 9. Démission de son mandat de membre suppléant néerlandophone de la Commission administrative de règlement de la relation de travail est accordée à M. Wim De Booser.

Art. 10. Sont nommées à titre de membres suppléants néerlandophones de la même Commission, Mme Riet Vanden Driessche et M. Pol Bosman, comme représentants du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Indépendants, en remplacement de M. Wim De Booser dont ils achèvent le mandat.

Art. 11. Le Premier Ministre, le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions, le ministre qui a la Justice dans ses attributions, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, et le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.6 Arrêté royal du 12 novembre 2015 portant démission et nomination de membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail

Article 1^{er}. Démission de son mandat de membre effectif francophone de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail est accordée à M. Julien Bartholomé.

Art. 2. Est nommée à titre de membre effectif francophone de la même Commission, Mme Anne Zimmermann, comme représentante Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, en remplacement de M. Julien Bartholomé, dont elle achève le mandat.

Art. 3. Démission de son mandat de membre suppléante francophone de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail est accordée à Mme Anne Zimmermann.

Art. 4. Est nommé à titre de membre suppléante francophone de la même Commission, Mme Céline Du Bled comme représentante du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, en remplacement de Mme Anne Zimmermann dont elle achève le mandat.

Art. 5. Le Premier Ministre, le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions, le ministre qui a la Justice dans ses attributions, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, et le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.7 Arrêté royal du 29 avril 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature de la relation de travail entre un agent de gardiennage visé par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et son cocontractant

Article 1er. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par " l'agent de gardiennage ", l'agent de gardiennage visé par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.

§ 2. Le présent arrêté s'applique à la relation de travail existant entre un agent de gardiennage et son cocontractant.

Art. 2. Les critères visés à l'article 337/2, § 1er, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sont remplacés comme suit :

a) défaut, dans le chef de l'agent de gardiennage, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,

- à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise;

b) défaut dans le chef de l'agent de gardiennage, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise;

c) défaut, dans le chef de l'agent de gardiennage, de tout pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

d) défaut, dans le chef de l'agent de gardiennage, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés, ou de participation dans l'identification des clients potentiels et dans la négociation et la conclusion de contrats commerciaux de gardiennage;

e) défaut d'une obligation de résultats concernant le travail convenu;

ou absence, dans le chef de l'agent de gardiennage, d'accès direct à l'information relative au site du client à surveiller;

ou absence, dans le chef de l'agent de gardiennage, de rédaction de planning propre et d'organisation propre du travail;

ou absence, dans le chef de l'agent de gardiennage, de détermination du lieu de travail;

ou soumission de l'agent de gardiennage à un système de pointage;

ou soumission de l'agent de gardiennage au contrôle de supérieurs hiérarchiques;

f) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soient les résultats de l'entreprise ou le volume des prestations fournies dans le chef de l'agent de gardiennage;

g) ne pas être soi-même l'employeur de personnel recruté personnellement et librement ou ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer sans autorisation pour l'exécution du travail convenu;

h) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes ou travailler principalement ou habituellement pour un seul cocontractant;

i) travailler avec du matériel mis à sa disposition, financé ou garanti par le cocontractant;

ou travailler avec des moyens de communication dont l'agent de gardiennage n'est pas propriétaire ou locataire;

ou travailler avec un uniforme portant le logo de l'entreprise du cocontractant;

ou travailler avec une carte d'identification S.P.F. Intérieur sur laquelle le nom du cocontractant est mentionné.

Art. 3. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.8 Arrêté royal du 7 juin 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution de certains travaux immobiliers

Article 1er. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° " la loi " : la loi-programme (I) du 27 décembre 2006;

2° " l'entreprise " : l'entreprise qui exécute les travaux ou l'entreprise qui exécute les travaux et dans laquelle la personne qui exécute les travaux dispose de parts.

§ 2. Le présent arrêté s'applique aux relations de travail ayant pour objet l'une des activités énumérées à l'article 20, § 2, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, pour autant que cette activité entre aussi dans le champ d'application de l'une des dispositions suivantes :

1° l'article 1er de l'arrêté royal du 18 mai 1973 instituant la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois et fixant sa dénomination et sa compétence;

2° l'article 1er de l'arrêté royal du 4 mars 1975 instituant la Commission paritaire de la construction, fixant sa dénomination et sa compétence et en fixant le nombre de membres;

3° l'article 1er, § 1er, 1), de l'arrêté royal du 5 juillet 1978 instituant certaines commissions paritaires, fixant leur dénomination et leur compétence et en fixant leur nombre de membres;

4° l'article 1er, 1), de l'arrêté royal du 13 mars 1985 instituant des sous-commissions paritaires des secteurs connexes aux constructions métallique, mécanique et électrique, fixant leur dénomination et leur compétence et en fixant leur nombre de membres.

Art. 2. Les critères visés à l'article 337/2, § 1er, de la loi sont remplacés comme suit :

a) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

1° à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,

2° à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise, ou,

3° à défaut de responsabilité personnelle, autre que portant sur un dol, une faute lourde ou une faute légère habituelle, appréciée le cas échéant notamment en fonction du cahier des charges ou de tout autre engagement, vis-à-vis des travaux réalisés;

b) défaut dans le chef de l'exécutant des travaux, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise, comme c'est notamment le cas en ce qui concerne les dépenses, recettes, investissements ou affectation des moyens, propres ou non, de l'entreprise;

c) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique d'achat et des prix de l'entreprise ou de liberté dans l'identification des clients potentiels, la négociation ou la conclusion de contrats;

d) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soient les résultats de l'entreprise ou le volume

des prestations fournies dans le chef de l'exécutant des travaux. Pour l'application de ce critère, il ne doit pas être tenu compte des avances fixes relatives à l'acquisition de matériaux ou matières premières;

e) ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer pour l'exécution du travail convenu;

f) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes ou de son cocontractant, comme c'est notamment le cas lorsqu'il n'est pas fait usage de certains éléments visibles caractérisant l'entreprise, tels des logos, lettrages sur véhicules, panneaux d'affichage ou slogans publicitaires;

g) travailler principalement ou habituellement pour un seul cocontractant;

h) travailler dans des locaux situés hors chantier ou avec du matériel dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire, comme c'est notamment le cas lorsqu'il est travaillé dans des locaux affectés à des fins d'entreposage ou d'atelier ou avec des véhicules, matériel ou outillage dont l'exécutant des travaux n'est pas le propriétaire, qu'il n'a pas pris en leasing ou qui ont été mis à sa disposition par le cocontractant;

i) ne pas travailler de manière autonome vis-à-vis des équipes de travail du cocontractant ou de l'entreprise au sein de laquelle l'exécutant des travaux a la qualité d'associé actif.

Art. 3. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.9 Arrêté royal du 20 juin 2013 pris en exécution de certaines dispositions de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la commission paritaire de l'agriculture ou de la commission paritaire pour les entreprises horticoles

Article 1er. § 1er. Le présent arrêté s'applique aux relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités effectuées par les entreprises agricoles, à savoir :

- les cultures herbagères et vergers pâturés;
- la culture et le séchage du tabac;
- la culture et le séchage du houblon;
- la culture des plantes médicinales;
- la culture de betteraves sucrières;
- la culture de chicorée à café;
- la culture de semences agricoles et de plants de pommes de terre;
- la culture d'osier;
- l'élevage;
- l'aviculture;
- l'apiculture;
- la pisciculture;
- la mytiliculture;
- l'ostréiculture;
- l'insémination artificielle;
- l'entretien et les soins de chevaux, la location de boxes pour chevaux, d'écuries et l'entretien de ceux-ci, donner des instructions concernant l'équitation, à l'exception des activités relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière;
- les services de remplacement à l'exploitation agricole agréés par l'autorité compétente.
- Le présent arrêté s'applique aussi aux relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités effectuées par les entreprises horticoles, à savoir :
- la culture maraîchère, y compris les cultures spéciales telles que celles du witloof et des champignons;
- la fruiticulture y compris les cultures spéciales telles que la viticulture, la culture de pêches et la culture de fraises;
- la floriculture et la culture des plantes ornementales, y compris toutes les spécialités;
- les pépinières, y compris la culture des rosiers et des arbustes d'ornement;
- la culture de semences horticoles;
- l'implantation et/ou l'entretien de parcs, jardins, plaines de sports, domaines de récréation, zones vertes, cimetières, y compris les cimetières de militaires étrangers en Belgique;
- l'implantation et/ou l'entretien en régie de parcs, jardins, plaines de sports, domaines de récréation ou zones vertes, lorsque les ouvriers de l'entreprise sont occupés principalement à ces activités;
- les recherches relatives à la production horticole et l'organisation de l'information dans le secteur horticole;
- les entreprises dont l'activité principale est le triage de produits horticoles;
- la production de terreau, tourbe, écorce et amendements de sol.

En ce qui concerne les pépinières ainsi que la floriculture et la culture des plantes ornementales, on entend par la culture entre autres les actions de : semer, planter, repiquer, empoter, rempoter, bouturer, multiplier

in vitro ou d'une autre façon, fertiliser, forcer, faire fleurir, étêter, ainsi que l'exécution de tous les autres travaux ou actions similaires possibles, aux bulbes, boutures et plants, ainsi qu'aux plantes que l'on cultive entièrement ou principalement soi-même (c'est-à-dire des plants qui au moment de l'achat ont déjà évolué dans une certaine mesure.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par " l'entreprise ", l'entreprise qui exécute les travaux ou l'entreprise qui exécute les travaux et dans laquelle la personne qui exécute les travaux dispose de parts. Cette définition n'est pas applicable au critère visé à l'article 3, g).

Art. 2. La liste prévue à l'article 337/1, § 1er, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 est élargie aux activités visées à l'article 1er.

Art. 3. Les critères visés à l'article 337/2, § 1er, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sont remplacés comme suit :

a) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,
- à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise;

b) défaut dans le chef de l'exécutant des travaux, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise;

c) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

d) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés;

e) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soit le volume des prestations fournies dans le chef de l'exécutant des travaux;

f) ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel propre ou de se faire remplacer pour l'exécution du travail convenu;

g) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes, comme c'est notamment le cas lorsqu'il n'est pas fait usage d'un logo ou d'un nom d'entreprise propre, ou travailler principalement ou habituellement pour un seul et même cocontractant;

h) travailler exclusivement ou principalement avec du matériel ou des moyens de transport mis à disposition, financé ou garanti par le cocontractant;

i) l'absence d'autonomie de l'exécutant des travaux, vis-à-vis du cocontractant, en ce qui concerne son logement;

j) travailler sur les mêmes lieux que les travailleurs du cocontractant, exécuter les mêmes travaux qu'eux et ne pas disposer d'une connaissance professionnelle spécialisée nécessaire à l'exécution des travaux.

Art. 4. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.10 Arrêté royal du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les autobus et autocars

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités énumérées à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 janvier 2010 instituant des sous-commissions paritaires du transport et de la logistique et fixant leur dénomination et leur compétence.

Art. 2. Les critères visés à l'article 337/2, § 1^{er}, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sont remplacés comme suit :

a) défaut, dans le chef de celui qui effectue le transport, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut de responsabilité à propos du respect de la législation relative au transport rémunéré de personnes par autobus ou autocar, ou,

- à défaut de responsabilité à propos du respect de la législation relative à l'accès à la profession ou au marché, ou,

- à défaut de responsabilité à propos de l'état technique des véhicules ou de leur contrôle technique;

b) défaut dans le chef de celui qui effectue le transport, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise;

c) défaut, dans le chef de celui qui effectue le transport, de pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

d) défaut, dans le chef de celui qui effectue le transport, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés;

e) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soient les résultats de l'entreprise ou le volume des prestations fournies dans le chef de celui qui effectue le transport;

f) ne pas être soi-même l'employeur de personnel recruté personnellement et librement ou ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer pour l'exécution du transport convenu;

g) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes;

h) travailler dans des locaux d'entreprise ou avec du matériel dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire, comme c'est notamment le cas lorsqu'il est travaillé avec du matériel dont celui qui effectue le transport n'est pas le propriétaire, qu'il n'a pas pris en leasing ou qu'il n'a pas acquis à crédit;

Art. 3. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.11 Arrêté royal du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour le transport routier et la logistique pour compte de tiers

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités énumérées à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 janvier 2010 instituant des sous-commissions paritaires du transport et de la logistique et fixant leur dénomination et leur compétence.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « l'entreprise », l'entreprise qui exécute les travaux ou l'entreprise qui exécute les travaux et dans laquelle la personne qui exécute les travaux dispose de parts. Cette définition n'est pas applicable au critère visé à l'article 2, g).

Art. 2. Les critères visés à l'article 337/2, § 1^{er}, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sont remplacés comme suit :

a) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,
- à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise, ou,
- à défaut de garantie financière constituée dans le cadre de l'accès à la profession de transporteur de marchandises, ou,
- à défaut de certificat ou d'attestation de capacité professionnelle visée dans le Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et dans la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route;

b) défaut dans le chef de l'exécutant des travaux, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise, comme c'est notamment le cas à défaut de certificat ou d'attestation de capacité professionnelle visée dans le Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et dans la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route;

c) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

d) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant les prestations à prendre en compte pour l'établissement du prix des travaux, sauf lorsque le prix a été convenu sur base de critères objectifs, comme c'est notamment le cas lors des bourses de transport et d'appels d'offres utilisant des critères objectifs pour la détermination du prix sans que le transporteur puisse avoir une quelconque influence sur ce prix;

e) défaut d'une obligation de résultats concernant le travail convenu dans le chef de l'exécutant des travaux, comme c'est notamment le cas à défaut de certificat ou d'attestation de capacité professionnelle visée dans le Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et dans la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route;

f) ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel pour l'exécution du travail convenu;

g) sauf pour ce qui concerne les accords commerciaux relatifs à la publicité sur le matériel tracté, ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes, comme c'est notamment le cas à défaut de certificat ou d'attestation de capacité professionnelle visée dans le Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et dans la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route;

h) travailler dans des locaux dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire ou travailler principalement avec un véhicule motorisé dont l'exécutant des travaux n'est pas le propriétaire ou qu'il n'a pas lui-même pris en leasing ou en location, ou qui est mis à sa disposition, financé ou garanti par le cocontractant.

Art. 3. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3.12 Arrêté royal du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les taxis et de la commission paritaire du transport et de la logistique, uniquement pour les activités de location de voitures avec chauffeur et de taxis collectifs

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « entreprise », l'entreprise titulaire d'une licence d'exploitation d'un service de taxis, d'un service de taxis collectifs ou d'un service de location avec chauffeur délivrée par l'autorité compétente sous couvert de laquelle le transport est effectué.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités énumérées à l'article 3 de l'arrêté royal du 22 janvier 2010 instituant des sous-commissions paritaires du transport et de la logistique et fixant leur dénomination et leur compétence et dans le cadre de l'exécution d'activités de location de voitures avec chauffeur ou de taxis collectifs visées par l'arrêté royal du 13 mars 1973 instituant la Commission paritaire du transport et de la logistique et fixant sa dénomination et sa compétence.

Art. 3. Les critères visés à l'article 337/2, § 1^{er}, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sont remplacés comme suit :

a) défaut, dans le chef de celui qui effectue le transport, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,
- à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise;

b) défaut dans le chef de celui qui effectue le transport, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise;

c) défaut, dans le chef de celui qui effectue le transport, de pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

d) défaut, dans le chef de celui qui effectue le transport, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés;

e) défaut d'une obligation de résultats concernant le travail convenu;

f) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quels que soient les résultats de l'entreprise ou le volume des prestations fournies dans le chef de celui qui effectue le transport;

g) ne pas être soi-même l'employeur de personnel recruté personnellement et librement ou ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer pour l'exécution du transport convenu;

h) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes ou de son cocontractant ou travailler principalement ou habituellement pour un seul cocontractant;

i) effectuer des transports au moyen d'un véhicule dont celui qui effectue le transport n'est pas le propriétaire ou qu'il n'a pas pris en leasing et/ou au moyen d'un véhicule mis à sa disposition, financé ou garanti par un cocontractant.

Art. 4. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

4. Le règlement d'ordre intérieur

**Commission
Administrative de
règlement de la
Relation de Travail**

**Administratieve
Commissie ter regeling
van de ArbeidsRelatie**

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

HUISHOUDELIJK REGLEMENT

Article 1^{er} Pour l'application du présent règlement d'ordre intérieur, il faut entendre par :
« Loi relations de travail » : la Loi-programme (I) du 27 décembre 2006, telle que modifiée par la loi du 25 août 2012, titre XIII, art 328 à 343 ;
« Commission » : la Commission Administrative de règlement de la relation de travail, instituée par l'article 329 de la Loi relations de travail ;
« arrêté fonctionnement » : l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail.
Le présent règlement d'ordre intérieur est pris en exécution de l'article 6, §1^{er} de l'arrêté fonctionnement, sans préjudice des dispositions légales applicables.

Article 2 La Commission se réunit à Bruxelles, dans les locaux mis à sa disposition par le SPF Sécurité sociale.

Article 3 Les séances ordinaires de chacune des chambres de la Commission ont lieu en principe toutes les deux semaines, sauf pendant les vacances scolaires. Des séances extraordinaires peuvent être organisées si le nombre de demandes à traiter par la Commission dans les délais qui lui sont impartis l'exige.

Artikel 1 Voor de toepassing van dit huishoudelijk reglement, dient te worden verstaan onder:
« Arbeidsrelatieswet »: de Programmawet (I) van 27 december 2006, zoals gewijzigd bij de wet van 25 augustus 2012, titel XIII, art. 328 tot 343;
« Commissie »: de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, ingesteld bij artikel 329 van de Arbeidsrelatieswet;
« werkingsbesluit »: het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie.
Dit huishoudelijk reglement wordt genomen in uitvoering van artikel 6, § 1 van het werkingsbesluit, onverminderd de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn.

Artikel 2 De Commissie vergadert in Brussel, in de lokalen die ter beschikking gesteld zijn door de FOD Sociale Zekerheid.

Artikel 3 De gewone zittingen van elk van de kamers van de Commissie vinden in beginsel een keer om de twee weken plaats, met uitzondering van de schoolvakanties. Er kunnen buitengewone zittingen worden georganiseerd als het aantal door de Commissie te behandelen aanvragen binnen de haar verleende termijnen het vereist.

Article 4 Le président de chaque chambre fixe la date précise et l'heure des réunions de sa chambre. Il détermine l'ordre du jour des réunions.

Il ouvre et clôt les réunions, dirige et clôt les débats. Il veille au bon déroulement de l'audience et au respect du présent règlement d'ordre intérieur, de l'arrêté fonctionnement et de la loi relations de travail.

Il est chargé de transmettre chaque année pour le 31 mars un rapport d'activité aux ministres compétents.

Il dispose à cet effet des compétences requises.

Article 5 Le secrétariat de la Commission envoie les convocations pour les réunions aux membres de la Commission par lettre ordinaire ou par courrier électronique au plus tard une semaine avant la réunion. Ce délai peut être réduit dans les cas urgents déterminés par le président.

La convocation mentionne le jour et l'heure de l'audience et l'ordre du jour de la réunion.

Article 6 En cas d'empêchement, les membres effectifs doivent prévenir à temps leurs suppléants respectifs ainsi que le secrétariat.

Article 7 En cas d'indisponibilité ou d'empêchement du membre suppléant, il doit prévenir le plus vite possible le membre effectif qui a fait appel à lui et le secrétariat.

Article 8 En cas d'absence ou d'empêchement du président d'une chambre, il en informe sans tarder le président d'une autre chambre et le secrétariat. Si aucun autre président n'est disponible à la date prévue pour l'audience, celle-ci est reportée à une date ultérieure et les membres, ainsi que le cas échéant les parties qui avaient été convoquées, en seront informés le plus rapidement possible.

Article 9 Le quorum de présence est atteint lorsque la majorité des membres de la chambre concernée sont présents ou représentés. S'il n'est pas atteint, la chambre concernée ne peut rendre de décision mais peut toutefois entendre les personnes - parties à la relation de travail ou experts -, qui ont été convoquées.

Artikel 4 De voorzitter van elke kamer bepaalt de exacte datum en het uur van de vergaderingen van zijn kamer. Hij bepaalt de dagorde van de vergaderingen.

Hij opent en sluit de vergaderingen, hij leidt en sluit de debatten. Hij waakt over het goede verloop van de zitting en over het naleven van dit huishoudelijk reglement, van het werkingsbesluit en van de arbeidsrelatieswet.

Hij is ermee belast elk jaar voor 31 maart een activiteitenverslag te bezorgen aan de bevoegde ministers.

Hij beschikt hiervoor over alle nodige bevoegdheden.

Artikel 5 Het secretariaat van de Commissie verstuurt de uitnodigingen voor de vergaderingen naar de leden van de Commissie door middel van een gewone brief of via e-mail, uiterlijk een week vóór de vergadering. Deze termijn kan verminderd worden in dringende gevallen die worden bepaald door de voorzitter.

In de uitnodiging worden de dag en het uur van de zitting en de dagorde van de vergadering vermeld.

Artikel 6 In geval van verhindering, verwittigen de effectieve leden tijdig hun respectievelijke vervangers, alsook het secretariaat.

Artikel 7 In geval van onbeschikbaarheid of verhindering van het vervangend lid, moet hij zo snel mogelijk het effectieve lid dat op hem beroep heeft gedaan en het secretariaat verwittigen.

Artikel 8 In geval van afwezigheid of verhindering van de voorzitter van een kamer, informeert hij hierover ogenblikkelijk de voorzitter van een andere kamer en het secretariaat. Als er geen enkele andere voorzitter beschikbaar is op de voorziene datum voor de zitting, wordt ze uitgesteld naar een latere datum en zullen de leden, alsook desgevallend de partijen die werden uitgenodigd, hierover zo snel mogelijk worden geïnformeerd.

Artikel 9 Het aanwezigheidsquorum is bereikt wanneer de meerderheid van de leden van de betrokken kamer aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Als het niet bereikt wordt, kan de betrokken kamer geen beslissing nemen, maar kan ze evenwel de personen – partijen van de arbeidsrelatie of experten – die werden uitgenodigd, horen.

Article 10 Les Chambres décident à la majorité des voix . Si le nombre des membres présents ou représentés, visé à l'article 2, § 1^{er}, 1°, de l'arrêté fonctionnement, n'est pas égal au nombre de membres présents ou représenté, visé à l'article 2, § 1^{er}, 2° de l'arrêté fonctionnement, la parité doit être rétablie par l'abstention lors du vote du membre le plus jeune du groupe en surnombre. En cas d'égalité des voix, le président a un droit de vote.

Article 11 Si la Commission décide d'entendre des experts du ou des secteurs concernés ou de la ou des professions concernées avant de délibérer dans un dossier donné, conformément à l'article 329, § 6 de la loi relations de travail, cela est assimilé à la sollicitation d'informations supplémentaires nécessaires pour statuer, au sens de l'article 6, § 2, dernier alinéa de l'arrêté fonctionnement. Il en résulte que le délai pour rendre une décision est prolongé, le cas échéant, du nombre de jours entre la date de la décision d'entendre ces experts et la date de l'audition de ceux-ci. Les parties concernées seront informées de cette décision et, le cas échéant, du nouveau délai impart.

Article 12 En cas d'audition de la ou des parties à la relation de travail, à leur demande ou à la demande de membres ou du président, les convocations seront envoyées par lettre ordinaire ou courrier électronique au plus tard 7 jours civils avant l'audience.

Article 13 Les présidents et les membres de la Commission ainsi que la ou les parties demanderesse communiquent sans délai toute modification de leur adresse.

Article 14 Les présidents, les membres et le personnel du secrétariat de la Commission sont tenus au devoir de discrétion en relation avec les faits, actes et renseignements dont ils ont eu connaissance au cours des travaux de la Commission.

Article 15 Les données transmises à la Commission seront traitées confidentiellement et conservées en un lieu sûr de sorte qu'elles soient inaccessibles pour les tiers. Elles peuvent uniquement être consultées par les présidents, les membres et le

Artikel 10 De kamers beslissen bij meerderheid van stemmen. Indien het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden, bedoeld in artikel 2, § 1, 1° van het werkingsbesluit, niet gelijk is aan het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden, bedoeld in artikel 2, § 1, 2°, van het werkingsbesluit, dient de pariteit hersteld te worden door de onthouding bij de stemming van het jongste lid van de groep die overtallig is. Bij staking van stemmen heeft de voorzitter stemrecht.

Artikel 11 Als de Commissie, in overeenstemming met artikel 329, § 6 van de arbeidsrelatieswet, beslist om experts van de betrokken sector of sectoren of van het betrokken beroep of de betrokken beroepen te horen om te kunnen beslissen over een bepaald dossier, wordt dit gelijkgesteld met het inwinnen van noodzakelijke bijkomende inlichtingen. Hieruit vloeit voort dat de termijn om een beslissing te nemen in dat geval wordt verlengd met het aantal dagen tussen de datum van de beslissing om die experts te horen en de datum van het verhoor van deze experts. De betrokken partijen zullen geïnformeerd worden over deze beslissing en desgevallend over de nieuwe toegewezen termijn.

Artikel 12 In geval van verhoor van de partij(en) van de arbeidsrelatie, op hun vraag of op vraag van de leden of van de voorzitter, zullen de uitnodigingen door middel van een gewone brief of via e-mail worden verstuurd, uiterlijk 7 kalenderdagen vóór de zitting.

Artikel 13 De voorzitters en de leden van de Commissie, alsook de vragende partij of partijen, delen onverwijld elke wijziging van hun adres mee.

Artikel 14 De voorzitters, de leden en het personeel van het secretariaat van de Commissie zijn gehouden tot de discretieplicht in verband met de feiten, daden en inlichtingen waarvan ze kennis genomen hebben tijdens de werkzaamheden van de Commissie.

Artikel 15 De naar de Commissie verzonden gegevens zullen vertrouwelijk worden behandeld en op een veilige plaats worden bewaard zodat ze ontoegankelijk zijn voor derden. Ze mogen enkel geraadpleegd worden door de voorzitters, de leden en het personeel van het secretariaat van de

personnel du secrétariat de la Commission, ainsi que par la ou les parties à la relation de travail ou leurs mandataires pour ce qui concerne leur dossier personnel.

Ces dossiers personnels peuvent être consultés par la ou les parties à la relation de travail ou leurs mandataires, sur place, uniquement sur rendez-vous pris au préalable auprès du secrétariat.

Article 16 Les présidents et les membres de la Commission, tout comme le personnel du secrétariat, ne peuvent, en principe, pas emporter les dossiers des demandes en dehors des locaux du SPF Sécurité sociale. Ils peuvent cependant en recevoir une copie électronique en même temps que la convocation, si cela est matériellement possible, à des fins de consultation en vue de la préparation de l'audience au cours de laquelle ces dossiers seront examinés et traités.

Article 17 Les demandes introduites en vertu des articles 7 à 10 de l'arrêté fonctionnement devront respecter le modèle joint au présent règlement d'ordre intérieur. Il sera largement diffusé, notamment via les sites internet des administrations représentées au sein de la Commission ou via les caisses d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Article 18 Les décisions rendues par la Commission seront notifiées par courrier recommandé aux demandeurs au plus tard dans le mois qui suit le jour où elles ont été prises.

Les décisions mentionnent qu'un recours peut être introduit devant le tribunal du travail compétent, dans le mois de la notification.

Commissie, evenals door de partij(en) van de arbeidsrelatie of hun mandatarissen voor wat hun persoonlijk dossier betreft.

Die persoonlijke dossiers kunnen worden geraadpleegd door de partij(en) van de arbeidsrelatie of door hun mandatarissen, ter plaatse, enkel na een vooraf bij het secretariaat gemaakte afspraak.

Artikel 16 De voorzitters en de leden van de Commissie, alsook het personeel van het secretariaat mogen de dossiers van de aanvragen in principe niet meenemen buiten de lokalen van de FOD Sociale Zekerheid. Ze kunnen er niettemin een elektronische kopie van ontvangen, tegelijkertijd met de uitnodiging, als dat materieel mogelijk is, voor de raadpleging met het oog op de voorbereiding van de zitting waarin deze dossiers zullen worden onderzocht en behandeld.

Artikel 17 De aanvragen ingediend krachtens de artikelen 7 tot 10 van het werkingsbesluit worden verplicht ingediend volgens een model dat als bijlage gevoegd is bij dit huishoudelijk reglement. Het zal ruim verspreid worden, voornamelijk via websites van de vertegenwoordigde besturen binnen de Commissie of via de sociale verzekeringsfondsen voor zelfstandigen.

Artikel 18 De door de Commissie genomen beslissingen zullen per aangetekende brief betekend worden aan de aanvragers, uiterlijk binnen een maand na de dag waarop ze werden genomen.

De beslissingen vermelden dat een beroep kan worden ingediend bij de bevoegde arbeidsrechtbank binnen de maand na de betekening.

5. Le formulaire de demande

Commission administrative de règlement de la Relation de Travail - (CRT)



FORMULAIRE DE DEMANDE DE RÈGLEMENT DE LA RELATION DE TRAVAIL

Type de demande des parties à la relation de travail

(cocher le type de demande)

- A Requête à l'initiative conjointe de l'ensemble des parties (art. 7 AR)
> compléter les blocs « Demandeur Partie I » et « Demandeur partie II » .
- B Requête à l'initiative d'une seule partie
> précisez ci-dessous et compléter le bloc « Demandeur partie I » .
- B1 introduite via une caisse d'assurances sociales. La demande doit être introduite, soit lors de votre affiliation à une caisse, soit dans un délai d'un an à partir de la relation de travail (art. 8 AR/art. 338,§2 alinéa 2 de la loi relations du travail),
date d'affiliation à la Caisse d'assurances sociales _____
ou date de début de la relation de travail _____
- B2 requête introduite directement en cas d'incertitude sur la nature de la relation de travail. La demande se fait à l'initiative de toute partie à une relation de travail dont le statut est incertain et est introduite, soit avant une relation de travail, soit dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail (art.9 AR/art. 338,§2 alinéa 3 de la loi relations du travail), _____
date de début de la relation de travail _____
- B3 visant à obtenir une nouvelle décision de la Commission
(art. 10 AR/art. 338,§6 de la loi relations du travail).
date de la décision précédente _____

Demandeur Partie I

Nom _____

Prénom _____

Profession _____

Domicile Rue _____ N° _____ Boite _____

CP _____ Localité _____

Tél. _____ email _____

Une procédure judiciaire relative à la relation de travail est-elle :

en cours ?	Oui	Non
terminée ?	Oui	Non

Une institution de sécurité sociale a-t-elle ouvert une enquête sur la nature de la relation de travail ?

Oui Non

N° Registre national* _____

N° d'entreprise* _____

* si d'application

Demandeur Partie II

Nom _____

Prénom _____

Profession _____

Domicile Rue _____ N° _____ Boite _____

CP _____ Localité _____

Tél. _____ email _____

Une procédure judiciaire relative à la relation de travail est-elle :

en cours ? Oui Non

terminée ? Oui Non

Une institution de sécurité sociale a-t-elle ouvert une enquête sur la nature de la relation de travail ?

Oui Non

N° Registre national* _____

N° d'entreprise* _____

* : si d'application

Activité

Secteur d'activité de l'entreprise : _____

Description de l'activité exercée dans le cadre de la relation de travail : _____

Objet et raison de la demande

Pour les **demandes de type A** : Requête à l'initiative conjointe de l'ensemble des parties (art. 7)

➤ le cas échéant, sur quel Arrêté Royal fixant les critères spécifiques basez-vous votre demande ?

Pour les **demandes de type B3** : Requête à l'initiative d'une seule partie visant à obtenir une nouvelle décision de la Commission (art. 10).

➤ Quelles modifications ont été apportées à la relation de travail ?

Dans tous les cas



Quelle qualification de la relation de travail avez-vous choisie (salarié, indépendant...)? _____

Quelle volonté des parties a été exprimée dans votre contrat? _____

Décrivez l'organisation du temps de travail _____

Décrivez l'organisation du travail _____

Y a-t-il une possibilité d'exercice de contrôle hiérarchique? _____

Expliquez _____

Précisez les motifs de votre demande _____

Si la présomption de l'art. 337/2 §1 de la loi sur les relations de travail s'applique, cochez les critères mentionnés ci-après qui selon vous sont remplis :



- a) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :
 - à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,
 - à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise ;
- b) défaut dans le chef de l'exécutant des travaux, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise;
- c) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de tout pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise ;
- d) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés ;
- e) défaut d'une obligation de résultats concernant le travail convenu ;
- f) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quels que soient les résultats de l'entreprise ou le volume des prestations fournies dans le chef de l'exécutant des travaux ;
- g) ne pas être soi-même l'employeur de personnel recruté personnellement et librement ou ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer pour l'exécution du travail convenu ;
- h) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes ou de son cocontractant ou travailler principalement ou habituellement pour un seul cocontractant ;
- i) travailler dans des locaux dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire ou avec du matériel mis à sa disposition, financé ou garanti par le cocontractant ;

Indiquez combien de critères sont applicables selon vous : _____

Combien ne sont pas d'application ? _____

Y a-t-il des éléments sur lesquels vous souhaitez vous appuyer pour renverser le résultat de la présomption ?
Si oui, lesquels ?

Autres documents

Joindre à cette demande tous documents pouvant servir à qualifier la relation de travail et précisant notamment les conditions relatives à l'exécution de celle-ci (par exemple, un éventuel contrat de travail ou d'entreprise). Ces documents transmis en annexe sont inventoriés et numérotés. Si des informations supplémentaires s'avèrent nécessaires pour statuer, le président de la Commission administrative de règlement de la relation de travail peut, de sa propre initiative, les solliciter.

Remarque

Au cas où vous êtes assisté ou représenté par un avocat ou un mandataire avec mandat écrit, veuillez indiquer ses coordonnées ci-après : _____



Transmission de ce formulaire

Ce formulaire doit être transmis à la Commission administrative de règlement de la relation de travail soit :

- **par l'intermédiaire de la Caisse d'assurances sociales (seulement dans la situation B1),**
- **par courrier postal recommandé à l'adresse :**

SPF Sécurité Sociale – Commission relation de travail
Finance Tower – DG Politique Sociale
Bd du jardin botanique 50, **BP 165**
1000 Bruxelles

- **par dépôt à l'accueil du SPF Sécurité sociale qui vous remettra un accusé de réception à l'adresse :**

SPF Sécurité Sociale – Finance Tower – DG Politique Sociale
Bd du jardin botanique 50 (accueil SPF Sécurité Sociale) 1000 Bruxelles

Partie I à la relation de travail

Je soussigné (Nom, Prénom)

déclare sur l'honneur que les données de ce formulaire sont véritables et complètes.

Fait à _____

Le _____

Signature

Partie II à la relation de travail*

Je soussigné (Nom, Prénom)

déclare sur l'honneur que les données de ce formulaire sont véritables et complètes.

Fait à _____

Le _____

Signature

* si d'application



En vertu de l'art. 338 §4 de la loi sur les relations de travail, les décisions à prendre sont contraignantes pour les institutions représentées dans la commission administrative, ainsi que pour les caisses d'assurances sociales visées à l'art. 20 de l'AR n°38, sauf :

1° lorsque les conditions concernant l'exécution de la relation de travail et sur lesquelles la décision a été fondée sont modifiées. Dans ce cas, l'annulation de la décision produira effet à partir du jour de la modification des conditions.

2° lorsqu'il ressort que des éléments concernant la qualification de la relation de travail fournis par les parties l'ont été de manière incomplète ou inexacte. Dans ce cas, la décision est censée ne jamais avoir existé.

Les institutions de sécurité sociale restent donc habilitées à effectuer un contrôle du maintien des éléments qui ont fondé la décision de la commission administrative.

En vertu de l'art. 338 §6 de la loi sur les relations de travail, la partie demanderesse qui a obtenu une décision, peut demander une nouvelle décision.

Ces données vous sont demandées en vue de la constitution de votre dossier auprès de la « Commission de la Relation de travail » (AR du 11 février 2013 - Moniteur belge du 21 février 2013). En application de la loi du 8.12.1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, vous avez le droit de consulter et de faire corriger vos données personnelles. Si vous désirez faire usage de ce droit, vous devrez vous adresser par écrit au secrétariat de la « Commission de la Relation de travail », boulevard du Jardin Botanique, 50, BP 165 à 1000 Bruxelles.

Pour de plus amples informations concernant le traitement des données, il vous est loisible de vous adresser à la Commission de la Vie privée, boulevard de Waterloo 115 à 1000 Bruxelles.

Cadre réservé à l'administration

Demande

Date de réception de la demande _____

N° de dossier _____

Demande d'informations complémentaires Oui Non

Date de la demande d'informations complémentaires _____

Décision

Date de la décision _____

Nature de la décision _____

6. Décisions

6.1 Décision n° 047

Secteur d'activité: Activités des hôpitaux généraux (NACEBEL 86.101)

Dossier nr: 047/NI/2015/10/9/X

Verzoekende partijen: mevr. X

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, verstuurd bij aangetekende zending met poststempel 20 oktober 2015;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van mevr. X dd. 15 oktober 2015;

Gelet op de mail dd. 23 oktober 2015, waarbij bijkomende inlichtingen worden gevraagd;

Gelet op de mail dd. 12 november 2015 waarbij aan voormeld verzoek om bijkomende inlichtingen wordt herinnerd, gezien er geen antwoord werd ontvangen;

Gelet op het aangetekend schrijven dd. 1 december 2015 waarbij aan voormelde verzoeken om bijkomende inlichtingen wordt herinnerd, vermits er geen antwoord werd ontvangen en waarbij er tevens aanvullende vragen worden gesteld. Er wordt mevr. X op gewezen dat mocht er op 14 december 2015 nog steeds geen antwoord zijn ontvangen, de Commissie ervan uitgaat dat de redelijke termijn voor het indienen van antwoorden is verstreken en de Commissie haar aanvraag wegens onvolledigheid onontvankelijk kan verklaren;

Gelet op het uitblijven van een antwoord op dit aangetekend schrijven;

Gelet op de mail dd. 27 januari 2016 waarbij mevr. X op de hoogte wordt gebracht van het feit dat de aanvraag zal behandeld worden ter zitting van 5 februari 2016;

Overwegende dat de aanvraagster zich, blijkens het aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Pol Bosman, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, plaatsvervangend lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoekster werd voorgelegd, onderzocht.

De aanvraag werd ingediend door mevr. X. Zij heeft volgens het aanvraagformulier als beroep: "Middenkader Y verantwoordelijke voor Moeder-Kind".

Op het aanvraagformulier wordt vermeld in de rubriek "Beschrijving van de uitgeoefende activiteit in het kader van de arbeidsrelatie": *Vroedvrouwen in dienstverband zullen binnenkort zorgen aan huis aanbieden (eveneens in dienstverband). We hebben echter een aantal vroedvrouwen die in bijberoep zelfstandige vroedvrouw zijn en willen hier problemen rond schijnzelfstandigheid vermijden.*

Gezien mevr. X zichzelf heeft opgegeven als verzoekende partij en niet haar werkgever Y, wordt op 23 oktober 2015 per mail gevraagd bij wie de vroedvrouwen waarvan sprake in het aanvraagformulier zullen worden tewerkgesteld: bij Y of, zoals het formulier aangeeft, bij haarzelf.

Er wordt ook gevraagd naar het KBO-nummer van Y en er wordt gevraagd of de correspondentie voortaan per mail mag verlopen via het adres (...)

Gezien er geen reactie komt op deze mail, wordt er op 12 november 2015 een mail ter herinnering gestuurd.

Gezien er ook op deze mail geen antwoord kwam werd er op 1 december 2015 per aangetekend schrijven een rappel verstuurd met daarin volgende vragen:

- *Wie zal de werkgever zijn van de vroedvrouwen (zoals het aanvraagformulier werd ingevuld zal u persoonlijk de werkgever worden)?*
- *Werd er reeds een schriftelijke arbeidsovereenkomst opgesteld? Zo ja, kunt u ons hiervan kopij bezorgen?*
- *Kunt u wat meer duidelijkheid brengen over wat precies het verband is tussen het Y en de zelfstandige activiteiten van deze vroedvrouwen?*
- *Hebben die zelfstandige vroedvrouwen een aannemingsovereenkomst met het Y om die klanten te bezoeken of is er op enige andere wijze een verband?*
- *Hoe komen die zelfstandigen en hun klanten met elkaar in contact? Is Y hier op enerlei manier bij betrokken?*
- *Waarom en op welke manier denkt u dat er problemen in verband met schijnzelfstandigheid zouden kunnen zijn?*

Er werd mevr. X op gewezen dat mocht er op maandag 14 december 2015 nog steeds geen antwoord zijn ontvangen, de Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie ervan uit zal gaan dat de redelijke termijn voor het indienen van antwoorden is verstreken en dat de Commissie haar aanvraag als

onvolledig zal moeten beschouwen, zodat deze aanvraag mogelijk als onontvankelijk zou kunnen worden afgewezen.

Tot op heden kwam er geen reactie op dit schrijven.

Gezien de gevraagde informatie essentieel is om de arbeidsrelatie te kunnen beoordelen, kan de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie enkel concluderen dat de aanvraag door zijn onvolledigheid onontvankelijk is.

Aldus uitgesproken ter zitting van 5 februari 2016.

De voorzitter,
Lieven Lenaerts

6.2 Décision n° 048

Secteur d'activité: Services des traiteurs (NACEBEL 56.210)

Dossier nr: 048/NI/2015/10/9/NV X

Verzoekende partijen:

- NV X
- Dhr. Z

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, verstuurd bij aangetekende zending met poststempel 21 oktober 2015;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van dhr. M.E. en dhr. Z dd. 5 oktober 2015;

Gelet op de brief dd. 6 januari 2016, waarbij bijkomende inlichtingen worden gevraagd aan NV X;

Gelet op de brief dd. 6 januari 2016, waarbij bijkomende inlichtingen worden gevraagd aan dhr. Z;

Gelet op de bij mail dd. 24 januari 2016 van dhr. M.T. ontvangen antwoorden op de bijkomende vragen;

Gelet op het feit dat de aan dhr. Z gestuurde brief door de postdiensten werd terugbezorgd met de vermelding: "*ontvangt de briefwisseling niet (meer) op het aangeduide adres*". Als adres werd het adres zoals opgegeven in het aanvraagformulier gebruikt;

Gelet op de mail dd. 27 januari 2016 waarbij dhr. M.E. op de hoogte wordt gebracht van het feit dat de aanvraag zal behandeld worden ter zitting van 5 februari 2016;

Gelet op de mondelinge toelichting van dhr. M.E. en dhr. Z tijdens de zitting van 5 februari 2016;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Pol Bosman, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, plaatsvervangend lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoekers werd voorgelegd, onderzocht.

De aanvraag werd ingediend door twee partijen met name NV X en dhr. Z op basis van artikel 338, §2 van de programmawet van 27 december 2006.

Dit artikel laat een aanvraag toe, hetzij voorafgaand aan de aanvang van de arbeidsrelatie, hetzij binnen een termijn van een jaar na de aanvang van de arbeidsrelatie.

Uit de toelichting ter zitting bleek dat dhr. Z met ingang van 1 januari 2016 aan het werk is als zelfstandig kok in de brasserie "Y", uitgebaat door de NV X. Voordien, tot 31 december 2015, was dhr. Z tewerkgesteld als kok in dezelfde brasserie "Y", maar dan in het kader van een arbeidsovereenkomst met de NV X.

De Commissie stelt bijgevolg vast dat de aanvraag tijdig werd ingediend.

Blijkens het aanvraagformulier is er geen gerechtelijke procedure met betrekking tot de aard van de arbeidsrelatie lopende en werd er geen onderzoek geopend door één van de instellingen van sociale zekerheid over de aard van de arbeidsrelatie.

Ter zitting werd medegedeeld dat er ook geen gerechtelijke procedure met betrekking tot de aard van de arbeidsrelatie afgesloten is.

Bijgevolg bevinden de partijen zich niet in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet.

De NV X is gekend bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder nummer XXXX.XXX.XXX, met als maatschappelijke zetel XXX en met als activiteit: goederenvervoer over binnenwateren (nace-code 50.400).

Dhr. Z is sinds 1 oktober 2015 gekend bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder nummer XXXX.XXX.XXX met als activiteit: catering (nace-code 56.210).

Ter zitting werd uiteengezet door dhr. M.E., de afgevaardigd bestuurder van de NV X die gebruik maakt van de alias M.T., dat de hoofdactiviteit van de vennootschap bestaat uit goederenvervoer over binnenwateren en dit reeds sedert de jaren '30 van de vorige eeuw. De vennootschap baat daarnaast ook een horecazaak uit, met name "Y". De aanvraag handelt over de functie van kok in deze horecazaak.

Het aanvraagformulier vermeldt als *activiteitsector van de onderneming*: "Horeca-Keuken" en als *beschrijving van de uitgeoefende activiteit in het kader van de arbeidsrelatie*: "kok".

Deze activiteit ressorteert niet onder één van de sectoren waarvoor de Koning specifieke criteria heeft opgesteld conform art. 334 van voormelde programmawet, noch onder één van de sectoren opgenomen in art. 337/1, §1 van deze programmawet.

Bijgevolg dient deze arbeidsrelatie beoordeeld te worden aan de hand van de algemene criteria, opgesomd in art. 333, §1 van voormelde programmawet, met name de wil der partijen, de vrijheid van organisatie van werktijd, de vrijheid van organisatie van het werk en de mogelijkheid een hiërarchische controle uit te oefenen.

Inzake **de wil der partijen** blijkt uit het aanvraagformulier dat men kiest voor het zelfstandig statuut, met de precisering: "*Kok vraagt op zelfstandige basis te werken i.p.v. loondienst*". Er wordt daarnaast ook expliciet vermeld: "*Bedoeling: Niet te werken als schijnzelfstandige*"

Met betrekking tot de **vrijheid van organisatie van de werktijd** kan verwezen worden naar de mail van 24 januari 2016 waar op de vraag: *“Wie bepaalt wanneer er gewerkt wordt?”* als volgt wordt geantwoord: *“Als zaakvoerder bepaal ik, M.T., de uren wanneer er gewerkt wordt”*.

Op de vraag: *“Wie bepaalt de openingsuren van het restaurant?”* wordt hetzelfde geantwoord.

Er wordt tevens verduidelijkt dat er een vast tijdschema is dat steeds hetzelfde blijft. Er is ook geen periodiek overleg.

Ter zitting werd verduidelijkt door dhr. M.E./M.T. dat de keuken enkel open is op vrijdag, zaterdag en zondag van 11u00 tot 14u00 en van 18u00 tot 21u00.

Er wordt verder op de vraag: *“Kan dhr. Z bepaalde opdrachten/taken weigeren?”* gesteld: *“Wat betreft zijn taak als kok kan hij niets weigeren”*.

Uit de bijkomende vragen blijkt tevens dat dhr. Z bijvoorbeeld 's morgens niet kan beslissen om die dag niet te werken, dat hij niet kan beslissen om een paar uur later of vroeger te starten of te stoppen, dat hij niet kan beslissen om bijvoorbeeld voortaan minder of meer te werken en dat hij niet kan beslissen om een bepaalde periode (een week, een maand, meerdere maanden) niet te werken.

Tevens blijkt uit de ontvangen antwoorden dat er vakantie kan genomen worden in overleg.

Bij ziekte moet dhr. Z *“verwittigen en verantwoorden”* en op de vraag: *“Wat bij andere afwezigheden? Moet dhr. Z dit vooraf aanvragen? Moet dit goedgekeurd worden? Moet dit gestaafd worden (bv attest bij begrafenis familielid)?”* werd geantwoord: *“Hij moet verwittigen en in overleg kan dit toegestaan worden”*

Daarnaast zijn er sancties wanneer hij zonder toestemming afwezig is: er kan immers *“een schadeclaim geëist worden”*.

Inzake **de vrijheid van organisatie van het werk** wordt in de mail van 24 januari 2016 gemeld dat het menu opgesteld wordt *“in overleg met de zaakvoerder en dhr. Z”*.

Het is dhr. Z die bepaalt welk recept, welke bereidingswijze er wordt gevolgd en het is ook hij die bepaalt welke ingrediënten er worden gebruikt.

Dhr. Z beslist, in overleg met de zaakvoerder, waar de ingrediënten worden aangekocht en hoeveel er worden gekocht. Het is daarentegen de NV X die de ingrediënten koopt en betaalt.

Ter zitting werd gesteld dat de prijzen voor de maaltijden in onderling overleg worden vastgelegd.

Op de vraag: *“Zijn er sancties indien de opgelegde werkwijze niet wordt gevolgd?”* wordt gesteld: *“Ja. In overleg met zaakvoerder moet hij zich hiervoor verantwoorden en uitleg geven wat hiervoor de reden is”*.

In het aanvraagformulier wordt op de vraag **“is er een mogelijkheid van uitoefening van hiërarchische controle?”** **“NEEN”** geantwoord.

Op de vraag *“Hoe wordt het geleverde werk gecontroleerd?”* wordt geantwoord: *“Op basis van de afgewerkte gerechten, door de zaakvoerder en ander personeel en door hemzelf”*.

Op de vraag: *“Zijn er sancties indien de opgelegde werkwijze niet wordt gevolgd?”* wordt gesteld: *“Ja. In overleg met zaakvoerder moet hij zich hiervoor verantwoorden en uitleg geven wat hiervoor de reden is.”* en op de vraag *“Zijn er sancties voorzien indien de kwaliteit /kwantiteit onvoldoende is”* wordt hetzelfde geantwoord.

Ter zitting werd uiteengezet dat de feitelijke uitbating gebeurt door mevr. M.A. Zij oefent de hiërarchische controle uit over de drie à vier personen die tewerkgesteld worden in Brasserie “Y” en die verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst met de NV X

Dhr. Z was er tot 31 december 2015 ook tewerkgesteld als kok in het kader van een arbeidsovereenkomst en mevr. M.A. oefende ook over hem hiërarchische controle uit.

Dhr. Z diende op 24 december 2015 zijn ontslag in om, met ingang van 1 januari 2016, op zelfstandige basis in Brasserie "Y" te kunnen werken.

Dhr. M.E./M.T. benadrukte ter zitting dat er in de praktijk geen enkel verschil is tussen de vorige arbeidsrelatie, waarbij dhr. Z werkte als kok in de hoedanigheid van werknemer, verbonden met de NV X door een arbeidsovereenkomst, en de huidige arbeidsrelatie waarbij er een samenwerking is tussen dezelfde partijen op zelfstandige basis.

Gelet op het voorgaande stelt de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie dat deze arbeidsrelatie niet gekwalificeerd kan worden als een zelfstandige samenwerking.

Ondanks de keuze voor het zelfstandigenstatuut is er slechts een beperkte vrijheid van organisatie van werk, een zeer geringe vrijheid van organisatie van de werktijd en is de mogelijkheid om hiërarchische controle uit te oefenen aanwezig.

Gezien deze arbeidsrelatie identiek is aan de vorige arbeidsrelatie, dienen beide arbeidsrelaties dan ook op dezelfde wijze gekwalificeerd te worden, namelijk als een tewerkstelling in het kader van een arbeidsovereenkomst.

Aldus uitgesproken ter zitting van 5 februari 2016.

De voorzitter,
Lieven Lenaerts

6.3 Décision n° 049

Secteur d'activité: Études de marché et sondages d'opinion (NACEBEL 73.200)

Dossier nr: 049/Nl/2015/11/9/X

Verzoekende partijen: dhr. X

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, verstuurd bij aangetekende zending met poststempel 3 november 2015;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van dhr. X dd. 1 november 2015, met volgende zes bijlagen:
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 1) – jobbooknummer 15-012075-01
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 2) – jobbooknummer 15-012075-01
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 1) – jobbooknummer 15-017996-01
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 2) – jobbooknummer 15-017996-01
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 1) – jobbooknummer 14-085576-01
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 2) – jobbooknummer 14-085576-01
- Mail dd. 1 november 2015 met volgende acht bijlagen:
 - Aanvraagformulier 1 november 2015
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 1) – jobbooknummer 15-012075-01
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 2) – jobbooknummer 15-012075-01
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 1) – jobbooknummer 15-017996-01
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 2) – jobbooknummer 15-017996-01
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 1) – jobbooknummer 14-085576-01
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 2) – jobbooknummer 14-085576-01
 - Gids van de enquêteur – Febelmar
- Mail dd. 1 december 2015 met volgende elf bijlagen:
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 1 en 2) – jobbooknummer 15-071682-01, met vermelding bij artikel 3: “Bijlage ontbreekt”, ondertekend door X op 16 november 2015
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 1) – jobbooknummer 14-081095-01, met vermelding bij artikel 3: “Bijlage ontbreekt”
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 2) – ondertekend door X op 9 november 2015
 - Mail van X dd. 20 oktober 2015 aan S.D.@y.com

- Mail van X dd. 2 november 2015 aan S.D.@y.com
- Mail van X dd. 8 november 2015 aan S.D.@y.com
- Mail van X dd. 15 november 2015 aan S.D.@y.com
- Mail van S.D.@y.com dd. 26 november 2015 aan X
- Mail van M.A.@y.com dd. 30 november 2015 aan X
- Mail van X dd. 30 november 2015 aan S.D.@y.com
- Document "Laattijdige aankomst"

- Aangetekend schrijven dd. 1 december 2015 met volgende twaalf bijlagen:
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 1 en 2) – jobbooknummer 15-071682-01, met vermelding bij artikel 3: "Bijlage ontbreekt", ondertekend door X op 16 november 2015
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 1) – jobbooknummer 14-081095-01, met vermelding bij artikel 3: "Bijlage ontbreekt"
 - Aannemingsovereenkomst (pag. 2) – ondertekend door X op 9 november 2015
 - Mail van X dd. 20 oktober 2015 aan S.D.@y.com
 - Mail van X dd. 2 november 2015 aan S.D.@y.com
 - Mail van X dd. 8 november 2015 aan S.D.@y.com
 - Mail van X dd. 15 november 2015 aan S.D.@y.com
 - Mail van S.D.@y.com dd. 26 november 2015 aan X
 - Mail van M.A.@y.com dd. 30 november 2015 aan X
 - Mail van X dd. 30 november 2015 aan S.D.@y.com
 - Document "Laattijdige aankomst"
 - Mail van X dd. 1 december 2015 aan M.A.@y.com met een afwezigheidsattest in bijlage

- Mail dd. 3 december 2015 met volgende twee bijlagen:
 - Brief X aan NV Y dd. 2 december 2015 (versturen ziekteattest)
 - Mail X dd. 1 december 2015 aan 5 bestemmingen bij NV Y (met name M.A., J.V.G., D.D., S.G. en D.M. De mail is gericht aan "S")

- Aangetekend schrijven (poststempel 3 december 2015) met volgende twee bijlagen:
 - Mail X dd. 1 december 2015 aan 5 bestemmingen bij NV Y (met name M.A., J.V.G., D.D., S.G. en D.M. De mail is gericht aan "S")
 - Mail X dd. 2 december 2015 aan S.D.@y.com

- Mail dd. 28 januari 2016 (09u47) met volgende bijlage:
 - Gids van de enquêteur – Febelmar

- Mail dd. 28 januari 2016 (14u16) van X

- Mail dd. 30 januari 2016 met volgende vijf bijlagen:
 - Mail S.D.@y.com aan X dd. 25 januari 2016
 - Mail X aan S.D.@y.com dd. 22 januari 2016
 - Mail X aan S.D.@y.com dd. 27 januari 2016
 - Mail X aan S.D.@y.com dd. 30 januari 2016
 - Afwezigheidsattest;

Gelet op de mail dd. 13 januari 2016 waarbij bijkomende inlichtingen worden gevraagd;

Gelet op de bij mail dd. 17 januari 2016 van dhr. X ontvangen antwoorden op de bijkomende vragen;

Gelet op de mail dd. 27 januari 2016 waarbij dhr. X op de hoogte wordt gebracht van het feit dat de aanvraag zal behandeld worden ter zitting van 5 februari 2016;

Gelet op de mondelinge toelichting van dhr. X tijdens de zitting van 5 februari 2016;

Gelet op het ter zitting van 5 februari 2016 neergelegd document getiteld “bedenkingen”, ondertekend door dhr. X;

Overwegende dat de aanvrager zich, blijkens het aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Pol Bosman, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, plaatsvervangend lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoeker werd voorgelegd, onderzocht.

De aanvraag werd ingediend door één partij, dhr. X op basis van artikel 338, §2 van de programmawet van 27 december 2006.

Dit artikel laat een aanvraag op initiatief van elke partij toe, hetzij voorafgaand aan de aanvang van de arbeidsrelatie, hetzij binnen een termijn van een jaar na de aanvang van de arbeidsrelatie.

Het aanvraagformulier vermeldt bij “datum aanvang arbeidsrelatie”: “1/11/2015”.

Dhr. X werkte sinds 2010 als zelfstandig enquêteur voor de NV Y. Deze arbeidsrelatie werd evenwel beëindigd op 16 september 2015 toen dhr. X, zo blijkt uit het aanvraagformulier, van supervisor J.V.G. van NV Y het bericht kreeg dat de samenwerking met onmiddellijke ingang werd stopgezet: dhr. X moest uitloggen en het werk beëindigen.

Op 17 september 2015 diende dhr. X een aanvraag in bij de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie. Deze aanvraag werd behandeld op de zitting van 17 december 2015 (dossier met referentie 045/Nl/2015/09/9/X).

De Commissie achtte de aanvraag onontvankelijk vermits deze niet binnen de gestelde termijn gebeurde en omdat het ging om een reeds beëindigde arbeidsrelatie.

Op 2 oktober 2015 werd dhr. X uitgenodigd voor een gesprek met dhr. D.D. van NV Y. Naar aanleiding van dit gesprek startte er een nieuwe samenwerking vanaf 3 oktober 2015.

Op 3 november 2015 diende dhr. X een aanvraag in bij de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie betreffende deze nieuwe samenwerking.

Gezien de eerste arbeidsrelatie formeel werd beëindigd is de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie van oordeel dat het gaat om een nieuwe arbeidsrelatie, welke een aanvang nam op 3 oktober 2015. Deze aanvraag gebeurde dus binnen de gestelde termijn.

De Commissie stelt bijgevolg vast dat de aanvraag ontvankelijk is.

Dhr. X, is in de Kruispuntbank van Ondernemingen bekend onder ondernemingsnummer xxx.xxx.xxx, en heeft als BTW-activiteit : markt- en opinieonderzoek-bureaus (nace-code 73.200).

De NV Y is in de Kruispuntbank van Ondernemingen bekend onder ondernemingsnummer xxx.xxx.xxx, met maatschappelijke zetel gelegen te XXX en heeft als RSZ-activiteit: markt- en opinieonderzoekbureaus (nace-code 73.200).

Overwegende dat het in casu niet gaat om een activiteit waarvoor de wetgever heeft voorzien in specifieke criteria conform artikel 334 van voormelde programmawet, noch om een activiteit opgenomen in artikel 337/1 van deze programmawet, dient de arbeidsrelatie in casu beoordeeld te worden aan de hand van de vier algemene criteria zoals opgenomen in artikel 333, §1 van voormelde programmawet, met name de wil der partijen, de vrijheid van organisatie van werktijd, de vrijheid van organisatie van het werk en de mogelijkheid een hiërarchische controle uit te oefenen.

Inzake de **wil der partijen** blijkt uit het aanvraagformulier dat de partijen gekozen hebben voor het zelfstandigenstatuut.

Uit de bijlagen gevoegd bij de aanvraag blijkt dat er voor elke enquête een aparte aannemingsovereenkomst wordt afgesloten. Deze aannemingsovereenkomsten zijn, op de verwijzing naar de concrete studie met bijhorend "jobbooknummer" en de datum na, allemaal identiek.

Deze overeenkomsten stellen in artikel 1 uitdrukkelijk dat de studie dient verwezenlijkt te worden in volledige onafhankelijkheid en buiten elke band van ondergeschiktheid.

Wat betreft **de vrijheid van organisatie van de werktijd** blijkt uit de brief van 17 januari 2016 en uit het mailverkeer tussen mevr. D.S. van NV Y en dhr. X (mails van 25 en 26 november 2015) dat de uurregeling volgens volgende procedure tot stand komt:

Dhr. X wordt eerst gevraagd om voor een bepaalde periode (in casu was dit december 2015) zijn beschikbare data door te geven aan NV Y. De NV Y heeft hierbij eenzijdig vastgelegd dat er enkel gewerkt kan worden op weekdays van 13u00 tot 21u00, van 16u00 tot 21u00 en van 17u00 tot 21u00 en op zaterdag van 10u00 tot 16u00. Het is niet toegestaan om buiten deze tijdsblokken te werken, bijvoorbeeld van 10u00 tot 13u00.

Vervolgens stuurt de NV Y hem een tabel met de uurregeling. Ter zitting stelde dhr. X dat dit meestal per mail gebeurt, maar soms ook gewoon mondeling (telefonisch).

Dhr. X dient zich vervolgens te houden aan deze tabel. Hij stelt: *"Blijkens het dispuut dat ik had met M.A. van Y NV vereist men dat ik me houd aan de voorgestelde en goedgekeurde uurregeling. Tegen de afspraken in NIET werken is onaanvaardbaar en moet dus worden verantwoord, ofwel met een "verklaring van afwezigheid" (...) waarbij men fout erkent (...) ofwel met een medisch attest of een ander verantwoordingsdocument"*

Dit laatste blijkt ook uit de mail van 30 november 2015, getiteld *“Te laat gekomen”*, waarbij mevr. A.M. van de NV Y aan dhr. X schrijft: *“Gelieve document in bijlage te ondertekenen en ons terug te sturen via mail a.u.b.”*.

Het desbetreffend document met logo van NV Y is getiteld *“betreft: Laattijdige aankomst”* en betreft een verklaring die als volgt luidt: *“Hierbij verklaar ik pas op het werk aangekomen te zijn om 17u00 in plaats van om 16u00 op 30/11/2015. Deze laattijdige aankomst is niet te wijten aan een oorzaak die overkomen is op weg naar het werk en onafhankelijk is van mijn wil. De betaling zal overeenkomen met het totaal aantal gepresteerde uren”* Mail en document werden in bijlage gevoegd bij de mail van dhr. X van 1 december 2015.

Dhr. X legt in zijn mail van 1 december 2015 uit dat hij op 30 november 2015 het werk pas om 17u00 heeft aangevat in plaats van zoals voorzien om 16u00 omdat hij zich onwel voelde.

Uit de mail van dhr. X aan NV Y-supervisor mevr. A.M. op 1 december 2015 (gevoegd in bijlage van de mail dd. 3 december 2015 van dhr. X) blijkt dat dhr. X vervolgens zijn afwezigheid staafde met een ziekteattest en dit zowel per mail als per aangetekende brief.

Wat betreft de ziekteattesten stelt dhr. X in zijn mail van 30 januari 2016: *“Inzake mijn ingebrachte ziekteattesten, zou ik graag hierna de context schetsen. Er wordt niet met zoveel woorden gezegd door Y dat ik ziekteattesten moet inbrengen noch dat ik er geen moet inbrengen”*

Ter zitting stelde dhr. X bij wijze van illustratie dat hij op 4 februari 2016 door supervisor mevr. A.M. van NV Y werd opgebeld met de vraag *“of hij niet moest werken?”*. Hij legde de medewerker uit dat hij ziek was en dat hij een doktersattest bij aangetekend schrijven had overgemaakt aan de NV Y. Volgens de medewerkster zou een mail met doktersbriefje voldoende zou zijn om de afwezigheid te verantwoorden.

Dhr. X omschrijft dit ook in zijn ter zitting neergelegd document getiteld *“bedenkingen”*.

Dhr. X stelt in zijn antwoord op de bijkomende vragen dd. 17 januari 2016 dat de NV Y zelf de werkuren wijzigt naar goeddunken volgens de behoeften van de dienst en daarom op elk ogenblik kan melden dat er geen werk is op een bepaalde dag of voor een bepaalde periode.

Alle aannemingsovereenkomsten zijn contracten van bepaalde duur. De door dhr. X in bijlage bij zijn aanvraag gestuurde overeenkomsten behelzen volgende periodes: van 19 oktober 2015 tot 31 december 2015 (jobbooknummer 15-012075-01), van 13 oktober 2015 tot 31 december 2015 (jobbooknummer 15-017996-01) en van 12 oktober 2015 tot 31 december 2015 (jobbooknummer 14-085576-01). In bijlage bij de mail dd. 1 december 2015 bevinden zich twee aannemingsovereenkomsten: één met betrekking tot de periode 9 november 2015 tot 31 december 2015 (jobbooknummer 14-081095-01) en één met betrekking tot de periode 16 november 2015 tot 31 december 2015 (jobbooknummer 15-071682-01).

Er werd dhr. X gevraagd wat deze einddatum impliceert. Wat als hij deze datum niet haalt? Hij antwoordde: *“Hierover bestaat er geen duidelijkheid. Duidelijk is wel dat de aannemings-overeenkomst Y NV niet bindt. Y NV heeft niet de verplichting werk te geven: dat blijkt in de praktijk (niet geëxpliciteerd in de overeenkomst). Y stelt gewoon voor de uren te wijzigen wat dan intern genoteerd wordt, of bericht dat er voorlopig geen werk is.”*

Inzake **de vrijheid van organisatie van het werk** kan verwezen worden naar het aanvraagformulier, waarin dhr. X het volgende schrijft: *“ Ik doe van thuis uit tweetalige enquêtes op ‘studies’ die elk een nummer dragen. De organisatie van het werk gebeurt door ‘supervisors’ die mij de mogelijkheid bieden in de studies in te loggen via mijn computerscherm met een paswoord. Er wordt automatisch gebeld naar respondenten door de computer in xxx in de zetel van Y NV op kosten van Y NV.”*

Op de vraag “Wie kiest de enquêtes waaraan u meewerkt? Kunt u opdrachten weigeren?” wordt geantwoord door dhr. X: *“De enquêtes worden opgelegd door de supervisors na het verplicht bijwonen van een briefing. Het is niet mogelijk opdrachten te weigeren. De reden daarvan is ongetwijfeld dat er dan voor sommige opdrachten geen enquêteurs bereid zouden worden gevonden om eraan mee te werken bv. enquêtes die zeer lang duren en een zeer lage respons hebben (bv. Nationale Loterij en kansspelen). Men kan de medewerking ook niet afhankelijk maken van een hogere vergoeding bv. bij een zeer hoge moeilijkheidsgraad of bij een te verwachten lage respons op de enquête. Ik kan als enquêteur mijn enquêtes helemaal niet kiezen. Alleen Y NV zelf kiest welke opdrachten aan de enquêteur worden gegeven.”*

Ter zitting stelde dhr. X evenwel dat alvorens effectief te kunnen werken aan een studie hij eerst een contract dient te ondertekenen en vervolgens een briefing dient te volgen. Hij ondertekent de voorgestelde contracten evenwel zonder aan de hand van de jobbooknummers na te gaan over welke enquête het gaat, hoewel hij dit wel zou kunnen indien hij zou willen.

Hij stelt dat hij het zo ervaart dat hij niet, of hoogstens in theorie, kan weigeren om een contract te ondertekenen.

Ter zitting werd ook verduidelijkt dat, eens hij zich geëngageerd heeft voor een welbepaalde enquête en hij het corresponderende contract heeft ondertekend, het de NV Y is die kiest wanneer die enquête concreet wordt uitgevoerd. Dhr. X opent het specifieke Y enquête-programma op zijn PC en de Y-computer in xxx belt automatisch de respondenten op. Hij kan niet kiezen welke studie/enquête hij wanneer doet: dat wordt bepaald door NV Y. Hij weet pas op het moment zelf aan welke studie hij op een bepaald moment zal werken.

Verder stelt de aannemingsovereenkomst in artikel 1 dat de opdrachtnemer het werk “volgens de regels van de kunst dient te verwezenlijken” en verwijst artikel 3 van deze overeenkomst naar het “briefingdocument”, waarin de technische richtlijnen zijn vermeld welke noodzakelijk zijn voor de kwaliteit van de studie. Hoewel dit briefingdocument integraal deel uitmaakt van de aannemingsovereenkomst, stelt dhr. X dat hij dit nooit heeft ontvangen.

In zijn mails dd. 20 oktober 2015, 2 november 2015, 8 november 2015 en 15 november 2015 aan mevr. D.S. van NV Y vraagt hij naar die ontbrekende bijlage en in de corresponderende aannemingsovereenkomsten wordt er ook uitdrukkelijk genoteerd dat deze bijlage ontbreekt.

Dhr. X meldt ook in zijn brief dd. 17 januari 2016 dat er aan elke opdracht een verplichte briefing is verbonden. Wanneer men de briefing niet heeft gevolgd, mag men de betreffende enquêtes ook niet starten. Artikel 6 van de aannemingsovereenkomst stelt: *“De opdrachtnemer verklaart hierbij de briefing persoonlijk te hebben bijgewoond en verbindt zich er bijgevolg toe, door aanvaarding, de opdracht persoonlijk uit te voeren.”*

Dhr. X vulde het volgende in op het aanvraagformulier, bij de vraag of er een **mogelijkheid van uitoefening van hiërarchische controle** is: *“Ja, via het volgen door de supervisors van het individuele werkscherm van de enquêteur en het gesprek met de geïnterviewde personen tijdens het gesprek van de enquêteur met de respondenten. Er wordt bij elke enquête een kennisgeving aan de respondenten voorgelezen dat het gesprek kan worden opgenomen en gevolgd. De nieuwe evaluatieregeling laat toe een VOLLEDIGE controle uit te oefenen op de werkzaamheden van de enquêteur omdat diens werkzaamheden niet sporadisch maar continu worden gevolgd door verschillende supervisors die in team werken. De enquêteur bevindt zich in een laboratoriumsituatie die toelaat alle variabelen, bepaald door Y NV, te evalueren.”*

In artikel 3 van de aannemingsovereenkomst verbindt de opdrachtnemer er zich toe bij de uitvoering van zijn opdracht de bepalingen van het briefingdocument in acht te nemen en wordt gesteld: *“De opdrachtgever houdt zich het recht om eventueel steekproefsgewijs controle uit te voeren op het voltooiën van de opdracht en ingeleverde dossiers.”*

Dhr. X schrijft in zijn antwoorden dd. 17 januari 2016: *“Het is juist dat er op continue basis wordt geluisterd naar de enquêteur, en soms gebeurt dit zeer intensief (zie mijn vermeldingen bij de eerste aanvraag dat men mij als in “de radar” volgde) als het team redenen daartoe meent te hebben.”*

Zoals hiervoor omschreven diende dhr. X inderdaad reeds een eerdere aanvraag in.

In deze aanvraag dd. 17 september 2015, stelt dhr. X: *“Sinds een jaar ongeveer is het volgen van de enquêteur niet zozeer meer een feedback over de randvoorwaarden (leeftijdscategorie, geslacht, postcode) en vereisten inherent aan de studie, maar verworden tot een detaillistische controle op de werkstijl van de enquêteur en aspecten van diens persoonlijkheid zodanig dat er geen vrijheid noch persoonlijke appreciatie meer mogelijk is voor de zelfstandige in de omgang en benadering van de specifieke vereisten eigen aan de respondenten die nu niet meer als zijn klanten worden beschouwd maar als klanten van Y zelf.*

Er werd mij vandaag meegedeeld door werknemer J. dat ik extra zou zijn opgevolgd (twee uitdrukkingen werden gebruikt: 1. ik zou opgenomen zijn in de log, 2. ik zou op radar zijn gezet) waarbij alles wordt opgeslagen qua scores van de laatste maanden. In verband met schalen voorlezen zou ik een score 7,8 hebben gekregen terwijl alleen 9 plus (9,3 tot 9,5) als ‘redelijk’ deftig zou worden beschouwd. Een score onder de 8 zou een reden zijn om onmiddellijk dus met onmiddellijke ingang de samenwerking stop te zetten en de werknemer te ontslaan.”

In het kader van die eerste aanvraag vermeldt dhr. X in een brief dd. 29 augustus 2015 dat hij de laatste maanden een verandering in het werkklimaat vaststelde. Hij stelde: *“krijgen wij nu meer en meer via ons computerscherm tijdens het enquêteren boodschappen van de ‘supervisors’ in verband met wat zij noemen ‘cadansen’, dat betekent dat we een beoordeling krijgen over het aantal afgewerkte enquêtes tot op een zeker tijdstip.”*

Hij vervolgt: *“Sinds enkele maanden komen er op mijn scherm tijdens het werken meldingen van de aard ‘cadans is te laag en moet x, x bedragen’”. Hij verwijst in dat kader ook naar twee ‘evaluatiebeoordelingen’ die hij per mail ontving:*

Het gaat om de volgende twee mails van dhr. V.G.J. van NV Y:

a) [Mail dd. 10 augustus 2015](#)

Van:

Verzonden: maandag 10 augustus 2015 11:39:12

Aan:

Dag

Hieronder een overzicht van je evaluaties de laatste weken. Zoals je kunt zien zijn er toch een aantal criteria waar je heel laag blijft scoren, ondanks een aantal opmerkingen.

Doorvragen blijkt de laatste weken verbeterd te zijn (behalve vorige week dan), maar de scores op je schalen blijven toch veel te laag. Probeer hier toch zeker nog meer op te letten, rekening houdende met de opmerkingen die je al gekregen hebt (schalen vlugger na de vraag lezen, bij meerdere antwoorden mogelijk altijd allemaal voorlezen, schalen voldoende herhalen bij wederkerende schalen, enz...).

Group Of Datum	Aantal evaluaties	AvgQ	AvgR	Taal	Schalen	Tekst	Intonatie	Doorvragen	Open	Invoer	Snel	Houd
2015/29	14	9,57	9,29	10,00	7,86	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	9,29	10,00
2015/30	7	9,14	9,37	10,00	5,71	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00
2015/31	6	9,33	9,26	10,00	6,67	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	8,33
2015/32	8	9,25	9,44	10,00	8,75	8,75	10,00	8,75	10,00	10,00	8,75	10,00

Met vriendelijke groeten,
Cordialement,

Junior Field coordinator

b) [Mail dd. 28 augustus 2015](#)

Van:
 Verzonden: vrijdag 28 augustus 2015 12:39:45
 Aan:

Hey

Eerst het goede nieuws, deze week heb je heel goede evaluaties op de kwaliteit van je enquêtes, houden zo! Dus de schalen heb je over het algemeen deze week goed afgehandeld.

Echter, heb je deze week wel vrij veel opmerkingen gehad op argumentaties (iets gericht reageren op de respondenten, altijd vragen om afspraken te maken), vriendelijkheid (respondenten eens bedanken voor hun tijd of deelname, of nog een goede avond wensen), ook altijd zorgen dat je de juiste respondent aan de lijn hebt. Probeer de komende weken dus zeker op deze zaken te letten!

RPT_Evaluations_003_RapportenPerProject

Group Of Datum	CountOfInterviewerNr1	AvgQ	AvgR	Taal	Schalen	Tekst	Intonatie	Doorvragen	Open	Inv
2015/30	7	9,14	9,37	10,00	5,71	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00
2015/31	6	9,33	9,26	10,00	6,67	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00
2015/32	8	9,25	9,44	10,00	8,75	8,75	10,00	8,75	10,00	10,00
2015/33	7	9,14	9,68	10,00	8,57	10,00	10,00	8,57	8,57	10,00
2015/34	11	9,09	9,49	10,00	5,45	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00
2015/35	7	10,00	9,21	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00

Hoewel deze mails betrekking hebben op de vorige arbeidsrelatie, zijn ze ook relevant voor de huidige arbeidsrelatie, vermits de erin gehanteerde evaluatieprocedure nog steeds wordt gebruikt.

Dhr. X stelde op 17 januari 2016: *“De evaluatieprocedure die werd ingevoerd en waarmee ik een eerste keer werd geconfronteerd via J.V.G., is steeds in voege. Uitzonderlijk werd mij deze mail overgemaakt. Ik geloof niet dat Y NV de evaluaties ooit stelselmatig zal meedelen. Zij hebben de functie een stok achter de deur te zijn”.*

Hij stelt ook: *“De zaken die ik beschreef inzake de verandering die plaatsvond bij Y NV namelijk de invoering van een monitoringsrelatie door de werkgever met een daaraan gekoppeld evaluatiesysteem werden bevestigd in de nieuwe arbeidsrelatie.”* alsook *“de veranderingen die werden ingezet voor de beëindiging van de eerste relatie zijn nu een voldongen feit. De Commissie kan de info en documentatie die ik verschaftte met betrekking tot de beëindigde arbeidsrelatie mijns inziens onverkort toepassen op de nieuwe relatie.”*

Dhr. X bevestigde dit alles ter zitting.

Uit de brief dd. 17 januari 2016 blijkt dat de supervisors gebruik maken van een “feedback-balk” om te communiceren met de enquêteurs. Het gaat om een balk onderaan het computerscherm van dhr. X die aan de supervisors toelaat commentaar te leveren op de werkwijze en prestaties van de enquêteur tijdens de enquêtes.

Het gaat om eenrichtingsverkeer: dhr. X stelt: *“Belangrijk kenmerk ervan is dat alleen de supervisor-master berichten kan sturen. De enquêteur kan alleen bellen naar Y NV echter meestal zonder te weten wie de supervisor was die hem commentaar toezond.”*

Dhr. X vervolgt: *“Deze masterbalk levert dus berichten af aan de enquêteur die hem trachten te sturen in zijn werkzaamheden tijdens zijn werk.”*

In het document getiteld “*bedenkingen*” welk ter zitting werd neergelegd geeft dhr. X voorbeelden van berichten die worden verstuurd via de “masterbalk”:

- *Cadansen die moeten bereikt worden. Men weet niet of de vermelding collectief of juist persoonlijk dient te worden begrepen. (...)*
- *Bericht over spreekgedrag dat beter had worden vermeden door de enquêteur (...)*
- *Opmerkingen inzake vriendelijkheid en algemene attitude zoals niet laten blijken welke emoties in het spel zijn. (...).*

In antwoord op de vraag “kunt u wat meer uitleg geven over ‘cadansen’ en de berichten die hierover op uw scherm verschijnen?” stelt dhr. X: *“Klassiek verschijnt er op het scherm wat de kadans van de studie is met de vermelding “steek een tandje bij” of “de kadans moet hoger, is veel te laag” en dergelijke.”*

Dhr. X schreef ook: *“Gelijk wanneer kan een willekeurige “supervisor” de enquêteur onaangekondigd volgen tijdens diens werkzaamheden en een subjectieve mening vormen over diens presteren. Het zwaard van Damocles hangt constant boven het computerscherm. Ik wou bv met de snippingtool de feedbackbalk (tegenwoordig: evaluatiebalk!) onderaan mijn scherm snippen, maar omwille van deze onaangekondigde controles door Y, durf ik dit niet meer uit vrees morgen niet meer te worden toegelaten tot het werk als ik betrapt wordt hun evaluatiebalk te ‘fotograferen’ als bewijsmateriaal.”*

Dhr. X meldt tenslotte in zijn aanvraagformulier: *“De enquêteur moet als het ware leven met een continue gedragsobservatie in een Big Brother-omgeving die de uitoefening van gezag over de zelfstandige maximaliseert ver boven de controle die een bediende met een werknemersstatuut ondergaat die continu zou worden geobserveerd door louter een camera. Hier is een team continu bezig met observatie van de zelfstandige en niet steekproefgewijs (...)”*

Gelet op het voorgaande stelt de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie dat ondanks de expliciete keuze voor het zelfstandigenstatuut, uit de geringe vrijheid van organisatie van de werktijd, de eerder beperkte vrijheid van organisatie van het werk en de aanwezigheid van de mogelijkheid om hiërarchische controle uit te oefenen, blijkt dat er in casu geen sprake is van een samenwerking tussen zelfstandigen, maar wel van een arbeidsovereenkomst.

Aldus uitgesproken ter zitting van 5 februari 2016.

De voorzitter,
Lieven Lenaerts

6.4 Décision n° 051

Secteur d'activité: Enseignement culturel (NACEBEL 85.520)

Dossier nr: 051/NI/2015/11/9/x

Verzoekende partijen: mevr. X

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, verstuurd bij aangetekende zending met poststempel 13 november 2015;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van mevr. X dd. 9 november 2015;

Gelet op de mail dd. 31 november 2015, waarbij bijkomende inlichtingen worden gevraagd;

Gelet op de bij mail dd. 6 december 2015 van mevr. X ontvangen antwoorden op de bijkomende vragen;

Gelet op de mail dd. 27 januari 2016 waarbij mevr. X op de hoogte wordt gebracht van het feit dat de aanvraag zal behandeld worden ter zitting van 5 februari 2016;

Gelet op de mondelinge toelichting van mevr. X, bijgestaan door haar accountant dhr. Z, tijdens de zitting van 5 februari 2016;

Overwegende dat de aanvrager zich, blijkens het aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Pol Bosman, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, plaatsvervangend lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoekster werd voorgelegd, onderzocht.

De aanvraag werd ingediend door één partij, mevr. X, op basis van artikel 338, §2 van de programmawet van 27 december 2006.

Dit artikel laat een aanvraag op initiatief van elke partij toe, hetzij voorafgaand aan de aanvang van de arbeidsrelatie, hetzij binnen een termijn van een jaar na de aanvang van de arbeidsrelatie.

Het aanvraagformulier vermeldt bij "datum aanvang arbeidsrelatie": "1/10/2015".

Gezien de aanvraag werd verstuurd bij aangetekende zending met poststempel 13 november 2015 gebeurde deze binnen de gestelde termijn.

De Commissie stelt bijgevolg vast dat de aanvraag ontvankelijk is.

De aanvraag heeft betrekking op het uitoefenen van het dagelijks beheer van VZW Y en het geven van balletlessen binnen dezelfde vereniging.

De VZW Y is gekend bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder nummer xxxx.xxx.xxx, met als activiteit : Cultureel onderwijs (nace-code 85.520).

Deze activiteit ressorteert niet onder één van de sectoren waarvoor de Koning specifieke criteria heeft opgesteld conform art. 334 van voormelde programmawet, noch onder één van de sectoren opgenomen in art. 337/1, §1 van deze programmawet.

Bijgevolg dient deze arbeidsrelatie beoordeeld te worden aan de hand van de algemene criteria, opgesomd in art. 333, §1 van voormelde programmawet.

Vooreerst dient evenwel gewezen te worden op artikel 3,1° van het Koninklijk Besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders (RSZ-wet).

Volgens deze bepaling wordt de toepassing van de RSZ-wet verruimd tot personen die in de hoedanigheid van lasthebbers en tegen een ander loon dan kost en inwoning, hun voornaamste bedrijvigheid wijden aan het dagelijks beheer of aan de dagelijkse leiding van verenigingen en organisaties die geen industriële of handelsverrichtingen uitvoeren en die er niet naar streven hun leden een materieel voordeel te verschaffen.

Deze bepaling werd genomen op basis van artikel 2, §1, 1° van voormelde RSZ-wet. Gezien in artikel 332 van voormelde programmawet expliciet wordt gesteld dat bij een herkwalificatie van een arbeidsrelatie er geen afbreuk mag worden gedaan aan deze bepaling, dient eerst nagegaan te worden of deze in casu van toepassing is.

Uit de aanvraag blijkt dat prestaties van mevr. X worden vergoed door de VZW, maar dat zij geen kost en inwoning ontvangt. Naast haar activiteiten bij de VZW oefent zij geen enkele andere job uit, noch ontvangt zij een andere bezoldiging.

Uit de bijkomende vragen die werden gesteld bleek dat het dagelijks beheer en bestuur van de VZW ongeveer 10 uur per week in beslag neemt, terwijl de balletlessen gemiddeld 40 uur per week in beslag nemen. Bijgevolg omvat het dagelijks beheer 20% van haar activiteit voor de VZW en de balletlessen 80%. Ter zitting werd gesteld dat het dagelijks beheer zo'n 10 à 15% van de totale tijd in beslag neemt.

Hieruit volgt dat het dagelijks beheer in casu niet de voornaamste bedrijvigheid is van mevr. X en dat er bijgevolg niet voldaan is aan alle voorwaarden van artikel 3, 1° van voormeld koninklijk besluit zodat de uitbreiding van de RSZ-wet in deze niet van toepassing is.

Een onderzoek op basis van de algemene criteria art. 333, §1 van voormelde programmawet (met name de wil der partijen, de vrijheid van organisatie van werktijd, de vrijheid van organisatie van het werk en de mogelijkheid een hiërarchische controle uit te oefenen) dringt zich dus op en dit zowel wat betreft het luik “dagelijks bestuur” van de arbeidsrelatie als wat betreft het geven van balletles.

Inzake **de wil der partijen** blijkt uit het aanvraagformulier duidelijk dat de partijen gekozen hebben voor het zelfstandigenstatuut.

Betreffende **de vrijheid van organisatie van de werktijd** blijkt uit de antwoorden ontvangen van mevr. X op de bijkomende vragen dat enkel zij zelf bepaalt wanneer de balletlessen worden gegeven. Dit blijkt ook uit het aanvraagformulier: *“Ik stel zelf de uurroosters op betreffende de balletlessen. Hierover beslis ik dus ook zelf en heb ik niemand boven mij staan”.*

Ter zitting werd dit bevestigd door mevr. X. Ze stelde dat ze alles wat betrekking heeft op het ballet zelf doet en dit op de door haar bepaalde tijdstippen.

Inzake het dagelijks beheer van de VZW Y antwoordt zij op de vraag: “Wie en hoe wordt bepaald wanneer en hoe u uw werk als dagelijks beheerder doet?” : *“Enkel ik zelf, op de momenten dat het me past, dat ik het beslis en dat het nodig is.”*

Inzake **de vrijheid van organisatie van het werk** dient gewezen te worden op de vraag “wie bepaalt er welke balletlessen er worden gegeven?”, waarop mevr. X antwoordt: *“Enkel ik zelf”.*

Op de vraag: “Wie bepaalt er hoe die balletlessen er inhoudelijk uitzien?” wordt geantwoord: *“enkel ik zelf”.*

Ter zitting verduidelijkte mevr. X dat zij alles wat betrekking heeft op de balletlessen zelf doet, op de wijze die zij zelf bepaalt. Zij regelt de optredens, ze zorgt voor de choreografieën, zij maakt de kostuums, ze schrijft de brieven aan de ouders, zij zoekt aangepaste muziek,...

Zoals hierboven reeds werd vermeld wordt de vraag “Wie en hoe wordt bepaald wanneer en hoe u uw werk als dagelijks beheerder doet?” als volgt beantwoord: *“Enkel ik zelf, op de momenten dat het me past, dat ik het beslis en dat het nodig is.”*

De mogelijkheid om hiërarchische controle uit te oefenen bestaat volgens het aanvraagformulier *“in theorie wel, doch in de praktijk niet”.*

Vervolgens stelt de aanvraag: *“De twee andere bestuurders oefenen in de praktijk geen bestuursactiviteiten uit en zijn onbezoldigd. Ik beslis zelf over welke taken ik wanneer doe en over de uurroosters van de lessen. Ik word bijgevolg door niemand opgedragen wat wanneer te doen “*

Uit de oprichtingsakte van de VZW Y blijkt dat mevr. X in artikel 19 wordt benoemd tot gedelegeerd bestuurder. Datzelfde artikel stelt expliciet dat de bestuurders “twee aan twee”, waaronder steeds de gedelegeerd bestuurder, mogen optreden, beslissen, tekenen en de VZW vertegenwoordigen en dit met de bevoegdheden van artikel 15. Dit laatste artikel handelt over de raad van bestuur.

Daarnaast wordt mevr. X in artikel 19 van de oprichtingsakte aangeduid als voorzitter en wordt zij belast met het dagelijks bestuur. In artikel 11 van voormelde akte wordt gesteld dat voorzitter in de algemene vergadering beschikt over een vetorecht.

Op de bijkomende vragen “Wordt er controle verricht op uw werk als dagelijks beheerder?” en “Wordt er controle verricht op uw werk als balletlerares” werd telkens “*neen*” geantwoord.

Bij wijze van conclusie kan gesteld worden dat de verplichting om de gedelegeerd bestuurder steeds bij elke handeling te betrekken impliceert dat de andere bestuurders nooit alleen kunnen handelen en dat mevr. X bijgevolg een impliciet vetorecht heeft wat betreft het bestuur van de VZW, het dagelijks bestuur inclusief. Bijgevolg is er geen enkele vorm van hiërarchische controle over mevr. X mogelijk.

Gelet op het voorgaande stelt de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie dat de arbeidsrelatie zowel wat betreft het aspect “dagelijks bestuur” als wat betreft het geven van balletles gekwalificeerd kan worden als een zelfstandige samenwerking en dit omwille van de expliciete keuze voor het zelfstandigenstatuut, de vrijheid van organisatie van werk, de vrijheid van organisatie van de werktijd en de afwezigheid van de mogelijkheid om hiërarchische controle uit te oefenen.

Aldus uitgesproken ter zitting van 5 februari 2016.

De voorzitter,
Lieven Lenaerts

6.5 Décision n° 053

Secteur d'activité: Associations et mouvements pour adultes (NACEBEL 94.992)

Dossier n°: 053-FR-2016-01-06

Partie demanderesse : ASBL X

L'autre partie : Y

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite et enregistrée le 6/01/2016;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la demande, dont :

- Une feuille reprenant l'inventaire de la demande
- Formulaire de demande (complété et signé)
- Convention de fin de contrat de travail entre l'ASBL X et Mr Y
- Une copie du contrat de consultance entre l'ASBL X et Mr Y
- Une copie de la liste des tâches et responsabilités qui seront assumés par Mr Y en tant que consultant.

Entendu Monsieur Z, avocat, à l'audience du 1^{er} février 2016,

Attendu qu'à cette occasion la partie demanderesse a été invitée à préciser l'objet et le contexte de sa demande et a exposé son point de vue selon lequel Monsieur Y souhaiterait travailler en tant qu'indépendant et que son travail consistera à gérer une équipe au sein de l'ASBL X;

Attendu qu'au sein de l'ASBL X il y aurait eu des changements statutaires importants, notamment par le fait de la disparition de la fonction de PDG (CEO-Chief Executive Officer), et que ceci a mené à une réorganisation structurelle de la hiérarchie de l'ASBL X ;

Attendu les circonstances particulières à savoir :

- que, la relation professionnelle que monsieur Y exerçait en tant que salarié depuis novembre 2013, même s'il était exercé en tant que salarié, il ne s'exerce plus sous les mêmes conditions ;
- que la relation de travail de 2013 s'effectuait 5 jours par semaine (231 jours par an) en Belgique ;

- que la nouvelle relation de travail entre Monsieur Y et l'ASBL X a commencé le 1^{er} janvier 2016 en tant qu'indépendant, pour un travail entre 160 et 190 jours de travail par an, à effectuer depuis l'Angleterre;
- que Monsieur Y a créé une société au Royaume Uni (Angleterre) le 11 juillet 2015 et qu'il entend mener ses activités parallèlement à ses activités au sein de l'ASBL X en Belgique ;
- que monsieur Y doit reporter à son secrétaire général, mais que c'est l'administration qui va vérifier le travail s'il est bien fait, sans pourtant qu'il y ait un lien de subordination ;
- qu'en ce qui concerne l'organisation du temps de travail, d'après la déclaration du conseil de l'ASBL X, la convention du travail d'indépendant prévoit simplement un estimation du nombre de jours à prester du commun accord des parties, et il n'y a pas d'horaires précis de travail ;

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée;

La **Commission Administrative de règlement de la relation du travail**, composée de :

- Monsieur Jean-François Neven, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles, président
- Madame Anne Zimmermann, représentante du SPF Emploi, membre effective
- Madame Marie-Hélène Vrielinck, représentante de l'ONSS, membre effective
- Madame Doris Mulombe, représentante de l'INASTI, membre effective
- Madame Mathilde Henkinbrant représentante du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, membre suppléante

Décide à la majorité:

La Commission a examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par l'ASBL X et Monsieur Y

De l'examen du dossier il ressort que la requête vise la qualification de la relation de travail entre l'ASBL X et Monsieur Y

Que, d'après le formulaire de demande, les pièces du dossier, et les déclarations du représentant de la partie demanderesse, les parties se situeraient dans le cadre d'une collaboration indépendante

Qu'en conséquence, la Commission n'estime pas qu'il faille, sur la base de la convention de collaboration existant entre l'ASBL X et monsieur Y, procéder à un assujettissement à la sécurité sociale.

Ainsi prononcé à la séance du 01/02/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.6 Décision n° 054

Secteur d'activité: Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé (NACEBEL 47.770)

Dossier n° : 054-FR-2016-01-21

Demande unilatérale

A la requête de : Madame Y et Monsieur X

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite le 19/01/2016 et enregistrée le 21/01/2016 ;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la requête, dont :

- Le formulaire de demande standard (complété et signé),
- La lettre explicative de Monsieur X du 16 février 2016,
- La copie de l'acte de constitution du SPRL telle que publiée au moniteur belge ;

Vu les pièces supplémentaires déposées le 22 mars 2016, suite à la décision de la Commission du 7 mars 2016 visant à être plus amplement informée, dont :

- La lettre explicative de Monsieur X du 22 février 2016,
- Le contrat de travail d'employé signé le 22 mars 2016,
- Les réponses notées sur notre lettre de demande d'informations supplémentaires ;

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée ;

Attendu que la partie demanderesse déclare, dans son formulaire de demande, qu'elle ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée ;

La Commission administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, conseiller à la Cour du travail, Président
- Madame Anne ZIMMERMANN, représentante du SPF Emploi, Membre effective
- Madame Marie-Hélène VRIELINCK, représentante de l'ONSS, Membre effective
- Madame Doris MULOMBE, représentante de l'INASTI, Membre effective
- Monsieur Christian DEKEYSER, représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre effectif

Après avoir examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par *Madame Y et Monsieur X*, la Commission **décide** à la majorité :

Que les requérants mentionnent leur volonté de conclure une relation de travail salarié portant sur une activité de vente de montre et bijoux de seconde main ;

Que la décision de la Commission est donnée sur la base uniquement de la situation spécifique du requérant telle qu'elle résulte du formulaire de demande et des documents mentionnés ci-avant ;

Que les requérants n'ont pas demandé à être entendus ;

Que la requête vise la qualification de la relation de travail existant entre Monsieur X et la société Z SPRL (constituée par acte notarié du 21 décembre 2015) ;

Qu'il résulte du dossier que :

- Monsieur X a par le passé été propriétaire et gérant d'une société qu'il a dissoute il y a 10 ans, environ. Cette société gérait un magasin de montres et de bijoux de seconde main qui a été repris par la société (...) qui l'a engagé comme salarié pour gérer le magasin ;
- Cette société ayant renoncé à l'exploitation du magasin, ce dernier a été repris, au début de l'année 2016, par la société Z SPRL dont les parts sociales sont entièrement détenues par Madame Y, la fille de Monsieur X ;

Qu'il résulte des publications au Moniteur que Monsieur X est le seul gérant de la société, nommé pour une durée indéterminée avec pouvoir d'engager seul la société ;

Que Monsieur X a conclu avec la société représentée par sa fille, un contrat de travail d'employé pour lequel, selon sa requête, il souhaite être rémunéré au « minimum légal », car il ne souhaite pas coûter trop cher à (la société de) sa fille ;

Que si la Commission est compétente pour se prononcer sur la possibilité que Monsieur X soit occupé par la société en qualité de salarié (et soit assujéti au régime de sécurité sociale des travailleurs salariés), elle n'est pas compétente pour se prononcer sur le montant de la rémunération ;

Qu'il résulte de la loi-programme du 27 décembre 2006 que les parties choisissent librement la nature de leur relation de travail et que sous réserve que « l'exécution effective doit être en concordance avec la nature de la relation » ;

Qu'en l'espèce, la volonté des parties de conclure un contrat de travail, est claire ;

Que la volonté des parties peut toutefois être écartée sur base des critères généraux suivants :

- la liberté d'organisation du temps de travail,
- la liberté d'organisation du travail,
- la possibilité d'exercer un contrôle hiérarchique ;

Qu'en l'espèce, la difficulté réside dans le fait que bien qu'ayant conclu un contrat de travail avec la société, Monsieur X est le gérant unique de cette dernière de sorte que se pose en pratique, la question de savoir qui est susceptible d'exercer un contrôle hiérarchique sur ses activités ;

Que le contrôle hiérarchique doit, en principe, pouvoir être exercé de manière constante ; or, dans la mesure où dans une société, l'assemblée générale n'exerce que les compétences qui lui sont attribuées

par la loi, on admet que « l'autorité patronale sur un gérant de la société ne peut être exercée par l'assemblée générale des actionnaires, laquelle ne se réunit en principe qu'une seule fois par an » (Cour trav. Bruxelles, 10 septembre 2009, *Chron. D.S.*, 2011, p. 325) ;

Qu'en l'espèce, les statuts confirment que le gérant dispose « des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société » (article 16 des statuts de la société) et qu'en tant qu'associée, la fille de Monsieur X ne peut, en principe, « en rien s'immiscer dans (l') administration (de la société) » (idem, article 11) ;

Que dans la mesure où Monsieur X est l'unique gérant de la société et qu'il ne résulte pas à suffisance des éléments soumis à la Commission que sa fille exercerait, - ou à tout le moins, se serait réservé le pouvoir d'exercer -, d'autres contrôles que ceux qui sont dévolus à l'assemblée générale des associés, il faut considérer que Monsieur X n'est soumis à aucune autorité ;

Qu'il semble d'ailleurs organiser ses activités comme il le faisait du temps où il était indépendant ;

Qu'en l'absence de possibilité de contrôle hiérarchique, Monsieur X ne peut donc pas être occupé dans les liens d'un contrat de travail ;

Dans ces conditions, la Commission administrative décide qu'il y a lieu de requalifier la relation de travail et de considérer qu'en l'état actuel des choses, Monsieur X doit être assujetti au statut social des travailleurs indépendants, et non des travailleurs salariés.

Ainsi prononcé à la séance du 15/04/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.7 Décision n° 055

Secteur d'activité: Transports routiers de fret, sauf services de déménagement (NACEBEL 49.410)

Dossier n° : 055-FR-2016-02-04

Demande unilatérale

A la requête de Monsieur X – Ingénieur industriel (demandeur)

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite le 02/02/2016 et enregistrée le 04/02/2016 ;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la requête, dont :

- le formulaire de demande standard (complété et signé le 2/02/2016) ;

Vu les pièces supplémentaires déposées par courrier électronique du 4 avril 2016, suite à la décision de la Commission du 7 mars 2016 reportant la décision par manque d'informations suffisantes, dont :

- la lettre de réponse aux questions posées par la Commission
- le projet de contrat (Independent cooperation agreement)

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée;

Attendu que la partie demanderesse déclare, dans son formulaire de demande, qu'elle ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée.

La Commission administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, conseiller à la Cour du travail, Président
- Madame Anne ZIMMERMANN, représentante du SPF Emploi, Membre effective
- Madame Marie-Hélène VRIELINCK, représentante de l'ONSS, Membre effective
- Madame Doris MULOMBE, représentante de l'INASTI, Membre effective
- Monsieur Christian DEKEYSER, représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre effectif

Après avoir examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par Monsieur X, la Commission **décide** à la majorité,

1° Que la décision est donnée sur la base uniquement de la situation spécifique du requérant telle qu'elle résulte du formulaire de demande et des documents supplémentaires comme indiqué ci-avant ;

Que le requérant n'a pas demandé à être entendu ;

2° Qu'en l'espèce, se pose la question préliminaire de savoir s'il faut faire application de la présomption prévue par les articles 337/1 et 337/2 de la loi-programme¹¹ et par l'arrêté royal du 29 octobre 2013¹², dans la mesure où cette présomption est applicable aux relations de travail qui se situent dans le cadre du « transport de choses (...) pour le compte de tiers » (voir article 337/1, § 1^{er}, 3° de la loi-programme).

Que la Commission relève :

- Dans son avis n°1805 du 27 juin 2012 sur l'avant-projet de loi relative à la distinction entre travailleur salarié et travailleur indépendant, le Conseil national du travail (CNT) a précisé que : « (...) *la description des activités qui peuvent comporter un risque de fausse qualification de la relation de travail ne correspond pas nécessairement au champ d'une seule commission paritaire en ce qu'il peut être plus large ou plus réduit que le ressort de compétence d'une CP déterminée* » (page 8)¹³ ;

La présomption ne concerne donc pas nécessairement toutes les activités relevant d'une commission paritaire déterminée ;

- En ce qui concerne plus particulièrement le secteur du transport de choses, l'article 1, § 1^{er}, de l'arrêté royal déjà cité du 29 octobre 2013, précise que cet arrêt royal s'applique aux relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités énumérées à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 janvier 2010 instituant des sous-commissions paritaires du transport et de la logistique et fixant leur dénomination et leur compétence. Or, cet article 4 ne vise que les travailleurs dont l'occupation est de caractère principalement manuel, ce qui ne peut être le cas d'une activité de consultance informatique.

Qu'en conséquence, quoique la relation de la travail dont la Commission est saisie concerne une entreprise dont les activités relèvent de la sous-commission paritaire pour le transport routier et la logistique pour compte de tiers (voir en ce sens, le formulaire de demande, p. 2), la présomption n'est pas applicable, en l'espèce ;

Que dans ces conditions, il y a lieu de faire application, uniquement, des critères généraux prévus par la loi-programme ;

3° Qu'il résulte de la loi-programme que les parties choisissent librement la nature de leur relation de travail, sous réserve que « l'exécution effective doit être en concordance avec la nature de la relation » ;

Que la volonté des parties peut ainsi être écartée sur base des critères généraux suivants :

¹¹ Loi programme (I) du 25 AOUT 2012 modifiant le Titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, en ce qui concerne la nature des relations de travail

¹² Arrêté royal du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour le transport routier et la logistique pour compte de tiers.

¹³ Voir aussi, Doc. parl., Chambre, 53-2319/001, p. 8

- la liberté d'organisation du temps de travail,
- la liberté d'organisation du travail,
- la possibilité d'exercer un contrôle hiérarchique ;

Qu'en l'espèce, la volonté des parties de conclure une convention de collaboration indépendante est claire, les clauses du projet de contrat soumis à la Commission confirmant cette volonté ;

Qu'en ce qui concerne les circonstances particulières de la collaboration, Monsieur X a précisé dans le formulaire de demande :

« Le demandeur voudrait modifier la relation de travail existante, de type employé à temps plein depuis 22 ans. Durant les premières années, l'indépendant travaillera pour le même cocontractant car les projets et la charge de travail l'exigent, mais le demandeur va créer une SPRL dont il sera le gérant et qui reprendra en objet social à la fois ses activités de consultance mais aussi celle de son épouse dans la restauration, et leurs communes de chambre d'hôtes. Le but du demandeur est de développer les autres activités de sa SPRL le plus rapidement possible... ».

Que dans la mesure où Monsieur X était précédemment employé de la société avec laquelle il entend collaborer comme indépendant, la Commission l'a, par lettre du 14 mars 2016, invité à fournir certaines précisions en lien avec les critères cités ci-dessus. Il a répondu à ces questions par mail du 4 avril 2016.

Qu'il en résulte :

- En ce qui concerne les modalités d'organisation du travail, Monsieur X évoque « la disparition de la relation hiérarchique qui va de pair avec le changement de statut » et précise qu'il ne sera plus dépendant du Manager IT et des autres membres de la Direction de l'entreprise. Il ajoute qu'il ne sera plus « responsable hiérarchiquement des personnes composant l'équipe qui travaillera avec (lui) sur les projets en cours ou futurs » (c'est ainsi qu'il ne devra plus signer leurs demandes de congé) ;
- En ce qui concerne l'organisation du temps de travail, il précise que « le temps de travail sera réglé uniquement par la nécessité des projets en cours » et que « les prestations seront facturées à la journée (...) le nombre d'heures prestées dans une journée (pouvant) varier selon les nécessités pour mener à bien la mission et (étant) laissé à (sa) seule appréciation). Il ajoute que les journées de moins de 8 heures seront facturées « *au prorata temporis* » du forfait journalier ;
- En ce qui concerne la prise des congés, il indique que l'horaire et les jours de congé « relèveront de sa seule décision, bien que le choix puisse être influencé au jour le jour et en grande partie par les projets en cours.... » ;
- Enfin, en ce qui concerne la possibilité d'un contrôle hiérarchique, outre la déclaration faite à propos de « la disparition de la relation hiérarchique », il résulte du formulaire de demande que les parties entendent déterminer conjointement, en début d'année, les projets à réaliser et les objectifs à atteindre étant entendu qu'en fin d'exercice un bonus pourra être facturé en fonction des résultats réalisés ;

Que la convention ne donne pas d'indication plus précise sur la possibilité d'un contrôle hiérarchique ;

Que les éléments relevés ci-dessus ne contredisent pas la qualification de relation indépendante que les parties souhaitent adopter ;

Par ces motifs et au vu de tous les éléments susmentionnés, la Commission administrative estime que **la demande de qualification** de la relation de travail précitée **est recevable et fondée** et que les éléments qui lui ont été soumis ne contredisent pas la qualification d'indépendant.

Ainsi prononcé à la séance du 15/04/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.8 Décision n° 056

Secteur d'activité: Enseignement de la conduite d'aéronefs et de bateaux (NACEBEL 85.532)

Dossier n°: 056-FR-2016-02-18

Partie demanderesse : X SPRL, représentée par Y (futur gérant)

L'autre partie : Z, sans profession

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite et enregistrée le 18/02//2016;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la demande, dont :

- Formulaire de demande (complété et signé)

Vu les pièces supplémentaires déposées par courrier électronique, suite à la décision de la Commission du 7 mars 2016 reportant la décision par manque d'informations suffisantes, dont :

- Copie des statuts de la société
- Copie du contrat écrit
- Annexe du projet de contrat

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée;

Attendu que la partie demanderesse déclare, dans son formulaire de demande, qu'elle ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée.

La **Commission administrative** de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, conseiller à la Cour du travail, Président
- Madame Céline DU BLED, représentante du SPF Emploi, Membre suppléante
- Madame Marie-Hélène VRIELINCK, représentante de l'ONSS, Membre effective
- Madame Doris MULOMBE, représentante de l'INASTI, Membre effective
- Madame Mathilde HENKINBRANT, représentante du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléante

Après avoir examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par les requérants, la Commission **décide** à la majorité,

Que la décision est donnée sur la base uniquement de la situation spécifique des requérants telle qu'elle résulte du formulaire de demande et des documents supplémentaires comme indiqué ci-avant.

Que les requérants n'ont pas demandé à être entendus ;

Qu'en l'espèce, la volonté des parties de conclure une convention de collaboration de salarié est claire, les clauses du projet de contrat soumis à la Commission confirmant cette volonté, dont

- Contrat à durée indéterminée
- Rémunération fixe
- Horaire fixe (19 heures/semaine)

Que la convention donne des indications sur la possibilité d'un contrôle hiérarchique, dont *l'obligation pour Madame Z d'observer les horaires et les directives imposées par la société* comme stipulé dans le formulaire de demande (cf.*Objet et raison...*) ;

Que les éléments relevés ci-dessus ne contredisent pas la qualification de relation de salarié que les parties souhaitent adopter ;

Par ces motifs et au vu de tous les éléments susmentionnés, la Commission administrative estime que **la demande de qualification** de la relation de travail précitée **est recevable et fondée** et que les éléments qui lui ont été soumis ne contredisent pas la qualification de salarié.

Ainsi prononcé à la séance du 9/06/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.9 Décision n° 057

Secteur d'activité: Services de tatouage et de piercing (NACEBEL 96.092)

Dossier nr: 057/nl/2016/02/09/X

Verzoekende partijen:

- mevr. X
- dhr. Y

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, verstuurd bij aangetekende zending met poststempel 24 februari 2016;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekeningen van mevr. X en dhr. Y dd. 24 februari 2016;
- Model van samenwerkingsovereenkomst in bijlage bij voormeld aanvraagformulier;

Gelet op de twee mails dd. 28 april 2016, waarbij om bijkomende inlichtingen werd gevraagd;

Gelet op de twee mails dd. 28 april 2016 waarin mevr. X antwoordt op de bijkomende vragen;

Gelet op de mail dd. 29 april 2016 waarbij mevr. X en dhr. Y op de hoogte wordt gebracht van het feit dat de aanvraag zal behandeld worden ter zitting van 19 mei 2016;

Gelet op de mondelinge toelichting van mevr. X en dhr. Y tijdens de zitting van 19 mei 2016;

Overwegende dat de aanvrager zich, blijkens het aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Sven Vanhuyse, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, vast lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoekers werd voorgelegd, onderzocht.

De aanvraag werd ingediend door mevr. X en dhr. Y op basis van artikel 338, §2 van de programmawet van 27 december 2006.

Dit artikel laat een aanvraag op initiatief van elke partij toe, hetzij voorafgaand aan de aanvang van de arbeidsrelatie, hetzij binnen een termijn van een jaar na de aanvang van de arbeidsrelatie.

Gezien de samenwerking voortvloeide uit een opleiding die een aanvang nam in augustus 2015 en gezien de zelfstandige activiteit van dhr. Y volgens de Kruispuntbank van Ondernemingen een aanvang nam op 25 november 2015, gebeurde de aanvraag binnen de gestelde termijn van één jaar.

De Commissie stelt bijgevolg vast dat de aanvraag ontvankelijk is.

Mevr. X is gekend bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder nummer XXXX.XXX.XXX met als activiteit het plaatsen van tatoeages en piercings (Nacebel 96.092).

Dhr. Y is gekend bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder nummer XXXX.XXX.XXX met als activiteit het plaatsen van tatoeages en piercings (Nacebel 96.092).

Bij het aanvraagformulier werd een model “samenwerkingsovereenkomst” gevoegd. Deze overeenkomst stelt: *“De samenwerkende persoon wenst het beroep van tattooëerder uit te oefenen in samenwerking met mevrouw X”*.

In het aanvraagformulier wordt vermeld als activiteitssector: *“plaatsen van tatoeages”*.

Overwegende dat het in casu niet gaat om een activiteit waarvoor de wetgever heeft voorzien in specifieke criteria conform artikel 334 van voormelde programmawet, noch om een activiteit opgenomen in artikel 337/1 van deze programmawet, dient de arbeidsrelatie in casu beoordeeld te worden aan de hand van de vier algemene criteria zoals opgenomen in artikel 333, §1 van voormelde programmawet, met name de wil der partijen, de vrijheid van organisatie van werktijd, de vrijheid van organisatie van het werk en de mogelijkheid een hiërarchische controle uit te oefenen.

Wat betreft **de wil der partijen** blijkt zowel uit het aanvraagformulier als uit het bijgevoegd model van samenwerkingsovereenkomst dat de partijen gekozen hebben voor het zelfstandigenstatuut. Artikel 1 van de samenwerkingsovereenkomst stelt: *“Partijen komen overeen en erkennen uitdrukkelijk dat de rechtsverhouding die tussen hen tot stand wordt gebracht, een rechtsverhouding is tussen twee zelfstandige personen. Een arbeidsovereenkomst tussen partijen is definitief uitgesloten. Het betreft een loutere samenwerking”*.

Het aanvraagformulier vermeldt op de vraag “welke kwalificatie van de arbeidsrelatie hebt u gekozen”: “zelfstandig”.

Betreffende **de vrijheid van organisatie van de werktijd** blijkt het volgende uit het antwoord ingevuld op het aanvraagformulier:

- *“De tattooshop is open van dinsdag tem zaterdag, van 11h tot 18h.”* maar dhr. Y kan zelf kiezen *“hoeveel hij al dan niet werkt en dus ook hoeveel hij al dan niet verdient”*.
- *“Op bv zondag of maandag werken kan, of later savonds op de open dagen, maar dan moet de tattooeur er voor zorgen dat de voordeur terug gesloten wordt nadat hij zijn klant heeft binnen gelaten, zodat er geen klanten zonder afspraak binnen kunnen.”*
- *“De tattooeur in onderaanneming kan kiezen welke dagen van de week hij wel of niet werkt.”*
- *“De tattooeur werkt vaak later dan 18h, in de meerderheid van de gevallen start hij bv met zijn klant van die dag om 11h. Hij neemt pauzes wanneer en hoe vaak hij wilt, dit hangt helemaal van zijn eigen concentratievermogen af.”*
- *“Hij kan zelf kiezen hoe vroeg of hoe laat hij start met werken. Hij kan ook kiezen hoe zijn tijd tussen 2 klanten gespendeerd wordt.. bv boodschappen doen naar de GB, facturen/papierwerk maken, ontwerpen tekenen voor een volgende klant, babbeltje slaan aan de koffie, roken, naar huis, .. maakt niet uit.”*
- *“Veel klanten kunnen zich enkel op zaterdag vrijmaken. De zaterdagen zitten hier dan ook veel verder vooruit volgeboekt, dan de weekdagen. Niet werken op zaterdag is een slechte keuze om uw agenda vol te krijgen, daarom doet de tattooeur in onderaanneming dit wel, maar de keuze ligt bij hem.”*
- *“Welke dagen hij wel of niet werkt kunnen ook van week tot week anders zijn, maar dit is minder gebruikelijk aangezien de agenda weken en maanden vooruit vol staat.”*
- *“Tijdens de zomer sluiten wij een aantal weken onze shop. Dat betekent dat de shopeigenaar niet aanwezig is, en klanten zonder een afspraak niet kunnen komen binnengewandeld. De tattooeur die wel wil werken tijdens deze periode(s), kan. De artiest in onderaanneming heeft een sleutel en kan komen werken wanneer hij wil. Het enige wat wij vragen is dat ze de voordeur terug sluiten als hun klant binnen is. Hetzelfde geldt voor de kerstperiode. Het kan ook gebeuren dat wij als shopeigenaar/tattooer verlof nemen tijdens het jaar en alles gewoon open laten.”*
- *“De tattooeur in onderaanneming kiest zelf zijn verlofperiodes, wanneer en hoeveel. Als er een annulatie komt van een klant uit kiest de artiest zelf of hij deze dag terug herinboekt of zo laat.”*
- *“Wijzelf komen ook soms later of gaan ook soms eerder weg, de shop is vaak achtergelaten aan hem alleen.”*

Tijdens de zitting werd ook nog verduidelijkt dat betrokkene in geval van afwezigheid wegens ziekte geen medisch attest dient voor te leggen.

In de samenwerkingsovereenkomst staat in artikel 2: *“Partijen preciseren zelf in welke omstandigheden en onder welke wijze en voorwaarden qua werktijden, zij hun opdracht zullen vervullen”*.

Wat betreft **de vrijheid van organisatie van het werk** blijkt het volgende uit het antwoord ingevuld op het aanvraagformulier:

- *“De klant die een nieuwe tattoo wilt komt onze shop binnengewandeld. Of stuurt ons een email op ons algemeen emailadres. Deze wordt door mij (shopeigenaar of iemand anders die hier ook werkt, onze booker) ontvangen of beantwoord.”*
- *“Deze boeker maakt dat de artiest niet moet opstaan en zijn focus niet verliest over de huidige tattoo waar hij geconcentreerd aan bezig is. Deze boeker zet enkel werk in zijn agenda waarvan hij weet dat de artiest dit wilt. Bij twijfel komt de boeker dit vragen aan de artiest die aan het werk is. In dat geval moet hij enkel even opkijken om te beslissen of hij korte info kan geven (bv een tijdsinschatting), of ofdat hij zelf wil gaan praten met de klant en dus even pauze neemt”*
- *“Bij minder gewone aanvragen waarbij de boeker niet zeker is of dit een genre werk is die de tattooer in onderaanneming graag krijgt, wordt er aan de tattooer zelf gevraagd of hij dit werk ziet zitten. Hij kan hier neen op antwoorden, dit kan zijn ofwel omdat hij die stijl zelf niet graag ziet en hem dit dus niet ligt, maar dit kan ook zijn omdat hij zelf vindt dat hij dit niveau van werk (nog) niet aankan.”*
- *“Indien dit een kleinere tattoo is, en de boeker vraagt input aan de artiest, dan kan hij ook een vaste prijs geven. Als de artiest bv denkt dat het maar 30 minuten tattoowerk is, en de omvang van de tattoo is redelijk groot in cm², dan kan hij een vaste prijs zeggen van bv 90€. Deze inschatting doet de boeker nooit voor de artiest. Als de boeker zou 90€ vast zeggen, en de artiest blijkt er 2h werk aan te hebben.. dan zou hij te weinig verdient hebben (want per uur zou dit op 65x2=130€ komen). Dus enkel de artiest kan dit bepalen, en doet dit ook enkel als hij relatief zeker is hoe lang werk iets is.”*
- *“Hoeveel het uurtarief juist is voor de tattooer, kan hij zelf bepalen, maar wij als shopeigenaar suggereren wel een aan te raden vraagprijs (65€/h, 75€/h, 85€/h, 95€/h), die in verhouding ligt met de vraagprijzen van nog andere artiesten. Iemand die rapper werkt of een hoger niveau van prestaties neerzet, is vanzelfsprekend duurder dan een beginner. Als die beginner dan het duurste tarief zou uitkiezen, raakt die helemaal niet volboekt, dus dit zou niet logisch zijn.”*
- *“Het materiaal waarmee de artiest werkt, dus zijn tattoo-machine, power supply, clipcord, pedaal, laptop, kassakluisje en tekengerief zijn aangekocht door de tattooer zelf. Het verbruiksmateriaal, de stock dus, zijn aangekocht geweest door de eigenaar van de tattoo-shop. Dus bv inkt, naalden, vaseline, wegwerphandschoenen, bekers, vuilzakjes, ...” ; “Alhoewel de verbruiksmaterialen door de shop aangekocht worden, is het wel de artiest die beslist wat hij nodig heeft. Als de tattooer in onderaanneming beslist een ander system van tattoo-machine aan te kopen voor zichzelf, en daardoor ook een ander type wegwerpnaalden zal nodig hebben voor de tattoos te plaatsen, dan zal de shop dit ander type ook bestellen. De ene artiest heeft een voorkeur voor dit soort inkt, de andere wil alle merken testen en vergelijken, .. dat kan.”*
- *“De tattooer legt ook zijn eigen versie van de naverzorging uit aan de klant, die kan afwijken van wat de andere artiesten uitleggen.”*
- *“De tattooer in onderaanneming heeft toegang tot onze mailbox, en kan dus zelf emails beantwoorden indien hij projecten ziet die hij zelf wenst te doen. Het is niet vereist dat hij de mailbox ook in het oog houdt, maar kan dit dus vrijwillig wel doen. Indien de tattooer een eigen emailadres wenst te gebruiken om te communiceren met klanten kan dit ook.”*

- *“Vaak communiceren ze ook met klanten via hun eigen gsm of facebook. Wij hebben een apart emailadres aangemaakt voor de artiest in onderaanneming, waar we zijn klanten soms op forwarden zodat hij een persoonlijker antwoord kan geven.”*
- *“De tattooeur in onderaanneming heeft toegang tot onze facebook, daar kan hij foto’s op posten van zijn gezette werk van vandaag, om zo reclame te maken voor zijn stijl.”*
- *“Hij houdt ook zijn eigen social media bij ter promotie van zichzelf.”*
- *“De tattooeur kan zijn eigen plan trekken met alles.”*

Ter zitting werd verduidelijkt dat het dhr. Y is die uiteindelijk bepaalt hoeveel de klant dient te betalen. Hij is degene die precies weet hoelang hij gewerkt heeft en hij kan ook bijvoorbeeld de beslissing nemen om het laatste kwartier niet aan te rekenen aan de klant bij lange sessies.

Er werd ook gesteld dat Y bepaalde opdrachten kan weigeren en dat dit in het verleden ook reeds is gebeurd.

In de model-samenwerkingsovereenkomst staat inzake de organisatie van het werk in artikel 2: “Partijen preciseren zelf in welke omstandigheden en onder welke wijze en voorwaarden qua werktijden, zij hun opdracht zullen vervullen”.

Wat betreft de mogelijkheid om hiërarchische controle uit te oefenen werd in de mail dd. 28 april 2016 gesteld: *“Naar aanleiding van uw vraag vermoed ik dat deze vraag eerder betekent of er door mij (X) een hiërarchische controle over Y kan uitgevoerd worden. Dus in dit geval zou dit inderdaad eerder nee zijn.”*

Ter zitting werd door beide partijen verduidelijkt dat er geen sprake is van de uitoefening van een hiërarchische controle. Dhr. Y stelde dat hij zeer goed het verschil kon merken met zijn vroegere werkzaamheden als werknemer in een fabriek, waar er wel degelijk sprake was van een hiërarchische controle.

Gelet op het voorgaande stelt de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie dat deze arbeidsrelatie gekwalificeerd kan worden als een zelfstandige samenwerking en dit omwille van de expliciete keuze voor het zelfstandigenstatuut, de grote mate van vrijheid van organisatie van werk en vrijheid van organisatie van de werktijd en de afwezigheid van de mogelijkheid om hiërarchische controle uit te oefenen.

Aldus uitgesproken ter zitting van 19 mei 2016.

De voorzitter,
Lieven Lenaerts

6.10 Décision n° 058

Secteur d'activité: Coiffure (NACEBEL 96.021)

Dossier nr: 058/nl/2016/03/09/X

Verzoekende partijen:

- mevr. X
- dhr. Y

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, verstuurd bij aangetekende zending met poststempel 2 maart 2016;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekeningen van mevr. X en dhr. Y dd. 24 februari 2016;

Gelet op mail dd. 24 maart 2016, waarbij om bijkomende inlichtingen werd gevraagd;

Gelet op de mail dd. 27 april 2016 waarbij aan voormeld verzoek om bijkomende inlichtingen wordt herinnerd, gezien er geen antwoord werd ontvangen;

Gelet op de brief (gewone post) dd. 19 mei 2016 waarbij aan voormeld verzoek om bijkomende inlichtingen wordt herinnerd, gezien er geen antwoord werd ontvangen op de bij mail gevraagde inlichtingen;

Gelet op de mail dd. 25 mei 2016 waarin door dhr. W, accountant, geantwoord wordt op de gestelde bijkomende vragen;

Dit antwoord bevat tevens volgende stukken:

- Arbeidsreglement deel 1, deel 2A en deel 2B
- Arbeidscontract (pag. 1 en pag. 2)
- Beroepsfiche FOD Economie kapper-kapster;

Gelet op de mail dd. 3 juni 2016 waarbij mevr. X, dhr. Y en hun accountant dhr. W op de hoogte worden gebracht van het feit dat de aanvraag zal behandeld worden ter zitting van 23 juni 2016;

Gelet op de mail dd. 13 juni 2016 waarbij dhr. W om uitstel verzoekt;

Gelet op de mail dd. 17 juni 2016 waarin dit verzoek om uitstel werd ingewilligd en waarbij werd gemeld dat de aanvraag zal behandeld worden ter zitting van 5 september 2016;

Gelet op de mondelinge toelichting van mevr. X en dhr. Y tijdens de zitting van 5 september 2016;

Overwegende dat de aanvrager zich, zoals blijkt uit het aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- De heer Chris Vanlaere, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, plaatsvervangend lid
- De heer Sven Vanhuyse, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, vast lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoekers werd voorgelegd, onderzocht.

De aanvraag werd ingediend door mevr. X en dhr. Y.

De aanvraag gebeurde op basis van artikel 338, §2 van de programmawet van 27 december 2006. Dit artikel laat een aanvraag op initiatief van elke partij toe, hetzij voorafgaand aan de aanvang van de arbeidsrelatie, hetzij binnen een termijn van een jaar na de aanvang van de arbeidsrelatie.

Gezien de tewerkstelling volgens de arbeidsovereenkomst een aanvang nam op 12 april 2016 gebeurde de aanvraag binnen de gestelde termijn van één jaar.

De Commissie stelt bijgevolg vast dat de aanvraag ontvankelijk is.

Dhr. Y is gekend bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder nummer xxxx.xxx.xxx met onder andere als activiteit “haarverzorging” (Nacebel 96.021). Deze activiteit ving aan op 12 april 2016 en wordt uitgeoefend in hetzelfde pand als waar mevr. X en dhr. Y wettelijk samenwonen. Zij hebben een verklaring van wettelijke samenwoning afgelegd conform art. 1476 B.W.

In het aanvraagformulier wordt “kapper” vermeld als activiteit die zal uitgeoefend worden in het kader van de arbeidsrelatie.

Overwegende dat het in casu niet gaat om een activiteit waarvoor de wetgever heeft voorzien in specifieke criteria conform artikel 334 van voormelde programmawet, noch om een activiteit

opgenomen in artikel 337/1 van deze programmawet, dient de arbeidsrelatie in casu beoordeeld te worden aan de hand van de vier algemene criteria zoals opgenomen in artikel 333, §1 van voormelde programmawet, met name de wil der partijen, de vrijheid van organisatie van werktijd, de vrijheid van organisatie van het werk en de mogelijkheid een hiërarchische controle uit te oefenen.

In het aanvraagformulier werd op de vraag “welke **wil der partijen** werd in uw overeenkomst uitgedrukt” het volgende antwoord gegeven: “*De partijen hebben vrij gekozen om een werknemers – werkgeversarbeidsrelatie. Y treedt op als werkgever kapper en X treedt op als bediende werknemer. X zal een arbeidscontract ontvangen en ondertekenen.*”

Op de vraag “Beschrijf de **organisatie van de werktijd**” wordt geantwoord: “*X zal werken volgens vaste uurroosters beschreven in het arbeidscontract*”.

De vraag “Beschrijf de **organisatie van het werk**” werd als volgt beantwoord: “*X zal de afspraken vastleggen met de klanten en de volgorde van de uit te voeren taken. Y zal X heel gerichte instructies geven met de uit te voeren taken. Dit zal onder meer zijn: haren wassen, kassa bedienen, koffie geven, poetsen. X zal de nodige papieren bijhouden, betalingen opvolgen. Y doet de aankopen en maakt de stocklijsten aan. Y zal instaan voor de basiskennis bedrijfsbeheer en de beroepskennis van kapper.*”

Het antwoord op de vraag: “Is er een mogelijkheid van **uitoefening van hiërarchische controle?**” luidt: “*Y heeft de beroepskennis en leidt zijn onderneming alleen en oefent controle uit op zijn werkgevers. Y draagt ook als enige het economisch risico.*”

Dit antwoord wordt vervolgens als volgt toegelicht: “*De vrouw zal haar feitelijk samenwonende partner aanzien als haar baas en de instructies uitvoeren zoals ze dat zou doen voor iedere werkgever. Y heeft de beroepskennis van kapper en zal controle en gezag uitoefenen. Als werkgever mag de man een kwaliteitscontrole uitoefenen op het geleverde werk van zijn vrouw, bediende.*”

Vervolgens werden er schriftelijk bijkomende vragen gesteld aan mevr. X en dhr. Y. Deze vragen werd per mail dd. 24 maart 2016 gestuurd aan het mailadres dat voor beide aanvragers als het contactadres was opgegeven op het aanvraagformulier, met name Y@gmail.com.

Op 27 april 2016 werd een herinneringsmail gestuurd. Op 19 mei 2016 werd er per gewone post een rappel gestuurd.

Op 25 mei 2016 werd vanwege de accountant, dhr. W, volgende antwoorden per mail ontvangen:

Vraag: “*In de aanvraag staat zowel X als Z. Welk van beide is correct?*”

Antwoord: “*X is correct*”

Vraag: “*In de aanvraag wordt gesproken van “feitelijk samenwonende partner”. Mag ik daaruit concluderen dat er geen verklaring van wettelijke samenwoning werd afgelegd (art. 1476 BW)?*”

Antwoord: “*Betrokken zijn wettelijk samenwonend conform (art 1476 BW)*”

Vraag: “*Werd er reeds een arbeidsovereenkomst opgesteld? Zo ja, gelieve ons hiervan een kopie te bezorgen.*”

Antwoord: “*U vindt deze samen met het arbeidsreglement in bijlage*”

Vraag: “*Hoe wordt de werktijd gecontroleerd? Is er een prikklok? Wat indien de in de arbeidsovereenkomst vastgelegde werkuren niet worden gerespecteerd? Zijn er sancties voorzien?*”

Antwoord: “*Ik verwijs naar het arbeidsreglement*”

Vraag: *“Hoe wordt de jaarlijkse vakantie vastgelegd? Dient Mevr. X haar verlof aan te vragen? Kan dit geweigerd worden?”*

Antwoord: *“Mevr. X neemt in onderleg overleg met de heer Y haar verlof vast.”*

Vraag: *“Wat bij ... afwezigheden wegens ziekte? Dient zij een doktersattest af te leveren in geval van ziekte? ...?”*

Antwoord: *“Ik verwijs naar het arbeidsreglement”*

Vraag: *“Wat bij eventuele andere afwezigheden (bv bij een begrafenis)? Kan een dergelijke aanvraag geweigerd worden?”*

Antwoord: *“Ik verwijs naar het arbeidsreglement”*

Vraag: *“Zijn er sancties voorzien bij niet toegestane afwezigheden?”*

Antwoord: *“Ik verwijs naar het arbeidsreglement”*

Vraag: *“Er wordt gesteld dat er heel gerichte instructies zullen worden gegeven met betrekking tot de uit te voeren taken. Wat zal er gebeuren indien deze instructies niet opgevolgd worden? Op welke manier worden deze gecontroleerd? Zijn er sancties voorzien?”*

Antwoord: *“In overleg met betrokkenen: Praktisch zal de heer Y instaan voor de ‘afwerking’ van ieder kapsel, mevrouw X staat momenteel in voor het wassen en kleuren van de haren van het cliënteel. De heer Y beschikt over de nodige beroepskennis en zal dus onmiddellijk controleren en bijsturen waar nodig. Ik verwijs alsook naar het arbeidsreglement.”*

Vraag: *“U stelt dat er een kwaliteitscontrole uitgeoefend zal worden door dhr. Y. Hoe zal dit concreet gebeuren? Wat als het geleverde werk niet voldoet volgens dhr. Y?”*

Antwoord: *“Ik verwijs naar bovenstaande vraag.”*

Vraag: *“Is het kapsalon gevestigd in hetzelfde gebouw als waar jullie wonen?”*

Antwoord: *“Het kapsalon is gevestigd op het zelfde adres, maar is afgescheiden van het woongedeelte.”*

Vraag: *“Wie is de eigenaar van het gebouw waarin het kapsalon zich bevindt? Indien het een huurpand is: wie heeft de huurovereenkomst getekend? Wie betaalt de huur?”*

Antwoord: *“Mevrouw X en de heer Y bezitten elk 50% van het onroerend goed.”*

Vraag: *“Waarom zit volgens jullie het concrete verschil tussen de samenwerking in het kader van een arbeidsovereenkomst (zoals jullie voor ogen hebben) en een samenwerking tussen zelfstandige en zelfstandig helper?”*

Antwoord: *“Mevrouw X, beschikt niet over de noodzakelijk sectorale beroepskennis van Kapper en werkt onder het gezag van de heer Y. De heer Y staat volledig in voor de organisatie van het wassen, knippen, verven van de haren van de klanten. Mevrouw X voert de instructies van de heer Y uit aangaande het wassen en verven van de haren. De werktijd van mevrouw X is bovendien strikt bepaald.”*

De mail stelt daarnaast ook dat mocht de Commissie nog vragen hebben, deze rechtstreeks aan dhr. W mogen worden gericht.

In bijlage bij deze mail wordt het arbeidsreglement gevoegd, alsook de arbeidsovereenkomst die op 12 april 2016 werd gesloten tussen dhr. Y en mevr. X.

Het arbeidsreglement is een standaard arbeidsreglement waar niets werd aan toegevoegd, aangevinkt, bijgeschreven of ingevuld, behalve het uurrooster in bijlage nr. 2 en de handtekening en datering op pagina 11.

Artikel 1, waar de naam van de onderneming, het adres en de activiteit moeten worden ingevuld, is blanco.

Telkens waar er keuzemogelijkheden zijn in het arbeidsreglement, valt op dat nagelaten werd aan te geven welke optie in casu geldt. Dit is zo in artikel 5, waar men moet kiezen tussen prikklok en “ander systeem”, maar ook bijvoorbeeld in artikel 10 dat handelt over de modaliteiten van betaling van het loon (giraal of contant).

Betreffende afwezigheden stelt artikel 12 van het arbeidsreglement dat de werknemer de werkgever onmiddellijk en liefst telefonisch moet inlichten wanneer die zich in de onmogelijkheid bevindt zijn werk uit te voeren ten gevolge van ziekte.

De werknemer dient de werkgever een medisch getuigschrift van arbeidsongeschiktheid te bezorgen binnen de twee arbeidsdagen.

Het arbeidsreglement regelt in artikel 6 de rustdagen, in artikel 7 de feestdagen en in artikel 8 de jaarlijkse vakantie.

Er is evenwel geen specifieke bepaling inzake andere afwezigheden, zoals bij een begrafenis.

Op de zitting verduidelijkten mevr. X en dhr. Y dat dhr. Y vroeger een groot kapsalon had met 6 à 8 werknemers in dienst. Hij heeft deze onderneming evenwel moeten stopzetten om medische redenen.

In de periode van 5 mei 2008 tot 31 december 2010 was mevr. X als meewerkende echtgenote bij dhr. Y onderworpen aan het sociaal statuut der zelfstandigen.

Nu wensen zij het kapsalon opnieuw op te starten, maar op een veel kleinschaliger niveau, omdat dhr. Y op doktersadvies elke vorm van stress moet vermijden. Daarom is het kapsalon bijvoorbeeld niet open op zaterdag, werkt men enkel op afspraak en wil men het aantal klanten sterk beperken. Er zijn geen wekelijks terugkerende klanten, maar alleen klanten die om de vijf à zes weken terugkeren.

Wanneer de gezondheid van dhr. Y het niet toelaat worden er helemaal geen klanten geboekt. Ook een verdere uitbreiding is helemaal niet aan de orde: ze benadrukken dat ze niet meer met personeel willen werken, omdat dit teveel stress voor dhr. Y met zich meebrengt. Hetgeen hij nu doet is volgens dhr. Y eigenlijk al meer dan wat de dokters toelaten.

Mevr. X en dhr. Y benadrukten dat het gaat om een samenwerking, waar alles in onderling overleg gebeurt en waarbij dhr. Y zich beperkt tot het knippen zelf en de afwerking van het kapsel.

Mevr. X neemt al het overige werk voor haar rekening: haar wassen, haar kleuren, poetsen, koffie geven aan de klanten, administratie. In deze samenwerking gebeuren alle aankopen van de gemeenschappelijke rekening, zijn beiden samen eigenaar van al het materieel en materiaal en zijn beiden voor de helft eigenaar van het gebouw waarin het kapsalon zich bevindt.

Mevr. X staat haar man bij en zorgt ervoor dat hij ondanks zijn zwakke gezondheid toch nog het beroep van kapper kan uitoefenen.

Er wordt geen gebruik gemaakt van een prikkloksysteem en mevr. X neemt haar vakantie wanneer de zaak gesloten is. Dit laatste wordt in onderling overleg vastgelegd.

Omtrent de keuze van het statuut stellen ze dat zij dit niet zelf gekozen hebben. Zij hebben gevraagd aan hun boekhouder om ervoor te zorgen dat het “papierwerk” in orde was. Aangezien zij zelf helemaal niet op de hoogte te zijn van de wetgeving, vertrouwen zij dit integraal toe aan hun boekhouder Dhr. W.

Het is deze laatste die hen stelde dat zij een arbeidsovereenkomst dienden op te maken. Hun toenmalig sociaal secretariaat vond evenwel dat hun relatie eerder een samenwerking tussen zelfstandigen was en wou geen arbeidsovereenkomst opmaken.

Hierop raadde de boekhouder hen aan zich te wenden tot een ander sociaal secretariaat. Dit sociaal secretariaat stelde vervolgens een arbeidsovereenkomst en een arbeidsreglement op en zorgde voor de inschrijving bij de RSZ.

Op de vraag waar het verschil zich bevindt tussen hun huidige samenwerking en de samenwerking in het verleden (2008–2010) als meewerkende echtgenote antwoorden zij dat beide identiek zijn. Zij doen en deden alles samen, in onderling overleg.

Uit het voorgaande blijkt dat de antwoorden op de vragen die schriftelijk werden gesteld en die werden gegeven door accountant W, niet overeenstemmen met de realiteit zoals uiteengezet ter zitting door mevr. X en dhr. Y.

In werkelijkheid gaat het om een samenwerking waarbij de werktijd en de organisatie van het werk in onderling overleg wordt vastgelegd. Er is bijgevolg wel degelijk sprake van een grote vrijheid van organisatie van het werk en van de werktijd in hoofde van mevr. X.

Daarnaast bleek duidelijk dat er in de realiteit geen sprake is van het uitoefenen van hiërarchische controle door dhr. Y: betrokkenen werken in onderling overleg samen, net als zes jaar geleden toen mevr. X meewerkende echtgenote was en er tegelijkertijd ook 6 tot 8 werknemers in dienst waren.

De arbeidsovereenkomst en het standaard arbeidsreglement werden enkel opgemaakt en door de partijen ondertekend, omdat het “papierwerk” in orde zou zijn.

Rekening houdende met deze gegevens beslist de Commissie dat voormelde arbeidsrelatie niet verenigbaar is met de kwalificatie die de partijen aan de beoogde arbeidsrelatie hebben gegeven, met name een arbeidsovereenkomst.

De Commissie is immers van mening dat uit de vrijheid van organisatie van het werk, de vrijheid van organisatie van de werktijd en de afwezigheid van de mogelijkheid om een hiërarchische controle uit te oefenen moet afgeleid worden dat de samenwerking in casu geherkwalificeerd dient te worden als een samenwerking tussen zelfstandigen.

Aldus uitgesproken ter zitting van 5 september 2016.

De voorzitter,
Lieven Lenaerts

6.11 Décision n° 059

Secteur d'activité: Activités de revalidation ambulatoire
(NACEBEL 86.905)

Dossier n° : 059-FR-2016-03-29

Demande unilatérale

A la requête de Monsieur X – kinésithérapeute (demandeur)

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite le 17/03/2016 et enregistrée le 29/03/2016 ;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la requête, dont :

- le formulaire de demande standard (complété et signé 10/03/2016) ;
- Courrier de Maître Z

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée ;

Attendu que la partie demanderesse déclare, dans son formulaire de demande, qu'elle ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée.

La Commission administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, conseiller à la Cour du travail, Président
- Madame Anne ZIMMERMANN, représentante du SPF Emploi, Membre effective
- Madame Marie-Hélène VRIELINCK, représentante de l'ONSS, Membre effective
- Madame Doris MULOMBE, représentante de l'INASTI, Membre effective
- Monsieur Christian DEKEYSER, représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre effectif

Décide à la majorité :

La Commission a examiné la demande de qualification de la relation de travail qui lui a été soumise par la partie demanderesse.

Que la demande a été introduite par Maître Z, au nom de Monsieur X ;

Que, de l'examen du dossier il ressort que la requête porte sur la relation de travail existant entre l'ASBL Y et *Monsieur X* – kinésithérapeute ;

Que la décision de la Commission est donnée sur la base uniquement de la situation spécifique du requérant telle qu'elle résulte du formulaire de demande et des documents annexés comme indiqué ci-avant ;

Que la volonté des parties est de maintenir la qualité de travailleur salarié ;

Que le requérant n'a pas demandé à être entendu ;

Que la demande fait suite à une modification du contrat de travail découlant de l'obligation pour Monsieur X de faire usage de son numéro INAMI en vue de permettre à l'ASBL de solliciter le remboursement des prestations de kinésithérapie dispensées dans le cadre de ses prestations ;

Que la Commission est sans compétence pour se prononcer sur la conformité de cette modification avec la législation relative à l'assurance soins de santé obligatoire ;

Que pour la qualification de la relation de travail, la Commission doit faire usage des critères généraux prévus par la loi-programme précitée ;

Que la volonté des parties peut ainsi être écartée sur base des critères généraux suivants :

- la liberté d'organisation du temps de travail,
- la liberté d'organisation du travail,
- la possibilité d'exercer un contrôle hiérarchique ;

Que la Commission n'estime pas que le changement intervenu est susceptible de modifier la nature de la relation de travail, le fait de faire usage du numéro INAMI n'ayant, en l'espèce, pas d'incidence sur ces critères et n'influençant dès lors pas le fait d'être indépendant ou salarié ;

Que le changement intervenu concerne d'ailleurs, principalement, les relations avec les tiers ;

Qu'il n'y a dès lors pas lieu d'envisager de requalifier la relation de travail salariée ;

Par ces motifs et au vu de tous les éléments susmentionnés, la Commission administrative estime que le fait d'utiliser le numéro INAMI pour permettre le remboursement des prestations, est sans incidence sur la nature de la relation de travail et qu'il n'y a pas lieu, en l'espèce, d'envisager une requalification de la relation de travail salarié.

Ainsi prononcé à la séance du 15/04/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.12 Décision n° 060

Secteur d'activité: Autres activités de soutien aux entreprises
n.c.a. (NACEBEL 82.990)

Dossier nr: 060/nl/2016/04/09/ X

Verzoekende partij: mevr. X

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, verstuurd bij aangetekende zending met poststempel 4 april 2016;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van mevr. X dd. 1 april 2016;
- Model van de dienstverleningsovereenkomst in bijlage bij voormeld aanvraagformulier;

Gelet op de brief dd. 20 mei 2016, waarbij om bijkomende inlichtingen werd gevraagd;

Gelet op de aangetekende brief dd. 5 augustus 2016 waarbij aan voormeld verzoek om bijkomende inlichtingen wordt herinnerd, gezien er geen antwoord werd ontvangen;

Gelet op de bij aangetekende brief en mail dd. 25 augustus 2016 van mevrouw X ontvangen antwoorden op de gestelde bijkomende vragen;

Dit antwoord bevat tevens volgende stukken:

- Samenwerkingsovereenkomst tussen BVBA A en VOF Y dd. 31 maart 2016
- Dienstverleningsovereenkomst tussen VZW B en VOF Y dd. 25 juli 2016;

Gelet op de mail dd. 14 september 2016 waarbij mevr. X op de hoogte wordt gebracht van het feit dat de aanvraag zal behandeld worden ter zitting van 10 oktober 2016;

Gelet op de mondelinge toelichting van mevr. X tijdens de zitting van 10 oktober 2016;

Overwegende dat de aanvrager zich, zoals blijkt uit het aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;
De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Sven Vanhuyse, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, vast lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoekster werd voorgelegd, onderzocht.

De aanvraag werd ingediend door mevr. X. Zij wenst haar arbeidsrelatie met de NV Z (KBO-nummer xxxx.xxx.xxx) voor te leggen aan de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie.

Mevr. X werkte voorheen als bediende bij dezelfde NV Z in het kader van een arbeidsovereenkomst. Ter zitting verduidelijkte mevrouw X dat haar taak er toen in bestond om de administratie in de ruime zin (wagenpark, verzekeringen, lonen, tijdregistratie,...) van het bedrijf op orde te stellen, na een reorganisatie van de onderneming ten gevolge van een overname.

Deze arbeidsovereenkomst werd op vraag van mevrouw X stopgezet omdat ze van mening was dat haar taak, na er ongeveer een jaar te hebben aan gewerkt, volbracht was. Zij stelt enkel interesse te hebben in concrete, tijdelijke projecten en niet in recurrente taken zoals het opstellen van loonbrieven en dergelijke.

Haar taken in het kader van de voorliggende arbeidsrelatie hebben enkel betrekking op human resources management. Ze zijn zuiver projectmatig en veel beperkter qua omvang. Dit laatste omdat zij ook nog projecten uitvoert voor andere klanten.

Zo werd via de VOF Y ook een dienstverleningsovereenkomst voor het verrichten van HR-projecten afgesloten met de VZW B alsook een samenwerkingsovereenkomst met de BVBA A. Deze laatste overeenkomst behelst lesopdrachten.

De aanvraag gebeurde op basis van artikel 338, §2 van de programmawet van 27 december 2006. Dit artikel laat een aanvraag op initiatief van elke partij toe, hetzij voorafgaand aan de aanvang van de arbeidsrelatie, hetzij binnen een termijn van een jaar na de aanvang van de arbeidsrelatie.

De aanvraag van 1 april 2016 gebeurde voorafgaandelijk gezien de voorgelegde arbeidsrelatie pas begon in juli 2016.

De Commissie stelt bijgevolg vast dat de aanvraag ontvankelijk is.

Uit de Kruispuntbank van Ondernemingen blijkt dat mevrouw X sedert 1 april 2016 de zaakvoerder is van de VOF Y. Deze vennootschap heeft haar maatschappelijke zetel op het adres xxx. Naast mevrouw X is ook dhr. W zaakvoerder van de VOF Y. Ter zitting verduidelijkte mevrouw X dat Dhr. W haar echtgenoot is.

De aanvraag heeft betrekking op een overeenkomst tussen twee vennootschappen, met name de VOF Y en de NV Z.

Een dergelijke overeenkomst sluit principieel uit dat de prestaties die krachtens die overeenkomst worden geleverd aangemerkt kunnen worden als de uitvoering van een arbeidsovereenkomst, tenzij ingeval er sprake is van een wilsgebrek of veinzing (Arbeidshof Brussel, 26 september 2008, *JTT*, 2008, p. 468).

Er is sprake van veinzing wanneer de werkelijke wil van de partijen erin bestaat om een rechtstreekse contractuele relatie tot stand te brengen tussen een fysiek persoon en een vennootschap. (Arbeidsrechtbank Brugge, 28 december 1994, *JTT*, 1995, p. 305)

Ter zitting verklaarde mevrouw X dat ze met haar tewerkstelling via de VOF geen arbeidsrelatie als werknemer heeft willen verbergen, wat ze door de Administratieve Commissie wil laten nagaan.

Blijkens de gegevens van de Kruispuntbank van Ondernemingen is de VOF Y er gekend onder het nummer xxxx.xxx.xxx, met onder meer als activiteit: "overige zakelijke dienstverlening" (Nacebel 82.990).

In het aanvraagformulier wordt er vermeld als activiteit die zal uitgeoefend worden in het kader van de arbeidsrelatie: "*human resources services: management, research, advies, controles, bemiddeling, hr projecten*".

Ter zitting verduidelijkte mevrouw X dat zij projectmatige HR-ondersteuning biedt aan kleinere ondernemingen die aan het groeien zijn. Ze geeft als voorbeeld het maken van job-omschrijvingen om evaluaties efficiënter te maken, het zoeken naar geschikte kandidaten voor een concrete vacature of het geven van advies bij rekruteringen.

Overwegende dat het in casu niet gaat om een activiteit waarvoor de wetgever heeft voorzien in specifieke criteria conform artikel 334 van voormelde programmawet, noch om een activiteit opgenomen in artikel 337/1 van deze programmawet, dient de arbeidsrelatie beoordeeld te worden aan de hand van de vier algemene criteria zoals opgenomen in artikel 333, §1 van voormelde programmawet, met name de wil der partijen, de vrijheid van organisatie van werktijd, de vrijheid van organisatie van het werk en de mogelijkheid een hiërarchische controle uit te oefenen.

Inzake **de wil der partijen** blijkt uit het aanvraagformulier dat werd gekozen voor "*zelfstandig dienstverlener*".

Op de vraag "Welke wil der partijen werd in uw overeenkomst uitgedrukt" werd geantwoord: "*de wil van beide partijen om op zelfstandige basis samen te werken*".

In het voorgelegde model van dienstverleningsovereenkomst wordt gesteld: "*De partijen willen hierbij op basis van wederzijdse onafhankelijkheid samenwerken*".

Betreffende **de vrijheid van organisatie van de werktijd** wordt vermeld op het aanvraagformulier bij de vraag "Beschrijf de organisatie van de werktijd": "*Geen minimum of vaste dagen en/of uren, volgens beschikbaarheden want meerdere opdrachtgevers*".

Het model van dienstverleningsovereenkomst stelt in artikel 3: "*De opdrachtnemer, die zijn taak in volledige onafhankelijkheid vervult, preciseert zelf in welke omstandigheden en onder welke voorwaarden qua werktijden (...) hij zijn werkzaamheden zal vervullen. (...) De opdrachtnemer bepaalt vrij de data en periodes waarop geen prestaties zullen geleverd worden. De opdrachtnemer, die de diensten in volledige onafhankelijkheid levert, bepaalt zelf in welke omstandigheden en onder welke voorwaarden qua werktijden (...) de diensten zullen worden verstrekt*"

Inzake **de vrijheid van organisatie van het werk** werd in het aanvraagformulier als volgt geantwoord op de vraag "beschrijf de organisatie van het werk": "*Autonoom volgens eigen inzichten, ideeën en ervaringen*".

De dienstverleningsovereenkomst stelt in artikel 2: "*De opdrachtnemer verbindt zich ertoe dat hij de prestaties volledig autonoom en volgens zijn eigen inzichten en bevindingen zal verrichten. De opdrachtnemer bepaalt zelf de organisatie van het werk.*"

In artikel 3 van deze overeenkomst wordt gesteld: "*De opdrachtnemer, die zijn taak in volledige onafhankelijkheid vervult, preciseert zelf in welke omstandigheden en onder welke voorwaarden qua (...) wijze van uitvoering van zijn opdrachten en werkmiddelen hij zijn werkzaamheden zal vervullen. (...) De opdrachtnemer, die de diensten in volledige onafhankelijkheid levert, bepaalt zelf in welke omstandigheden en onder welke voorwaarden qua (...) werkwijze en werkmiddelen de diensten zullen worden verstrekt*"

De mogelijkheid om hiërarchische controle uit te oefenen bestaat volgens het aanvraagformulier niet.

De overeenkomst stelt in artikel 3: "*De opdrachtnemer organiseert zelf de werkzaamheden en staat niet onder gezag, leiding en toezicht voor de uitvoering van deze overeenkomst. (...) De opdrachtgever kan hierbij geen hiërarchische controle uitoefenen. Voor zover de opdrachtgever wenken of richtlijnen zou geven in verband met de uitvoering van de werkzaamheden, zullen die louter strekken tot de effectieve uitvoering van de contractuele afspraken zonder in te grijpen op de wijze van uitvoering van de overeenkomst, aangezien de opdrachtnemer daar exclusief over beslist.*

Alle documenten, briefwisseling en onderhandelingen gevoerd tussen de opdrachtgever en de opdrachtnemer moeten in dit verband aanzien worden als onontbeerlijk werkinstrument om ze toe te laten om de huidige verbintenis uit te voeren en niet als uitdrukking van enigerlei gezagsverhouding tussen de opdrachtgever enerzijds en de opdrachtnemer en zijn medewerkers anderzijds."

Gelet op het voorgaande stelt de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie dat de arbeidsrelatie tussen mevrouw X, zoals uitgevoerd via de VOF Y, en de NV Z, in de zin zoals voorgesteld aan de Commissie, niet gekwalificeerd kan worden als een tewerkstelling in het kader van een arbeidsovereenkomst.

Aldus uitgesproken ter zitting van 10 oktober 2016.

De voorzitter,
Lieven Lenaerts

6.13 Décision n° 061

Secteur d'activité: Fabrication d'autres textiles techniques et industriels (NACEBEL 13.960)

Dossier n° : 061-FR-2016-03-17

Demande conjointe

A la requête de :

Monsieur X, Madame Y

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite le 22/04/2016 et enregistrée le 2/05/2016 ;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la requête, dont :

- le formulaire de demande standard (complété et signé) ;

Vu le courrier adressé au requérant le 20 juin 2016 et l'invitant à répondre aux questions suivantes dans les meilleurs délais :

- ***Quelle est l'activité principale de Monsieur X ?***
- ***Quel lien y a-t-il entre l'activité principale de Monsieur X et l'activité de broderie industrielle (expliquer) ?***
- ***Quel est le rôle de Madame Y dans le processus de production ?***
- ***De quelle autonomie dispose-t-elle dans l'exécution de ses tâches ?***
- ***Comment Monsieur X compte-t-il exercer l'autorité caractéristique du contrat de travail ?***
- ***Des investissements ont-ils été effectués en vue de l'activité de broderie industrielle ?***
- ***Quelle est le montant de la rémunération accordée à Madame Y pour son travail ?***
- ***Si un contrat écrit (ou un projet de contrat écrit) a été établi entre les parties, pouvez-vous nous en réserver copie ?***

Attendu qu'il a été répondu à ces questions, le 5 juillet 2016,

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée;

Attendu que les parties demanderesse déclarent, dans leur formulaire de demande, qu'elles ne se trouvent pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée.

La **Commission Administrative de règlement de la relation du travail**, composée de :

- Monsieur Jean-François Neven, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles, président
- Madame Anne Zimmermann, représentante du SPF Emploi, Membre effective
- Madame Doris Mulombe, représentante de l'INASTI, Membre effective
- Madame Géraldine Elfathi, représentante du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléante
- Monsieur Ylber Zejnnullahu, représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant

Décide à la majorité :

La Commission a examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par Monsieur X et Madame Y, domiciliée à la même adresse ;

Que la requête porte sur la qualification d'une relation de travail, entre une société spécialisée en broderie industrielle représentée par Monsieur X (patron et travailleur principal) et Madame Y, l'épouse de ce dernier ;

Que les requérants indiquent leur volonté de conclure une relation de *travail de salarié* portant sur une activité de broderie industrielle ;

Que la décision de la Commission est donnée sur la base uniquement de la situation spécifique des requérants telle qu'elle résulte du formulaire de demande et des informations supplémentaires communiquées à la demande de la Commission ;

Que la Commission a, en réponse à sa demande du 20 juin 2016, reçu par mail du 5 juillet 2016 les informations supplémentaires suivantes :

Quelle est l'activité principale de Monsieur X ?

Indépendant.

Quel lien y a-t-il entre l'activité principale de Monsieur X et l'activité de broderie industrielle (expliquer) ?

Il est le patron et le travailleur principal de l'activité.

Quel est le rôle de Madame Martin dans le processus de production ?

Elle exécutera les tâches intermédiaires tout au long de la production comme la préparation de support: découpe à mesure de tissus et différentes matières et leur assemblage, surveiller les machines quibrodent, vérification des textiles brodés, couture velcro sur patch, préparer les envois clients et aller à la poste, réceptionner et contrôler les marchandises commandées, entretien des locaux (aspirateur), ceci dans le but d'alléger une partie de la charge de travail exécutée par X, pour que celui-ci puisse s'atteler aux tâches les plus complexes.

De quelle autonomie dispose-t-elle dans l'exécution de ses tâches ?

Après quelques explications, elle pourra réaliser les tâches les plus simples, quand elles seront nécessaires et lui seront demandées par X, comme par exemple la préparation et la découpe des tissus et les finitions après broderies. Les tâches plus compliquées, tels que manipulation des brodeuses, découpe au laser, demanderont un apprentissage. Certaines tâches ne lui seront jamais demandées, car elles exigent

beaucoup trop d'expérience comme par exemple la digitalisation de logo, le graphisme, le convertissement de dessins en broderie.

Comment Monsieur X compte-t-il exercer l'autorité caractéristique du contrat de travail ?

En respectant les règles du travail et du contrat de travail. (X a été lui-même employé pendant 23 ans dans une imprimerie.)

Des investissements ont-ils été effectués en vue de l'activité de broderie industrielle ?

Oui et il est prévu d'en faire encore.

Quel est le montant de la rémunération accordée à Madame Y pour son travail ?

Par rapport à la Commission Paritaire 120, le salaire horaire est entre 10,7578 € (débutants) et 15,2665 € (expérimentés).

Si un contrat écrit (ou un projet de contrat écrit) a été établi entre les parties, pouvez-vous nous en réserver une copie ?

Nous débiterons avec un contrat de 13 heures par semaine, réparties en 3 fois 4 heures en horaire variable. Il est convenu, entre les deux parties, que ce temps partiel pourra évoluer vers un mi-temps, voir jusqu'à un temps complet, suivant l'évolution de l'entreprise.

Pour le reste du contrat nous nous référerons à ce que la loi a prévu.

Que les requérants n'ont pas demandé à être entendus ;

Qu'en ce qui concerne la relation de travail, il est prévu :

- en ce qui concerne la qualification du contrat, que « le travailleur prestera en qualité de salarié » ;
- en ce qui concerne l'organisation du travail, que le travailleur « dans un premier temps sera amenée à effectuer des tâches simples en amont et en aval d'autres étapes [...] » ;
- en ce qui concerne le temps de travail, que le travailleur débutera avec un contrat de 13 heures/semaine, selon un *horaire variable*, réparti en 3 fois 4 heures, temps qui pourra évoluer vers un mi-temps voire jusqu'à un temps complet ;

Que les parties entendent que la relation de travail respecte le lien hiérarchique ;

Qu'en l'état actuel du dossier, la Commission n'aperçoit pas d'éléments permettant de contredire la qualification choisie par les parties ;

Par ces motifs et au vu de tous les éléments susmentionnés, la Commission administrative estime que **la demande de qualification** de la relation de travail précitée **est recevable et fondée** et que les éléments ne contredisent pas la qualification de salarié.

Ainsi prononcé à la séance du 2/9/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.14 Décision n° 062

Secteur d'activité: Commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire (NACEBEL 47.114)

Dossier nr: 062/nl/2016/05/09/X

Verzoekende partijen:

- X
- BVBA Y

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, ontvangen op 4 mei 2016;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van dhr. X dd. 2 april 2016 en mevr. Z, als vertegenwoordiger van BVBA Y, dd. 2 april 2016;

Gelet op de mail dd. 25 mei 2016, waarbij om bijkomende inlichtingen werd gevraagd;

Gelet op het bij mail dd. 12 juli 2016 ontvangen antwoord;

Gelet op de mail dd. 11 augustus 2016, waarbij om bijkomende inlichtingen werd gevraagd;

Gelet op de mail dd. 10 oktober 2016 waarbij aan voormeld verzoek om bijkomende inlichtingen wordt herinnerd, gezien er geen antwoord werd ontvangen;

Gelet op het bij mail dd. 10 oktober 2016 ontvangen antwoord;

Gelet op de per brief dd. 12 oktober 2016 ontvangen kopie van de arbeidsovereenkomst voor bedienden, gesloten op 1 oktober 2015 tussen dhr. X en BVBA Y;

Gelet op de mail dd. 18 oktober 2016 waarbij dhr. X en mevr. Z om bijkomende inlichtingen wordt gevraagd en waarbij zij op de hoogte worden gebracht van het feit dat de aanvraag zal behandeld worden ter zitting van 8 november 2016 en waarbij zij uitgenodigd worden om gehoord te worden;

Gelet op uitblijven van een antwoord op dit verzoek om bijkomende inlichtingen dd. 18 oktober 2016;

Gelet op de afwezigheid van dhr. X en mevr. Z op de zitting van 8 november 2016;

Overwegende dat de aanvrager zich, blijkens zijn aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Sven Vanhuysse, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, vast lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoekers werd voorgelegd, onderzocht.

De aanvraag werd ingediend door dhr. X en BVBA Y.

Dhr. X werkt sedert 1 oktober 2015 als “verantwoordelijke voor de administratie” bij BVBA Y in het kader van een arbeidsovereenkomst voor bedienden.

Hij bezit tevens de helft van de aandelen van dezelfde vennootschap. De overige helft van de aandelen behoort toe aan mevr. Z. Zij is de echtgenote van dhr. X.

Voordien (tot en met 30 september 2015) baatte dhr. X dezelfde supermarkt uit, samen met zijn echtgenote mevr. Z, maar dan als zelfstandige.

Uit de Kruispuntbank van Ondernemingen blijkt dat de BVBA Y er gekend is onder nummer xxxx.xxx.xxx in de categorie “Detailhandel in niet-gespecialiseerde winkels waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen” (Nacebel 47.114).

De BVBA Y baat een SPAR-supermarkt uit. Het contract voor deze uitbating liep ten einde op 30 september 2015 en mevr. Z en dhr. X wilden de uitbating stoppen en de zaak verkopen aan concurrent Carrefour.

De overname door Carrefour werd echter om verschillende redenen uitgesteld tot eind 2018, waardoor de BVBA Y de zaak nog tot die datum zelf zal blijven uitbaten.

Dhr. X had evenwel *“reeds zijn ontslag ingediend als zaakvoerder om in de privé aan de slag te kunnen gaan”*.

Door het onverwachte uitstel van de verkoop, bleek dit ontslag voorbarig en besliste hij om zijn echtgenote toch verder te blijven bijstaan bij de uitbating van de supermarkt.

Dit evenwel niet meer op zelfstandige basis, zoals voorheen, maar met een arbeidsovereenkomst voor bedienden, omdat *“ik niet opnieuw een wijziging van statuut wens”*, aldus dhr. X. Die arbeidsovereenkomst ging in op 1 oktober 2015.

De aanvraag gebeurde op basis van artikel 338, §2, derde lid van de programmawet van 27 december 2006. Dit artikel laat een aanvraag op initiatief van elke partij toe, hetzij voorafgaand aan de aanvang van de arbeidsrelatie, hetzij binnen een termijn van een jaar na de aanvang van de arbeidsrelatie. De aanvraag van 4 mei 2016 gebeurde binnen deze termijn.

De Commissie stelt bijgevolg vast dat de aanvraag ontvankelijk is.

In het aanvraagformulier wordt “kleinhandel – voeding” als activiteitssector van de onderneming vermeld.

Overwegende dat het in casu niet gaat om een activiteit waarvoor de wetgever heeft voorzien in specifieke criteria conform artikel 334 van voormelde programmawet, noch om een activiteit opgenomen in artikel 337/1 van deze programmawet, dient de arbeidsrelatie beoordeeld te worden aan de hand van de vier algemene criteria zoals opgenomen in artikel 333, §1 van voormelde programmawet, met name de wil der partijen, de vrijheid van organisatie van werktijd, de vrijheid van organisatie van het werk en de mogelijkheid een hiërarchische controle uit te oefenen.

Inzake **de wil der partijen** blijkt zowel uit het aanvraagformulier als uit de schriftelijke arbeidsovereenkomst dat de partijen gekozen hebben voor het werknemersstatuut. Zo stelt artikel 1 van de arbeidsovereenkomst: *“De werkgever neemt de werknemer in dienst in het kader van een arbeidsovereenkomst voor bedienden”*.

Het aanvraagformulier geeft als antwoord op de vraag “Welke kwalificatie van de arbeidsrelatie hebt u gekozen”: *“werknemer”*

Betreffende **de vrijheid van organisatie van de werktijd** wordt in de arbeidsovereenkomst, in punt 5, gestipuleerd: *“De wekelijkse arbeidsduur bedraagt 38,00u. Het uurrooster in bijlage vermeldt het begin en het einde van de arbeidsdag, de dagelijkse arbeidsduur en de werktijden.”*

In bijlage bij de arbeidsovereenkomst bevindt zich een uurrooster, met vaste prestaties van dinsdag tot en met zaterdag van 9u tot 12u en van 14u tot 18u. Op zondag wordt er gewerkt van 9u tot 12u. Op maandag zijn er geen prestaties voorzien.

De arbeidsovereenkomst stelt in artikel 7.1: *“De werkgever zal elke vertraging of afwezigheid op het werk onmiddellijk melden aan en rechtvaardigen tegenover de werkgever. Bovendien moet elke arbeidsongeschiktheid binnen de 48 uur na het ontstaan ervan door de werknemer verantwoord worden door de voorlegging van een medisch attest.”*

Artikel 7.2 van de arbeidsovereenkomst stelt: *“De werknemer zal zijn vakantie nemen in overleg met en na akkoord van de werkgever”*.

Inzake **de vrijheid van organisatie van het werk** werd in het aanvraagformulier als volgt geantwoord op de vraag “beschrijf de organisatie van het werk”: *“Administratie en logistieke taken in opdracht van de werkgever”*.

Er werd volgende bijkomende vraag gesteld: *“Wie bepaalt hoe er gewerkt wordt? Zijn er bijvoorbeeld instructies over de te volgen werkwijze? Zijn er sancties indien men deze procedure niet volgt?”* Deze vragen werden evenwel niet beantwoord.

Op de vraag of er **hiërarchische controle** mogelijk is wordt op het aanvraagformulier geantwoord: “*minimaal*”, met volgende verduidelijking: “*Bij afwezigheid van de zaakvoeder en de opdrachten van de zaakvoeder mededelen aan de collega’s*”.

Hieruit blijkt dat de vraag werd geïnterpreteerd in de zin van: “oefent X hiërarchische controle uit?” in plaats van “is er hiërarchische controle op dhr. X?”

Op de bijkomende vragen rond de aanwezigheid van hiërarchische controle werd niet geantwoord.

Omtrent de hiërarchische controle dient erop gewezen te worden dat er pas sprake kan zijn van een effectieve controle indien er binnen de vennootschap een orgaan of een persoon bestaat die de controle daadwerkelijk kan uitoefenen.

In casu is dit niet het geval: gezien dhr. X zelf reeds de helft van de aandelen bezit van de BVBA Y, bestaat er geen dergelijk orgaan noch een persoon, zodat er geen mogelijkheid is om hiërarchische controle uit te oefenen, zelfs niet theoretisch. Ook zijn echtgenote, mevr. Z kan geen dergelijke controle uitoefenen vermits ook zij slechts de helft van de aandelen bezit.

Het feit dat dhr. X de helft van de aandelen van de BVBA Y bezit heeft ook gevolgen voor wat betreft de hierboven besproken criteria “vrijheid van organisatie van het werk” en “vrijheid van organisatie van de werktijd”. Deze vrijheden worden immers in de arbeidsovereenkomst beperkt door de werkgever.

Gezien dhr. X via zijn aandeelhouderschap controle heeft over deze werkgever-vennootschap, kan er geen sprake zijn van het afdwingen van deze beperkingen.

Bijgevolg kan enkel geconcludeerd worden dat er, ondanks de bepalingen van de arbeidsovereenkomst, er wel degelijk in hoofde van dhr. X een grote mate van vrijheid van organisatie van de werktijd en een grote mate van vrijheid van organisatie van het werk is.

Gelet op het voorgaande stelt de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie dat deze arbeidsrelatie niet gekwalificeerd kan worden als een tewerkstelling in het kader van een arbeidsovereenkomst en dit ondanks de expliciete keuze voor het werknemersstatuut.

Gezien dhr. X de helft van de aandelen bezit van de BVBA Y, bestaat er geen orgaan, noch een persoon die de in de arbeidsovereenkomst omschreven beperkingen aan de vrijheid van organisatie van het werk en de vrijheid van organisatie van de werktijd kan afdwingen. Er bestaat ook niet de mogelijkheid om een hiërarchische controle uit te oefenen.

Aldus uitgesproken ter zitting van 8 november 2016.

De voorzitter,
Lieven Lenaerts

6.15 Décision n° 063

Secteur d'activité: Restauration à service complet (NACEBEL 56.101)

Dossier n° : 063-fr-2016-04-28-X1

Partie demanderesse : X

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite et enregistrée le 28/04/2016 ;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la demande, dont :

- le Formulaire de demande complété et signé (signé le 22/04/2016–date de la poste 28/04/2016),

Vu la décision de la Commission prise lors de sa séance du 2 juin 2016, de reporter sa décision dans l'attente d'informations supplémentaires essentielles à l'examen de la demande,

Vu le courrier adressé au requérant le 20 juin 2016 et l'invitant à répondre aux questions suivantes :

- *Quand pensez-vous entamer l'activité ?*
- *Pouvez-vous présenter la structure hiérarchique complète (y compris le personnel salarié) qui sera mise en place, en précisant pour chaque fonction concernée par la demande de qualification, le contenu du reporting auquel son titulaire sera soumis ?*
- *Pouvez-vous identifier les éléments qui permettent de considérer qu'il n'y aura pas de contrôle hiérarchique sur les collaborateurs indépendants ?*
- *Par qui l'organisation du travail sera-t-elle définie ? Qui définira la carte et les menus ? Comment et selon quels critères, la qualité des prestations fournies par un collaborateur indépendant sera-t-elle contrôlée ? Dans quelle mesure un collaborateur indépendant sera-t-il responsable de ses erreurs ?*
- *Qui fixera l'horaire de travail et les jours de congé ?*
- *Dans quels cas, un collaborateur indépendant pourrait-il refuser une mission ?*
- *Qu'est ce qui se passera en cas d'incapacité de travail d'un collaborateur indépendant ? Le collaborateur indépendant sera-t-il tenu de faire parvenir un certificat médical ?*
- *Si une société a été constituée pouvez-vous nous communiquer ses statuts ?*

Attendu que Monsieur X n'a donné aucune suite à la demande de la Commission ;

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée ;

La **Commission Administrative de règlement de la relation du travail**, composée de :

- Monsieur Jean-François Neven, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles, président
- Madame Anne Zimmermann, représentante du SPF Emploi, Membre effective
- Madame Doris Mulombe, représentante de l'INASTI, Membre effective
- Madame Géraldine Elfathi, représentante du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléante
- Monsieur Ylber Zejnnullahu, représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant

Décide à la majorité :

La Commission a examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par Monsieur X.

Attendu que de l'examen du dossier il ressort que la requête vise une qualification de la relation de travail à intervenir entre une société en création (secteur restauration NACEBEL 56.101) et un travailleur devant exercer la fonction de *Chef de rang*.

Que, d'après le formulaire de demande, les parties se situeraient dans le cadre d'une collaboration indépendante,

Qu'il n'a pas été donné suite à la demande d'informations supplémentaires adressée au requérant en date du 20 juin 2016 (réf. lettre : 061-FR-2016-04-22-535642).

Que lorsque les questions qui n'ont pas reçu de réponse ont trait à des éléments qui sont essentiels pour juger de la nature de la relation de travail, la demande doit être déclarée irrecevable,

Qu'en l'espèce les questions portaient sur des éléments essentiels sans lesquels la Commission n'est pas en mesure de statuer en connaissance de cause,

Qu'en conséquence, **la demande** de qualification de la relation de travail **ne peut être examinée**, par manque d'éléments essentiels, et n'est donc **pas recevable**,

Ainsi prononcé à la séance du 2/09/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.16 Décision n° 064

Secteur d'activité: Restauration à service complet (NACEBEL 56.101)

Dossier n° : 063-fr-2016-04-28-X2

Partie demanderesse : X

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite et enregistrée le 28/04/2016 ;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la demande, dont :

- Le Formulaire de demande complété et signé (signé le 22/04/2016–date de la poste 28/04/2016),

Vu la décision de la Commission prise lors de sa séance du 2 juin 2016, de reporter sa décision dans l'attente d'informations supplémentaires essentielles à l'examen de la demande,

Vu le courrier adressé au requérant le 20 juin 2016 et l'invitant à répondre aux questions suivantes :

- *Quand pensez-vous entamer l'activité ?*
- *Pouvez-vous présenter la structure hiérarchique complète (y compris le personnel salarié) qui sera mise en place, en précisant pour chaque fonction concernée par la demande de qualification, le contenu du reporting auquel son titulaire sera soumis ?*
- *Pouvez-vous identifier les éléments qui permettent de considérer qu'il n'y aura pas de contrôle hiérarchique sur les collaborateurs indépendants ?*
- *Par qui l'organisation du travail sera-t-elle définie ? Qui définira la carte et les menus ? Comment et selon quels critères, la qualité des prestations fournies par un collaborateur indépendant sera-t-elle contrôlée ? Dans quelle mesure un collaborateur indépendant sera-t-il responsable de ses erreurs ?*
- *Qui fixera l'horaire de travail et les jours de congé ?*
- *Dans quels cas, un collaborateur indépendant pourra-t-il refuser une mission ?*
- *Qu'est ce qui se passera en cas d'incapacité de travail d'un collaborateur indépendant ? Le collaborateur indépendant sera-t-il tenu de faire parvenir un certificat médical ?*

- *Si une société a été constituée pouvez-vous nous communiquer ses statuts ?*

Attendu que Monsieur X n'a donné aucune suite à la demande de la Commission ;

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée ;

La **Commission Administrative de règlement de la relation du travail**, composée de :

- Monsieur Jean-François Neven, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles, président
- Madame Anne Zimmermann, représentante du SPF Emploi, Membre effective
- Madame Doris Mulombe, représentante de l'INASTI, Membre effective
- Madame Géraldine Elfathi, représentante du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléante
- Monsieur Ylber Zejnnullahu, représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant

Décide à la majorité :

La Commission a examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par Monsieur X.

Attendu que de l'examen du dossier il ressort que la requête vise une qualification de la relation de travail à intervenir entre une société en création (secteur restauration NACEBEL 56.101) et un travailleur devant exercer la fonction *Chef de partie*,

Que, d'après le formulaire de demande, les parties se situeraient dans le cadre d'une collaboration indépendante,

Qu'il n'a pas été donné suite à la demande d'informations supplémentaires adressée au requérant en date du 20 juin 2016 (réf. lettre : 061-FR-2016-04-22-535642).

Que lorsque les questions qui n'ont pas reçu de réponse ont trait à des éléments qui sont essentiels pour juger de la nature de la relation de travail, la demande doit être déclarée irrecevable,

Qu'en l'espèce les questions portaient sur des éléments essentiels sans lesquels la Commission n'est pas en mesure de statuer en connaissance de cause,

Qu'en conséquence, **la demande** de qualification de la relation de travail **ne peut être examinée**, par manque d'éléments essentiels, et n'est donc **pas recevable**,

Ainsi prononcé à la séance du 2/09/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.17 Décision n° 065

Secteur d'activité: Restauration à service complet (NACEBEL 56.101)

Dossier n° : 063-fr-2016-04-28-X3 (B)

Partie demanderesse : X

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite et enregistrée le 28/04/2016 ;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la demande, dont :

- le Formulaire de demande complété et signé (signé le 22/04/2016–date de la poste 28/04/2016),

Vu la décision de la Commission prise lors de sa séance du 2 juin 2016, de reporter sa décision dans l'attente d'informations supplémentaires essentielles à l'examen de la demande,

Vu le courrier adressé au requérant le 20 juin 2016 et l'invitant à répondre aux questions suivantes :

- *Quand pensez-vous entamer l'activité ?*
- *Pouvez-vous présenter la structure hiérarchique complète (y compris le personnel salarié) qui sera mise en place, en précisant pour chaque fonction concernée par la demande de qualification, le contenu du reporting auquel son titulaire sera soumis ?*
- *Pouvez-vous identifier les éléments qui permettent de considérer qu'il n'y aura pas de contrôle hiérarchique sur les collaborateurs indépendants ?*
- *Par qui l'organisation du travail sera-t-elle définie ? Qui définira la carte et les menus ? Comment et selon quels critères, la qualité des prestations fournies par un collaborateur indépendant sera-t-elle contrôlée ? Dans quelle mesure un collaborateur indépendant sera-t-il responsable de ses erreurs ?*
- *Qui fixera l'horaire de travail et les jours de congé ?*
- *Dans quels cas, un collaborateur indépendant pourrait-il refuser une mission ?*
- *Qu'est ce qui se passera en cas d'incapacité de travail d'un collaborateur indépendant ? Le collaborateur indépendant sera-t-il tenu de faire parvenir un certificat médical ?*

- *Si une société a été constituée pouvez-vous nous communiquer ses statuts ?*

Attendu que Monsieur X n'a donné aucune suite à la demande de la Commission ;

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée ;

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François Neven, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles, président
- Madame Anne Zimmermann, représentante du SPF Emploi, Membre effective
- Madame Doris Mulombe, représentante de l'INASTI, Membre effective
- Madame Géraldine Elfathi, représentante du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléante
- Monsieur Ylber Zejnnullahu, représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant

Décide à la majorité :

La Commission a examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par Monsieur X.

Attendu que de l'examen du dossier il ressort que la requête vise une qualification de la relation de travail à intervenir entre une société en création (secteur restauration NACEBEL 56.101) et un travailleur devant exercer la fonction de *Barman*.

Que, d'après le formulaire de demande, les parties se situeraient dans le cadre d'une collaboration indépendante,

Qu'il n'a pas été donné suite à la demande d'informations supplémentaires adressée au requérant en date du 20 juin 2016 (réf. lettre : 061-FR-2016-04-22-535642).

Que lorsque les questions qui n'ont pas reçu de réponse ont trait à des éléments qui sont essentiels pour juger de la nature de la relation de travail, la demande doit être déclarée irrecevable,

Qu'en l'espèce les questions portaient sur des éléments essentiels sans lesquels la Commission n'est pas en mesure de statuer en connaissance de cause,

Qu'en conséquence, **la demande** de qualification de la relation de travail **ne peut être examinée**, par manque d'éléments essentiels, et n'est donc **pas recevable**,

Ainsi prononcé à la séance du 2/09/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.18 Décision n° 066

Secteur d'activité: **Activités des médecins généralistes**
(NACEBEL 86.210)

Dossier n° : 066-FR-2016-04-28

Parties demandereses (demande conjointe) :

X SPRL, Y gérant, Docteur en médecine et Madame Z

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite le 27/04/2016 et enregistrée le 28/04/2016 ;

Vu les pièces déposées soit :

- Formulaire de demande complété et signé par les parties,
- Contrat de travail (CDI) d'employé à temps partiel (13h/semaine) entre la SPRL X, représentée par monsieur Y (gérant) et madame Z (secrétaire médicale), signé par les parties le 27.04.2016,
- Feuille de simulation du salaire délivré par Securex (calcul du coût salarial) ;

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée;

Attendu que la partie demanderesse déclare, dans son formulaire de demande, qu'elle ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée ;

La **Commission administrative** de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, conseiller à la Cour du travail, Président
- Madame Céline DU BLED, représentante du SPF Emploi, Membre suppléante
- Madame Marie-Hélène VRIELINCK, représentante de l'ONSS, Membre effective
- Madame Doris MULOMBE, représentante de l'INASTI, Membre effective
- Madame Mathilde HENKINBRANT, représentante du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléante

Décide à la majorité :

La Commission a examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par les requérants ;

Que de l'examen du dossier il ressort que la requête vise une activité de secrétaire médicale dans le cadre d'un contrat de travail conclu entre Madame Z et la société dont son mari, le Docteur Dr Y, est gérant ;

Que la volonté des requérants de conclure une relation de travail de salarié (à temps partiel) est confirmée par la signature conjointe du formulaire de demande adressé à la Commission ainsi que par le contrat de travail signé le 27 avril 2016.

Que la décision de la Commission est donnée sur la base des éléments fournis par les requérants (cf. ci-dessus) et des autres éléments décrits dans le formulaire de demande adressé par les requérants à la Commission ;

Que les requérants exposent que :

- L'organisation du temps de travail est fixée par le Docteur Y et est modifiable selon les besoins du service,
- L'horaire est variable mais les jours sont fixes soit : le mercredi-jeudi matin et vendredi (cf. formulaire de demande page 3),
- Un contrôle hiérarchique est exercé sur place par le Docteur Y,
- Les fonctions de Madame Z, en tant que secrétaire médicale, comportent les tâches suivantes : Classement de courrier et envoi de lettres à la mutuelle pour demander le tiers payant et les demandes de remboursement.

Que ces éléments ne contredisent pas la qualification de relation de travail salarié ;

Que le caractère familial de la relation de travail n'est pas nécessairement incompatible avec cette qualification ;

Qu'un lien de subordination peut exister entre époux, comme le confirment la doctrine et la jurisprudence en la matière :

Qu'il a, en effet, été jugé que :

« *La qualité d'époux et la communauté d'intérêt qui y est liée ne font pas obstacle au lien de subordination* » (C. trav. Bruxelles, 26 novembre 1986, R.D.S., 1987, 327 ; C.trav. Mons, 7 novembre 1990, Chron. D.S., 1991, 179 ; C.trav. Gand (sect. Gand), 19 mai 2003, R.A.B.G. 2003, 1125, note D. VAN STRIJTHEM ; C. trav. Anvers, 16 décembre 2004, Or., 2005 (obs. A. VANOPPEN),4,1 ; Trib. Trav. Charleroi, 27 avril 1989, J.T.T., 1989, 441) ;

« *Un lien de subordination peut aussi exister entre époux dans le cadre d'une société. Lorsqu'il y a un lien de subordination effectif, l'administrateur d'une personne morale ou l'employeur d'une personne physique peut être l'époux du travailleur* » (C.trav. Liège,5 avril 1988, Chron., D.S.,1990, p. 398).

Par ces motifs et au vu de tous les éléments susmentionnés, la Commission administrative estime que **la demande de qualification** de la relation de travail précitée **est recevable et fondée** et que les éléments qui lui ont été soumis ne contredisent pas la qualification de salarié.

Ainsi prononcé à la séance du 09/06/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.19 Décision n° 067

Secteur d'activité: Activités des experts-comptables et des conseils fiscaux (NACEBEL 69.201)

Dossier n° : 067-FR-2016-04-29

Demande conjointe

A la requête de :

Première partie demanderesse : X SPRL, représentée par son gérant, Monsieur Y,

Seconde partie demanderesse : Madame Z, en sa qualité de gérante de W SPRL

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite le 29/04/2016 ;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la requête, soit :

- le formulaire de demande ;
- la convention de collaboration entre la société X SPRL et la société W SPRL ;
- la lettre de Madame Z à la société X SPRL, du 14 décembre 2015 ;
- les données enregistrées par la BCE au nom de la société W SPRL ;

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée ;

Attendu que les parties demanderesses déclarent, dans son formulaire de demande, qu'elle ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée.

La **Commission administrative** de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, conseiller à la Cour du travail, Président
- Madame Céline DU BLED, représentante du SPF Emploi, Membre suppléante
- Madame Marie-Hélène VRIELINCK, représentante de l'ONSS, Membre effective
- Madame Doris MULOMBE, représentante de l'INASTI, Membre effective
- Madame Mathilde HENKINBRANT, représentante du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléante

après avoir examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par la société X SPRL et par Madame Z, en sa qualité de gérante de la société W SPRL,

Décide à la majorité :

Que de l'examen du dossier il ressort que la requête vise à clarifier la relation de travail à intervenir entre les sociétés X SPRL et W SPRL,

Que, d'après le formulaire de demande et les pièces du dossier, les parties entendent se situer dans le cadre d'une collaboration indépendante,

Que la Commission est amenée à faire les constatations suivantes :

1° La mission de la Commission est de statuer sur la qualification d'une relation de travail existante ou envisagée entre deux personnes physiques ou entre une personne morale et un collaborateur/travailleur qui doit nécessairement être une personne physique.

La décision de la Commission a, en effet, pour seul objectif de clarifier le régime de sécurité sociale applicable à ce collaborateur/travailleur.

La Commission constate, sur la base des éléments qui lui sont soumis, qu'en l'espèce, la collaboration a vocation à prendre place entre deux sociétés.

Ainsi envisagée, la demande doit être déclarée irrecevable, la collaboration entre deux personnes morales n'impliquant, comme telle, aucun assujettissement à un régime de sécurité sociale (voir en ce sens, décisions n° 16 du 28 avril 2014 et n°41 du, 27 août 2015, <http://www.commissionrelationstravail.belgium.be/fr/decisions.htm>).

2° De manière à néanmoins donner un effet utile à la demande, la Commission envisage, à titre complémentaire, la question de l'incidence, sur le régime de sécurité sociale éventuellement applicable, de la circonstance que la société W SPRL sera exclusivement représentée par sa gérante (voir article 2.7. du contrat), Madame Z, qui jusqu'à présent était occupée au service de la société X SPRL en sa qualité de salariée.

Cette circonstance pourrait avoir une incidence sur le régime de sécurité sociale applicable à Madame Z, si le maintien d'une relation contractuelle directe devait être constaté entre elle et la société X et qu'il était avéré que la société W SPRL n'intervient que dans le cadre d'une « simulation par interposition de personne », la véritable intention des parties restant de faire de Madame Z, la titulaire effective des droits et obligations prévus par la convention (voy. sur la simulation par interposition de personne, P. van OMMESLAGHE, Droit des obligations, Bruylant, 2010, p.405, n° 270).

En l'espèce, la Commission constate que la convention a un caractère *intuitu personae* dans le chef de Madame Z.

Pris isolément, cet élément ne suffit pas à établir la volonté de maintenir une relation contractuelle directe entre elle et la société X.

En l'absence d'autres indices de simulation et/ou de subordination, il y a lieu de confirmer la qualification choisie par les parties, et ce sous réserve que l'exécution de la collaboration ne laisse pas apparaître de tels indices.

Que dans ces conditions, dans la mesure où elle est recevable, la demande, en ce qu'elle n'appelle pas de requalification, doit être déclarée fondée.

Ainsi prononcé à la séance du 9/06/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.20 Décision n° 068

Secteur d'activité: Transport routiers de fret, sauf services de déménagement (NACEBEL 49.410)

Dossier n° : 068-FR-2016-05-04

Demande unilatérale

A la requête de Monsieur X

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite le 02/05/2016 et enregistrée le 04/05/2016;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la requête, soit :

- le formulaire de demande ;

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée;

Attendu que la partie demanderesse déclare, dans son formulaire de demande, qu'elle ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée.

La **Commission administrative** de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, conseiller à la Cour du travail, Président
- Madame Céline DU BLED, représentante du SPF Emploi, Membre suppléante
- Madame Marie-Hélène VRIELINCK, représentante de l'ONSS, Membre effective
- Madame Doris MULOMBE, représentante de l'INASTI, Membre effective
- Madame Mathilde HENKINBRANT, représentante du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléante

après avoir examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par le requérant,

Décide à la majorité,

Que la décision est donnée sur la base uniquement de la situation décrite dans le formulaire de demande dont question ci-dessus ;

Que le requérant n'a pas demandé à être entendu ;

Que la relation de travail projetée concerne le transport de choses ;

Que les dispositions du chapitre V/1 de la loi programme précitée qui établissent certaines présomptions concernant la nature de la relation de travail, ne trouvent pas à s'appliquer puisque la relation de travail doit intervenir entre cohabitants légaux, c'est-à-dire dans le cadre de relations familiales au sens de l'article 337/1, § 3, de ladite loi-programme ;

Qu'il y a donc lieu de s'en tenir aux critères généraux ;

Qu'en l'espèce, la volonté des parties de conclure une convention de collaboration de salarié est claire,

Que la possibilité d'exercer un contrôle hiérarchique et le niveau d'autonomie de la travailleuse dans l'organisation du travail et du temps de travail, doivent être appréciés en fonction des éléments présentés dans le formulaire de demande, qui prévoit, notamment :

- un régime de travail fixe (30h/semaine),
- un horaire stable (5 jours/semaine (6h/jour)),
- des tournées identiques chaque jour,
- le fait de travailler pour des clients connus,

Que les éléments relevés ci-dessus ne contredisent pas la qualification de relation de salarié que les parties souhaitent adopter ;

Par ces motifs et au vu de tous les éléments susmentionnés, la Commission administrative estime que **la demande de qualification** de la relation de travail précitée **est recevable et fondée** et que les éléments qui lui ont été soumis ne contredisent pas la qualification de salarié.

Ainsi prononcé à la séance du 9/06/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.21 Décision n° 069

Secteur d'activité: Commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté (NACEBEL 46.450)

Dossier n° : 069-FR-2016-03-14

Demande conjointe

A la requête de :

- Première partie demanderesse : S.A. X, représentée par Madame Y,
- Seconde partie demanderesse : Monsieur Z

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite le 14 mars 2016.

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la requête, soit :

- le formulaire de demande ;
- les annexes 2 à 10 explicitant les différentes rubriques du formulaire de demande ;
- le projet de convention de collaboration entre la société S.A. X et Monsieur Z ;
- les données BCE de Monsieur Z ;
- les contrats de travail ayant existé entre parties ;
- la description de l'emploi du temps de Madame Y et de Monsieur Z.

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée ;

Attendu que les parties demanderesses déclarent, dans son formulaire de demande, qu'elle ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée.

La **Commission administrative** de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François NEVEN, conseiller à la Cour du travail, Président
- Madame Céline DU BLED, représentante du SPF Emploi, Membre suppléante
- Madame Marie-Hélène VRIELINCK, représentante de l'ONSS, Membre effective
- Madame Doris MULOMBE, représentante de l'INASTI, Membre effective
- Madame Mathilde HENKINBRANT, représentante du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléante

a examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par la S.A. X et monsieur Z,

Après avoir examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par les demanderesse,

Après avoir entendu Monsieur Z, le 9 juin 2016,

La Commission **décide** à la majorité :

Que la requête vise à clarifier la relation de travail à intervenir entre S.A. X et Monsieur Z,

Que bien que la collaboration projetée implique certaines prestations accessoires de transport de choses, il n'y a pas lieu de faire application des dispositions qui ont été prises en vertu du chapitre V/1 de la loi-programme précitée et qui établissent certaines présomptions de relation de travail,

Que ces dispositions ne trouvent pas à s'appliquer dès lors que l'article 4, § 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 janvier 2010 exclut du champ de compétence de la Sous-commission paritaire pour le transport routier et la logistique pour compte de tiers, les activités logistiques qui constituent « un élément indissociable d'une activité de production ou de commerce pour autant que ces activités logistiques soient reprises dans le champ de compétence d'une commission paritaire spécifique »,

Que tel est bien le cas en l'espèce,

Qu'il sera donc fait application des critères généraux prévus par la loi,

Que, d'après le formulaire de demande et les pièces du dossier, les parties entendent se situer dans le cadre d'une collaboration indépendante,

Que lors de son audition, Monsieur Z a expliqué qu'il a travaillé comme salarié pour la S.A. X mais qu'il a démissionné fin 2014 car cette activité salariée impliquait un horaire de travail fixe qui n'était pas compatible avec son activité indépendante d'élevage canin exercée, à l'époque, à titre complémentaire,

Qu'il a également précisé que les parties envisageaient actuellement de reprendre une collaboration mais selon un régime de travail beaucoup plus flexible et compatible avec son activité indépendante d'élevage canin qui à certains moments, ne lui laisse que peu de disponibilités,

Que c'est dans ce contexte que les parties ont fait choix d'une collaboration indépendante,

Qu'en ce qui concerne l'organisation du temps de travail, les parties expliquent dans l'annexe 4 jointe au formulaire de demande, que le temps de travail presté sera fonction des disponibilités de Monsieur Z qui ne sera soumis à « aucune obligation d'horaire impartit »,

Qu'en ce qui concerne l'organisation du travail, les parties expliquent dans l'annexe 5 jointe au formulaire de demande, que Monsieur Z disposera d'une « totale liberté d'organisation de son travail » et ne recevra pas d'instruction sur la manière d'organiser son travail,

Que dans ces conditions, la possibilité d'un contrôle hiérarchique semble exclue par les parties,

Que les éléments soumis à la commission ne sont pas incompatibles avec une collaboration d'indépendant,

Qu'en conclusion, - et pour autant que les modalités d'exécution à venir, ne démentent pas la qualification choisie -, cette dernière doit être confirmée,

* * *

Par ces motifs et au vu de tous les éléments susmentionnés, la Commission administrative estime que **la demande de qualification** de la relation de travail précitée **est recevable et fondée** et que les éléments qui lui ont été soumis ne contredisent pas la qualification d'indépendant.

Ainsi prononcé à la séance du 09/06/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.22 Décision n° 070

Secteur d'activité: Autres transports terrestres de voyageurs
n.c.a. (NACEBEL 49.390)

Dossier nr: 070/nl/2016/06/08/X NV

Verzoekende partijen:

- X NV
- dhr. Y

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, verstuurd bij aangetekende zending met poststempel 13 juni 2016;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van V., Sociaal secretariaat Q;

Gelet op de mail dd. 15 juni 2016, waarbij om bijkomende inlichtingen werd gevraagd;

Gelet op het antwoord ontvangen bij mail dd. 15 juni 2016 vanwege Mevr. T., van Sociaal secretariaat Q;

Gelet op de mail dd. 16 juni 2016 waarbij om bijkomende inlichtingen werd gevraagd;

Gelet op de mail dd. 18 augustus 2016 waarbij aan voormeld verzoek om bijkomende inlichtingen wordt herinnerd, gezien er geen antwoord werd ontvangen;

Gelet op de mail dd. 25 augustus 2016 vanwege Mevr. L. van Sociaal secretariaat Q;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- De heer Chris Vanlaere, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, plaatsvervangend lid
- De heer Sven Vanhuyse, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, vast lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar werd voorgelegd, onderzocht.

De Commissie stelt vast dat het aanvraagformulier vermeldt als Verzoekende partij I: “X NV”. Dit staat genoteerd op de lijn die is voorzien voor de “Naam” van de verzoekende partij I.

Op de lijn waar de “Voornaam” van de verzoekende partij I ingevuld dient te worden staat evenwel een tweede vennootschap vermeld, met name: “Z bvba”.

In de rubriek “Verzoekende partij II” vermeldt het formulier: “Y”.

Het aanvraagformulier is niet gedateerd en het werd niet ondertekend door voormelde partijen. Het werd enkel getekend “voor partijen: V. Sociaal secretariaat Q”.

Gezien het aanvraagformulier enkel het mailadres van Sociaal secretariaat Q bevat en geen verdere adres- of contactgegevens van de aanvragers werd bij mail dd. 15 juni 2016 aan Sociaal secretariaat Q gevraagd naar de adresgegevens van de verzoekende partijen en naar de contactpersonen van de verzoekende vennootschappen.

Bij mail dd. 15 juni werd door mevr. T. van Sociaal secretariaat Q geantwoord dat zij enkel het adres konden geven van de NV X, omdat de BVBA Z niet bij hen was aangesloten.

Een contactpersoon bij de NV X werd niet meegedeeld. Verdere contactgegevens van dhr. Y evenmin.

Vervolgens werd op 16 juni 2016 per mail aan Sociaal secretariaat Q gevraagd wie nu precies de aanvraag doet: NV X, BVBA Z, Y of een combinatie van die drie partijen.

Er wordt op gewezen dat de Commissie elke partij dient te kunnen identificeren teneinde hen op een correcte manier bij het onderzoek van de aanvraag te kunnen betrekken. Daarnaast wordt verduidelijkt dat alle partijen de aanvraag dienen te ondertekenen en dat zij dit zelf moeten doen. De artikelen 7, 8 en 9 van het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de administratieve commissie ter regeling van de arbeidsrelatie stellen dit uitdrukkelijk.

Bij wege van mail dd. 18 augustus 2016 werd Sociaal secretariaat Q een herinneringsmail gestuurd, vermits er nog geen antwoord werd ontvangen.

Op 25 augustus antwoordde mevr. L., namens Sociaal secretariaat Q, het volgende: “Onze excuses voor het uitblijven van een reactie op uw e-mail. Doordat de persoon die de oorspronkelijke aanvraag heeft ingediend niet meer werkzaam is bij ons, is uw e-mail als reactie op deze aanvraag niet onmiddellijk bij de juiste dienst/persoon terechtgekomen.

We kunnen echter melden dat de aanvraag intussen zonder voorwerp is geworden, zodat u dit dossier mag afsluiten.

Gezien de aanvraag niet ondertekend is door de partijen, zoals vereist door het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie kan de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie enkel concluderen dat deze aanvraag niet ontvankelijk is.

Daarnaast is deze aanvraag, gelet op de mail van 25 augustus 2016 van Sociaal secretariaat Q, zonder voorwerp geworden.

Aldus uitgesproken ter zitting van 5 september 2016.

De voorzitter,
Lieven Lenaerts

6.23 Décision n° 071

Secteur d'activité: Activités des agences de voyage (NACEBEL 79.110)

Dossier n° : 071-Fr-2016-06-17-X

Demande unilatérale

A la requête de : X SPRL (demanderesse)

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite le 17 juin 2016 et enregistrée 21 juin 2016 ;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la requête, soit :

- le formulaire de demande ;
- le contrat de travail du 8 juin 2016 ;

Vu la demande d'informations du 26 juillet 2016 et la réponse introduite au nom de la société, le 17 août 2016 ;

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée;

Attendu que la partie demanderesse déclare, dans son formulaire de demande, qu'elle ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée.

La Commission Administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jean-François Neven, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles, président
- Madame Anne Zimmermann, représentante du SPF Emploi, Membre effective
- Madame Doris Mulombe, représentante de l'INASTI, Membre effective
- Madame Géraldine Elfathi, représentante du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléante
- Monsieur Ylber Zejnnullahu, représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant

Après avoir examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par le requérant, la Commission **décide** à la majorité,

Que la décision est donnée sur la base uniquement de la situation décrite dans le formulaire de demande dont question ci-dessus, des documents y annexés et des informations communiquées le 17 août 2016 ;

Que la requérante n'a pas demandé à être entendue ;

Que la société est une agence de voyage,

Qu'elle a engagé l'épouse du gérant, Madame Y, en tant que salariée et qu'elle s'interroge sur la possibilité d'un lien de subordination ;

Que les dispositions du chapitre V/1 de la loi-programme précitée qui établissent certaines présomptions concernant la nature de la relation de travail, ne trouvent pas à s'appliquer ;

Qu'il y a donc lieu de s'en tenir aux critères généraux fixés par la loi-programme précitée ;

Qu'en l'espèce, la volonté des parties de conclure un contrat de travail salarié résulte à suffisance du contrat de travail qui a été conclu,

Qu'il résulte, par ailleurs, de ce contrat de travail et des explications de la société que

- madame Y n'a précédemment jamais travaillé pour la société,
- la société n'a jamais occupé d'autres travailleurs,
- madame Y a souscrit à la moitié du capital social au moment de la constitution de la société,
- actuellement le capital est entièrement entre les mains de monsieur Z,
- madame Y a été engagée pour effectuer des travaux de secrétariat, de comptabilité et de suivi des dossiers,
- son contrat de travail prévoit un horaire fixe de 38 heures par semaine (soit du lundi au vendredi de 9 h à 17, avec une heure de repos de 12 à 13 h, ainsi que le samedi de 9 à 12 h.) ainsi qu'une rémunération mensuelle de 1.860,21 Euros,

Qu'en ce qui concerne l'organisation du travail, la société précise que « l'employé réalise l'ensemble des tâches de secrétariat, financières et comptables quotidiennement et en fait rapport hebdomadairement au gérant afin que ce dernier puisse prendre les décisions stratégiques qui s'imposent pour la bonne gestion de la société »,

Qu'en ce qui concerne la possibilité d'un contrôle hiérarchique, la société précise que « l'employé réalise l'ensemble de ses tâches conformément à ce qui est prévu dans le contrat de travail et sous l'autorité et la responsabilité exclusive du gérant »,

Que les éléments tels que présentés par la société ne contredisent pas la qualification de contrat de travail salarié ;

Par ces motifs, la Commission administrative estime que **la demande de qualification** de la relation de travail précitée **est recevable et fondée** et que les éléments qui lui ont été soumis ne contredisent pas la qualification de salarié.

Ainsi prononcé à la séance du 2/09/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.24 Décision n° 072

**Secteur d'activité: Activités de revalidation ambulatoire
(NACEBEL 86.905)**

Dossier n° :072-FR-2016-07-01

Demande unilatérale

Partie demanderesse : X

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite et enregistrée le 1/07/2016 ;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la demande, dont :

- Formulaire de demande complété et signé (signé le 1/06/2016 et enregistré le 1/07/2016),

Vu le courrier adressé au requérant le 26 juillet 2016 et le rappel du 9 septembre 2016 les invitant à répondre aux questions suivantes :

- la compagne de Monsieur X collabore-t-elle déjà actuellement avec la SPRL en tant qu'indépendante;
- quelle est l'expérience professionnelle de sa compagne ;
- disposent-ils d'un (projet de) contrat de travail ;
- la SPRL occupe-t-elle d'autres salariés ;
- expliquez comment compte Monsieur X exercer, en tant que gérant de la SPRL, un contrôle hiérarchique sur sa compagne ;
- pouvez-vous préciser comment des restrictions seront concrètement apportées à la liberté de sa compagne d'organiser son travail et son temps de travail ; sera-t-elle tenue de respecter un horaire de travail ?

Vu la réponse de l'intéressé en date du 22 septembre concernant la demande d'informations supplémentaires.

Vu le mail et la lettre du 27 octobre dernier invitant l'intéressé à se présenter devant la Commission pour y être entendu entre autres concernant les questions supplémentaires suivantes :

1. Nous avons noté que Mademoiselle Y a mis fin à l'activité indépendante qu'elle exerçait en-dehors de la société.
Pourriez-vous confirmer le régime de travail qui sera le sien dans le cadre du contrat de travail que vous projetez de conclure ?
En effet, dans le formulaire de demande, il était question d'un temps plein (38 heures semaine) ; dans le courrier du 22 septembre, il n'est plus question que d'un mi-temps.
2. Par qui les tâches d'accueil et de secrétariat seront-elles assumées lorsque Mademoiselle Y exécutera ses prestations de logopédie ?
3. La patientèle faisant appel à Mademoiselle Y qui était auparavant indépendante, lui est-elle propre ou s'agit-il d'une patientèle qui dans un premier temps, s'est adressée à la SPRL ou à vous-même ?
4. Un mécanisme d'enregistrement des prestations est-il prévu ?
5. Votre formation et votre expérience vous permettent-elles de contrôler la qualité des prestations de logopédie de Mademoiselle Y ?
6. En ce qui concerne plus particulièrement la logopédie, dans quelle mesure participerez-vous à l'organisation du travail de Mademoiselle Y ?

Attendu que Monsieur X n'a donné aucune suite à la demande de la Commission ;

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée ;

La **Commission Administrative de règlement de la relation du travail**, composée de :

- Monsieur Jean-François Neven, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles, président
- Madame Anne Zimmermann, représentante du SPF Emploi, Membre effective
- Monsieur Christian DEKEYSER, représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre effectif
- Madame Marie-Hélène VRIELINCK, représentante de l'ONSS, Membre effective

Décide à la majorité :

La Commission a examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise unilatéralement par Monsieur X ;

Attendu que de l'examen du dossier il ressort que la requête vise la qualification de la relation de travail entre Monsieur X, et sa compagne Mademoiselle Y.

Que, d'après le formulaire de demande et les informations supplémentaires, les parties se situeraient dans le cadre d'une collaboration de salarié ;

Qu'il n'a pas été donné suite à l'invitation à comparaître devant la Commission pour le 14 novembre 2016 et la demande d'informations supplémentaires adressée au requérant en date du 27 octobre 2016 (réf. lettre : 072-FR-2016-07-01, et au courriel du 27/10/2016 adressé à son comptable Monsieur Z) ;

Que lorsque les questions qui n'ont pas reçu de réponse ont trait à des éléments qui sont essentiels pour juger de la nature de la relation de travail, la demande doit être déclarée irrecevable,

Qu'en l'espèce les questions portaient sur des éléments essentiels sans lesquels la Commission n'est pas en mesure de statuer en connaissance de cause,

Qu'en conséquence, **la demande** de qualification de la relation de travail **ne peut être examinée**, par manque d'éléments essentiels, et n'est donc **pas recevable**,

Ainsi prononcé à la séance du 14/11/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.25 Décision n° 073

Secteur d'activité: Etudes de marché et sondages d'opinion (NACEBEL 73.200)

Dossier n°: 073-FR-2016-07-05

Demande unilatérale

Partie demanderesse : X

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite et enregistrée le 12/07/2016;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la demande, dont :

- Formulaire de demande complété et signé (signé le 1/07/2016 et enregistré le 12/07/2016),

Vu le courrier adressé au requérant le 26 juillet 2016 (réf. lettre : 073-FR-2016-07-05-537649) et l'invitant à répondre aux questions suivantes, pour le 25 août au plus tard :

- *D'après le dossier de la demande vous exercez une activité d'informaticien. Si c'est bien le cas, sous quel statut exercez-vous cette activité professionnelle (indépendant/ indépendant à titre /salarié....) ?*
- *Y a-t-il un lien entre cette activité d'informaticien et ce qui est proposé par Y ?*
- *Pourriez-vous expliquer votre mission pour Y en ce qui concerne :*
 - o *les modalités de facturation (à l'heure, à la prestation, au résultat....) ;*
 - o *le "reporting" : devrez-vous rédiger des rapports, et le cas échéant, justifier vos heures de travail ;*
 - o *la durée de la collaboration avec Y (durée déterminée, durée indéterminée....) et la date de début de cette collaboration ? ;*

Attendu qu'en l'absence de réponse au courrier du 26 juillet 2016, la Commission a estimé devoir déclarer la demande irrecevable ;

Attendu qu'il est néanmoins apparu qu'une réponse avait été adressée au SPF sécurité sociale de sorte que la Commission a décidé de revoir sa décision d'irrecevabilité ;

Attendu que Monsieur X a répondu aux questions reprises dans le courrier du 26 juillet 2016, comme suit :

1. *J'exerce mon activité professionnelle en tant qu'indépendant en activité complémentaire. Je suis chercheur d'emploi.*

2. *De ce que j'en sais à ce stade, il n'y aurait aucun lien entre mon activité d'informaticien et ce qui est proposé par Y.*

3. **MODALITES :**

Les modalités de facturations qui m'ont été exposées par une collaboratrice Y sont les suivantes : « Montants déterminés par Y pour chaque mission ».

REPORTING :

Elles m'a précisé qu'il me faudra compléter des rapports préétablis par Y. (avec un contrôle sur mes passages possibles. Exemple : visite dans des agences d'une grande entreprise avec demande d'enregistrement de données (là un interne de la grande entreprise est censé supprimer les données par la suite)

DUREE DE LA COLLABORATION Y :

Celle-ci n'a pas été déterminée.

La date de début est également indéterminée, ceux-ci attendant ma réponse.

J'ai répondu à leur annonce sur le site web du FOREM lors de ma recherche d'emploi, mais j'attends votre réponse avant tout travail ou prestation .

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée;

La **Commission Administrative de règlement de la relation du travail**, composée de :

- Monsieur Jean-François Neven, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles, président
- Madame Anne Zimmermann, représentante du SPF Emploi, Membre effective
- Madame Doris Mulombe, représentante de l'INASTI, Membre effective
- Monsieur Christian Dekeyser, représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre effectif ;
- Madame Marie-Hélène Vrielinck, représentante de l'ONSS, Membre effective ;

Décide à la majorité:

La Commission a examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise unilatéralement par Monsieur X ;

Attendu que de l'examen du dossier il ressort que la requête vise la qualification de la relation de travail entre Monsieur X, informaticien, et Y, une société spécialisée dans les études de marché/sondages ;

Que l'activité projetée est une activité de « *mystery shopping* » (client mystère) impliquant que Monsieur X se présente dans les magasins désignés par la société Y, qu'il suive une procédure définie par cette dernière et qu'il remplisse un formulaire reprenant les constatations faites à l'occasion de cette visite ;

Que, d'après le formulaire de demande, les parties se situeraient dans le cadre d'une collaboration indépendante ;

Que Monsieur X indique avoir des doutes au sujet de cette qualification et attend la décision de la Commission pour éventuellement accepter cette qualification et conclure la convention proposée ;

Attendu que selon l'article 331 de la loi-programme précitée, « les parties choisissent librement la nature de leur relation de travail, dont l'exécution effective doit être en concordance avec la nature de la relation » ;

Que la qualification ne peut être écartée qu'en présence d'éléments incompatibles avec cette qualification ;

Que selon l'article 333, § 1^{er}, de la loi-programme précitée, les éléments pertinents à cet égard, sont ceux qui concernent :

- la volonté des parties telle qu'exprimée dans leur convention ;
- la liberté d'organisation du temps de travail ;
- la liberté d'organisation du travail ;
- la possibilité d'exercer un contrôle hiérarchique.

Qu'en ce qui concerne la liberté d'organisation du travail, le fait de devoir suivre une procédure et un scénario établis par la société Y et de devoir faire un rapport selon un modèle défini par cette dernière, n'est pas incompatible avec une qualification indépendante ;

Qu'il ne résulte pas des éléments communiqués à la Commission que Monsieur X sera tenu par un horaire de travail, qu'il ne pourra pas refuser les missions proposées, qu'il sera tenu de réaliser ces missions à des moments précis et non pas seulement dans un certain « timing » lui laissant une certaine liberté de choix quant au moment des visites ;

Qu'en ce qui concerne l'organisation du temps de travail, l'existence d'éléments incompatibles avec une qualification indépendante ne paraît donc pas établie à suffisance ;

Que la circonstance que la société se réserve la possibilité de vérifier la réalité des visites est nécessaire à la bonne exécution de la convention et ne suffit pas à démontrer la possibilité d'un contrôle hiérarchique ;

Qu'en l'état actuel du dossier, la Commission n'aperçoit pas d'éléments permettant de contredire la qualification de collaboration indépendante que les parties envisagent d'adopter ;

Qu'ainsi,

- dans l'hypothèse où Monsieur X accepterait de contracter avec Y parce qu'il accepte la qualification proposée par la société, les éléments de la collaboration, tels qu'ils sont présentés à la Commission, ne sont pas incompatibles avec une collaboration indépendante pour autant que dans les faits, l'exécution de la convention corresponde à cette qualification ;
- dans l'hypothèse où Mr X n'accepterait pas cette qualification, la Commission, en l'absence d'autres éléments de fait que ceux qui ont été portés à sa connaissance, ne peut se prononcer ;

Par ces motifs et au vu de tous les éléments susmentionnés, la Commission administrative estime que **la demande de qualification** de la relation de travail précitée **est recevable et** que moyennant les réserves exprimées ci-dessus, les éléments qui lui ont été soumis **ne contredisent pas** la qualification d'indépendant.

Ainsi prononcé à la séance du 21 octobre 2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.26 Décision n° 074

Secteur d'activité: Traduction et interprétation (NACEBEL 74.300)

Dossier nr: 074/nl/2016/08/08/X
Verzoekende partij: X

Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, ontvangen per mail op 16 augustus 2016 vanwege M vzw, sociaal verzekeringsfonds voor zelfstandigen;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van mevr. X dd. 8 augustus 2016;
- Kopie van de aansluitingsverklaring van mevr. X bij sociaal verzekeringsfonds M vzw dd. 7 juli 2016;

Gelet op de mail dd. 18 augustus 2016, waarbij om bijkomende inlichtingen werd gevraagd;

Gelet op het bij mail dd. 22 augustus 2016 ontvangen antwoord;

Gelet op de mail dd. 24 augustus 2016, waarbij om bijkomende inlichtingen werd gevraagd;

Gelet op het bij mail dd. 26 augustus 2016 ontvangen antwoord;

Gelet op de mail dd. 14 september 2016 waarbij mevr. X op de hoogte wordt gebracht van het feit dat de aanvraag zal behandeld worden ter zitting van 10 oktober 2016 en waarbij zij uitgenodigd wordt om gehoord te worden;

Gelet op de mail dd. 15 september 2016 waarbij mevr. X meldt dat zij zich niet kan vrijmaken om gehoord te worden;

Gelet op de behandeling van de aanvraag ter zitting van 10 oktober 2016 waarbij werd vastgesteld dat er nog bijkomende informatie noodzakelijk was om te kunnen oordelen;

Gelet op de mail dd. 11 oktober 2016, waarbij om bijkomende inlichtingen werd gevraagd;

Gelet op de bij mail dd. 16 oktober 2016 ontvangen antwoorden;

Gelet op de mail dd. 27 oktober 2016 waarbij mevr. X op de hoogte wordt gebracht van het feit dat de aanvraag zal behandeld worden ter zitting van 8 november 2016 en waarbij zij uitgenodigd wordt om gehoord te worden;

Gelet op de mail dd. 2 november 2016 waarbij mevr. X meldt dat zij zich niet kan vrijmaken om gehoord te worden;

Overwegende dat de aanvrager zich, blijkens zijn aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Sven Vanhuyse, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, vast lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

Beslist:

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoekster werd voorgelegd, onderzocht.

De aanvraag werd ingediend door mevr. X. Zij wenst haar arbeidsrelatie met vertaalbureau A (BVBA Y – KBO xxxx.xxx.xxx) voor te leggen aan de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie.

Mevr. X werkte voorheen als vertaalster bij hetzelfde vertaalbureau A in het kader van een arbeidsovereenkomst voor bedienden.

Uit de Kruispuntbank van Ondernemingen blijkt dat mevrouw X er gekend is onder nummer xxxx.xxx.xxx in de categorie “Vertalers en tolken” (Nacebel 74300) en dit sinds 8 augustus 2016.

De aanvraag gebeurde op basis van artikel 338, §2, tweede lid van de programmawet van 27 december 2006. Dit artikel laat een aanvraag op initiatief van een enkele partij toe ingeval deze een beroepsactiviteit van zelfstandige start en dit hetzij bij de aansluiting bij een sociaal verzekeringsfonds, hetzij binnen een termijn van een jaar na de aanvang van de arbeidsrelatie.

De aanvraag van 16 augustus 2016 gebeurde binnen deze termijn.

De Commissie stelt bijgevolg vast dat de aanvraag ontvankelijk is.

In het aanvraagformulier wordt de vertaalsector als activiteitssector van de onderneming vermeld. De activiteit die zal uitgeoefend worden in het kader van de arbeidsrelatie wordt in het aanvraagformulier als volgt beschreven: *“Teksten vertalen, reviseren, schrijven. Websiteonderhoud”*.

Overwegende dat het in casu niet gaat om een activiteit waarvoor de wetgever heeft voorzien in specifieke criteria conform artikel 334 van voormelde programmawet, noch om een activiteit opgenomen in artikel 337/1 van deze programmawet, dient de arbeidsrelatie beoordeeld te worden aan de hand van de vier algemene criteria zoals opgenomen in artikel 333, §1 van voormelde programmawet, met name de wil der partijen, de vrijheid van organisatie van werktijd, de vrijheid van organisatie van het werk en de mogelijkheid een hiërarchische controle uit te oefenen.

Inzake **de wil der partijen** blijkt uit het aanvraagformulier dat werd gekozen voor *“zelfstandige”*. Op de vraag *“Welke wil der partijen werd in uw overeenkomst uitgedrukt”* werd geantwoord: *“freelance vertaalster op zelfstandige basis voor onder andere vertaalbureau A”*. Er werd geen schriftelijk overeenkomst opgesteld en mevr. X stelde dat het ook niet de bedoeling is dat dit gebeurt.

Betreffende **de vrijheid van organisatie van de werktijd** wordt vermeld op het aanvraagformulier bij de vraag *“Beschrijf de organisatie van de werktijd”*: *“Afhankelijk van de opdrachten van het moment en persoonlijke agenda. Werkschema verschilt met andere woorden van week tot week en van dag tot dag”*.

Uit de bijkomende vragen die werden gesteld bleek dat mevr. X volledig zelf bepaalt wanneer ze werkt. Ze past haar werkuren voornamelijk aan aan de dagen waarop ze opvang heeft voor haar kinderen en aan eventuele schoolvakanties. Ze hoeft dienaangaande geen enkele verantwoording af te leggen, noch toestemming te vragen. Ze heeft de mogelijkheid om 's morgens te beslissen om die dag niet te werken of om ervoor te kiezen om een bepaalde periode (een week, een maand, meerdere maanden) deeltijds of helemaal niet te werken.

Zij kan vakantie nemen wanneer ze wil, voor hoelang ze wil en ze hoeft dit niet aan te vragen of te laten goedkeuren. Bij ziekte is er geen doktersattest nodig. Ze stuurt enkel uit beleefdheid een mailtje naar de projectmanagers (PM's) van A om te melden dat zij de opdrachten die die dag beloofd waren, niet zal kunnen leveren.

Er zijn geen verplicht bij te wonen opleidingen of vergaderingen.

Inzake **de vrijheid van organisatie van het werk** werd in het aanvraagformulier als volgt geantwoord op de vraag *“beschrijf de organisatie van het werk”*: *“PM's contacteren me i.v.m. nieuwe opdrachten. Indien ik tijd heb en mezelf bekwaam acht om de opdracht tot een goed einde te brengen, aanvaard ik de opdracht”*

Uit de bijkomende inlichtingen die mevr. X de Commissie verschaft bleek dat zij zelf bepaalt hoe zij tewerk gaat. Er zijn geen instructies over de te volgen werkwijze. Er dienen geen rapporten of verslagen te worden opgesteld. Zij werkt thuis en bepaalt ook zelf waar er gewerkt wordt.

Mevr. X kan vrij kiezen of zij een opdracht al dan niet aanvaard. Zij stelt: *“Aangezien een van de andere vaak gebruikte freelancers van A lange tijd werkonbekwaam is wegens een ongeval, biedt A mij momenteel enorm veel werk aan. Het is zelfs zo dat ik werk moet weigeren omdat het voor mij anders te druk wordt.”*

De mogelijkheid om hiërarchische controle uit te oefenen bestaat volgens het aanvraagformulier niet: *“Ik beslis zelfstandig en autonoom of ik een opdracht al dan niet aanvaard”*.

Uit de ontvangen antwoorden bleek dat het door mevr. X geleverde werk wordt gecontroleerd door een andere freelance vertaler van A.

Dit gebeurt als volgt: *“Ik verstuur mijn teksten of vertalingen naar de project managers van A. Zij bezorgen deze vervolgens aan de freelance revisor die volledig onafhankelijk de teksten nakijkt. Als er feedback komt, gaat deze eerst langs de project managers. Zij bezorgen opmerkingen en/of feedback vervolgens aan mij. Indien de kritiek gegrond is (aanwijsbare fouten), kan er mij gevraagd worden om een korting te geven op het geleverde werk.”*

Daarnaast controleert zij zelf ook (voor A) vertalingen die werden gedaan door andere freelance vertalers: *“Inderdaad, ik doe ook vaak revisies van teksten die andere freelancers vertaald hebben. Ik heb echter nooit rechtstreeks contact met deze andere freelancers. Zij bezorgen de tekst eerst aan de project managers van A, die de tekst vervolgens aan mij bezorgen. “*

Wat betreft de vergoeding stelt mevr. X: *“Voor vertalingen, revisies en review hanteer ik een prijs per woord (een gangbaar tarief voor freelancers). Voor andere diensten zoals meertalig websiteonderhoud heb ik een uurtarief. Er wordt nooit betaald op basis van de kwaliteit. Wel kan er bij duidelijk aanwijsbare fouten (bv. spelfouten) in mijn geleverde werk een korting worden gevraagd.”*

Er is geen toezicht of controle op het aantal gewerkte uren vanwege A. Mevr. X houdt wel zelf haar werkuren bij in een Excel-bestand, maar dit is uitsluitend voor persoonlijke doeleinden.

Gelet op het voorgaande stelt de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie dat deze arbeidsrelatie gekwalificeerd kan worden als een zelfstandige samenwerking en dit omwille van de expliciete keuze voor het zelfstandigenstatuut, de grote mate van vrijheid van organisatie van werk, de ruime vrijheid van organisatie van de werktijd en de afwezigheid van de mogelijkheid om hiërarchische controle uit te oefenen.

Omtrent dit laatste kan opgemerkt worden dat de uitgevoerde controles betrekking hebben op de kwaliteit van het geleverde werk: het gaat om kwaliteitscontroles die veeleer peilen naar het resultaat van de werkzaamheden van mevr. X dan dat ze beschouwd kunnen worden als een uiting van hiërarchische controle.

Aldus uitgesproken ter zitting van 8 november 2016.

De voorzitter,
Lieven Lenaerts

6.27 Décision n° 075

Secteur d'activité: Intermédiation en achat, vente et location de biens immobiliers (NACEBEL 68.311)

Dossier n°: 075-Fr-2016-07-19- X

Demande unilatérale

A la requête de Monsieur X

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite le 19 juillet 2016 et enregistrée le 23 août 2016 ;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la requête, soit :

- le formulaire de demande ;
- le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la SPRL Y.

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée;

Attendu que la partie demanderesse déclare, dans son formulaire de demande, qu'elle ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée.

La **Commission Administrative de règlement de la relation du travail**, composée de :

- Monsieur Jean-François Neven, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles, président
- Madame Anne Zimmermann, représentante du SPF Emploi, Membre effective
- Madame Doris Mulombe, représentante de l'INASTI, Membre effective
- Madame Géraldine Elfathi, représentante du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléante
- Monsieur Ylber Zejnnullahu, représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale, Membre suppléant

Après avoir examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par le requérant, la Commission **décide** à la majorité,

Que la décision est donnée sur la base uniquement de la situation décrite dans le formulaire de demande dont question ci-dessus et des documents y annexés ;

Que le requérant n'a pas demandé à être entendu ;

Que la relation de travail projetée concerne le secteur du Courtage immobilier, location, vente, gestion;

Que les dispositions du chapitre V/1 de la loi programme précitée qui établissent certaines présomptions concernant la nature de la relation de travail, ne trouvent pas à s'appliquer ;

Qu'il y a donc lieu de s'en tenir aux critères généraux ;

Que Monsieur X qui détient la moitié du capital social de la SPRL Y et qui jusqu'au 30 juin 2016, en était le co-gérant, souhaite devenir salarié à temps partiel de cette société,

Que la volonté des parties de conclure un contrat de travail salarié est claire,

Que le requérant expose qu'il souhaite devenir salarié « afin d'envisager d'autres horizons car la société ne fonctionne pas assez pour deux indépendants à temps plein et financièrement ne peut pas l'assumer » et que son contrat « serait de deux ou trois jours par semaine avec principalement des permanences en agence et de l'administratif »,

Qu'il confirme être toujours le détenteur de la moitié du capital social,

Qu'en ce qui concerne l'organisation du travail et du temps de travail, les indications fournies à la Commission sont peu précises,

Qu'il apparaît toutefois qu'en envisageant, sans autre précision, de travailler « deux ou trois jours par semaine », Monsieur X entend conserver une liberté d'organisation de son temps de travail,

Que les parties ne se sont pas accordées sur un régime et un horaire de travail, fixes ou variables, dans le respect des dispositions légales en la matière,

Que le fait que Monsieur X reste détenteur de la moitié du capital social, de sorte qu'il reste associé actif et qu'il serait, au vu de l'importance du capital détenu, en mesure de s'opposer, par exemple, au renouvellement du gérant censé le contrôler, ne permet pas d'envisager la possibilité d'un contrôle hiérarchique,

Que les éléments relevés à propos de l'organisation du temps de travail et de la possibilité d'un contrôle hiérarchique, sont incompatibles avec un lien de subordination,

Que la circonstance que le gérant de la société est le seul à avoir un numéro IPI et le seul habilité à faire du courtage immobilier, est sans incidence dès lors que cette circonstance n'a jusqu'à présent, pas empêché que Monsieur X soit indépendant,

Qu'il y a lieu de déclarer la demande non fondée en ce qu'elle vise à ce la Commission dise que la relation de travail projetée doit être considérée comme une relation de travail salarié,

Par ces motifs et au vu de tous les éléments susmentionnés, la Commission administrative estime que **la demande de qualification** de la relation de travail précitée **est recevable et non fondée** et que les

éléments qui lui ont été soumis contredisent la qualification de travail salarié souhaitée par le requérant

Ainsi prononcé à la séance du 2/09/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

6.28 Décision n° 076

Secteur d'activité: Entretien corporel (NACEBEL 96.040)

Dossier n°: 076-FR-2016-08-16

Demande conjointe

Parties demanderesses : X et Y

Demande de qualification de la relation de travail

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite et enregistrée le 16/08/2016;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la demande, dont :

- Formulaire de demande complété et signé (signé le 1/06/2016 et enregistré le 1/07/2016),
- Contrat de travail d'employé (CDI)

Vu le courrier adressé au requérant le 13 septembre 2016 les invitant à répondre aux questions suivantes:

- *votre compagne¹⁴ collabore-t-elle déjà actuellement avec la société en tant qu'indépendante ?*
- *possède-t-elle des parts de la société ? Si oui, combien ?*
- *quelle est l'expérience professionnelle de votre compagne ?*
- *disposez-vous d'un (projet de) contrat de travail ?*
- *la SPRL occupe-t-elle d'autres salariés ?*
- *pouvez-vous expliquer comment vous comptez exercer, en tant que gérant de la SPRL, un contrôle hiérarchique sur votre compagne ;*
- *pouvez-vous préciser comment des restrictions seront concrètement apportées à la liberté de compagne d'organiser son travail et son temps de travail ; sera-t-elle tenue de respecter un horaire de travail ?*

Vu la réponse du 21 septembre 2016 ;

¹⁴ Lire : épouse.

Vu le mail du 27 octobre dernier et la lettre de rappel du 10 novembre 2016 invitant Monsieur X à se présenter devant la Commission pour y être entendu entre autres concernant les questions supplémentaires suivantes :

« 1. Vous avez indiqué que votre épouse collabore déjà actuellement avec la SPRL, en qualité « d'aidante ». Pourriez-vous clarifier son statut actuel dans la mesure où, en principe, le statut d'aidant n'est ouvert qu'aux personnes qui collaborent avec une personne physique ?

2 Si votre épouse collabore déjà avec la SPRL en-dehors d'un lien de subordination, pourriez-vous préciser en quoi la collaboration sera différente à l'avenir ?

3. Vous évoquez la remise hebdomadaire de time-sheets : comment est-il envisagé de contrôler ces time-sheets ?

4. La clientèle faisant appel à votre épouse pour des prestations de massothérapie, lui est-elle propre ou s'agit-il d'une clientèle qui dans un premier temps, s'est adressée à la SPRL ?

5. Votre formation et votre expérience vous permettent-elles de contrôler la qualité des prestations de massothérapie ?

6. En ce qui concerne les prestations de massothérapie, dans quelle mesure serez-vous responsable de l'organisation du travail ?

Votre épouse est également invitée à participer à l'audition » ;

Attendu que Monsieur X n'a pas donné suite à la demande de la Commission ;

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée;

La **Commission Administrative de règlement de la relation du travail**, composée de :

- Monsieur Jean-François Neven, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles, président
- Madame Anne Zimmermann, représentante du SPF Emploi, Membre effective
- Monsieur Christian DEKEYSER, représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre effectif
- Madame Marie-Hélène VRIELINCK, représentante de l'ONSS, Membre effective

Décide à la majorité:

La Commission a examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par Monsieur X et son épouse Madame Y ;

Attendu que de l'examen du dossier il ressort que la requête vise la qualification de la relation de travail entre l'épouse de Monsieur X et la SPRL dont ce dernier est gérant

Que, d'après le formulaire de demande et les informations supplémentaires, les parties se situeraient dans le cadre d'une collaboration de salarié ;

Qu'il n'a pas été donné suite à l'invitation à comparaître devant la Commission à la séance du 14 novembre 2016 et la demande d'informations supplémentaires adressée au requérant par courriel du 27 octobre 2016 et par courrier à la poste du 10 novembre 2016 ;

Que lorsque les questions qui n'ont pas reçu de réponse ont trait à des éléments qui sont essentiels pour juger de la nature de la relation de travail, la demande doit être déclarée irrecevable ;

Qu'en l'espèce les questions portaient sur des éléments essentiels sans lesquels la Commission n'est pas en mesure de statuer en connaissance de cause :

Qu'en conséquence, **la demande** de qualification de la relation de travail **ne peut être examinée**, par manque d'éléments essentiels, et n'est donc **pas recevable**,

Ainsi prononcé à la séance du 14/11/2016.

Le Président,
Jean-François NEVEN

Editeur responsable

Steven Boelens

© 2017

**Commission Administrative de règlement
de la Relation de travail**

Centre administratif Botanique

Finance Tower

DG Politique Sociale

Boulevard du jardin botanique, 50 / boîte 165

1000 Bruxelles

Tel : 02 528 63 00

Email : CAR-CRT@minsoc.fed.be

Website : www.commissionrelationstravail.belgium.be

D/2016/10.770/16 (web)